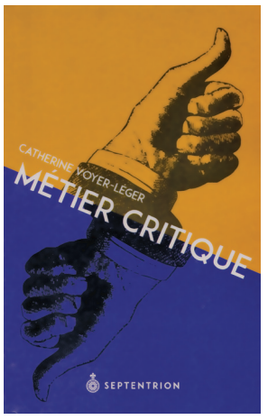
Automne 2014
volume ix, numéro 1

Les Cahiers de lecture

de L'Action nationale



EXTRAIT EN PRIMEUR NIETZSCHE PAR VLB

DISTANCE CRITIQUE

RECONFIGURATION DE L'ÉTAT

LA PENSÉE QUÉBÉCOISE EN ESSAIS

Automne 2014
volume viii, numéro 2

Les Cahiers de lecture

de L'Action nationale

Robert Laplante
Directeur

Pascal Chevrette
Secrétaire de rédaction
Chef de pupitre
littérature

Lucia Ferretti
Chef de pupitre,
histoire et culture

Daniel Gomez
Chef de pupitre,
essais politiques

Sylvain Deschênes
Édition graphique, révision
et coordination de la
production

Les Cahiers de lecture sont publiés par

L'Action nationale
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H2X 1X3

Tél. : 514-845-8533 ou 1-866-845-8533,
revue@action-nationale.qc.ca

Dépôt légal : Bibliothèque et
Archives nationales du Québec

ISSN-1911-9372

ISSN 1929-5561 (version numérique)

ISBN PDF 978-2-89070-015-4

Membre de la SODEP
sodep.qc.ca

Tarifs 2014 - 3 numéros/an
(expédition et taxes comprises)

	1 an	2 ans
Abonnement	30$	50 $
Abonnement de soutien	40 $	75 $
International	50 $	90 $
Institution	50 $	90 $

TVQ 1012563392 TPS 11901 9545

Vous pouvez vous abonner ou acheter au numéro à la boutique internet de L'Action nationale :

action-nationale.qc.ca

Victor-Lévy Beaulieu sur
Friedrich Nietzsche
en primeur pages 20-24

Nietzsche
La corruption : les temps d'automne d'un peuple !

Titres recensés

Michel Lessard avec la collaboration de Pierre Lavoie et Patrick Altman
Québec éternelle. Promenade photographique dans l'âme d'un pays 4

Reconfiguration de l'État

Stéphane Paquin et Pier-Luc Lévesque (dir.)
Social-démocratie 2.0 Le Québec comparé aux pays scandinaves 7

Jacques Houle
Il était une fois des usines. Essor, déclin et relance de l'industrie québécoise 9

Frédéric Bérard
La fin de l'état de droit 10

Gilles Labelle et Daniel Tanguay
Vers une démocratie désenchantée ? Marcel Gauchet et la crise contemporaine de la démocratie libérale 11

Jonathan Livernois
Remettre à demain. Essai sur la permanence tranquille au Québec 13

Pierre Thibault
Maisons paysage. Pierre Thibault architecte 14

Serge Cantin
La souveraineté dans l'impasse 15

Gaétan St-Pierre
Quand la rue parle 16

Alain Noël et Miriam Fahmy (dir.)
Miser sur l'égalité. L'argent, le pouvoir, le bien-être et la liberté 17

Roméo Bouchard (Préface de Jean-Martin Fortier)
Les champs de bataille. Histoire et défis de l'agriculture biologique au Québec 18

Francine Sinclaire, Stéphanie Demers et Guy Bellemare (dir.)
Tisser le fil rouge. Le Printemps érable en Outaouais - récits militants 19

Alain Vadeboncoeur
Les acteurs ne savent pas mourir. Récits d'un urgentologue 24

Distance critique

Catherine Voyer-Léger
Métier critique 27

Yves Vaillancourt
Jeux interdits. Essai sur le Décalogue de Kieslowski 29

Simon Braud (dir.)
Les plus grands films que vous ne verrez jamais : les chefs-d'œuvre inédits des plus illustres réalisateurs 30

Frédérick Bastien
Tout le monde en regarde 31

Louise Bienvenue, Ollivier Hubert et Christine Hudon
Le collège classique pour garçons. Études historiques sur une institution québécoise disparue 33

Michel O'Neil
L'épopée des Petits frères de la Croix 34

Maria De Koninck
Sœur Simone Voisine. la force tranquille de l'engagement 35

Yakov Rabkin
Comprendre l'État d'Israël. Idéologie, religion et société 36

Géraldine Mossière
Converties à l'islam. Parcours de femmes au Québec et en France 37

Collaborateurs

Priscyll Anctil Avoine
Étudiante à la maîtrise en Études internationales, Université Jaume I de Castellón, Espagne

Gabriel Arsenault
Doctorant en science politique, Université de Toronto

Françoise Bouffière
Écrivaine

Stéphane Castonguay
Chercheur au Centre interuniversitaire d'études québécoises, UQTR

Martin David-Blais
Unviersité St-Paul

Serge Gauthier
Chercheur au Centre de recherche sur l'histoire et le patrimoine de Charlevoix

Marilyne Lafrenière
Professeure au Cégep de Trois-Rivières

Catherine Larochelle
Doctorante, Université de Montréal

Guillaume Lemire
Professeur de sociologie au collège Lionel-Groulx

Denis Monière
Politologue

Patrick Moreau
Professeur de littérature au collège Ahuntsic

Danic Parenteau
Professeur adjoint, Département des humanités et des sciences sociales, Collège militaire royal de Saint-Jean

Michel Rioux
Jouranliste et animateur radio

Marc-André Robert
Professeur en documentation, Collège de Maisonneuve

Les auteurs des textes publiés dans les Cahiers de lecture sont responsables de leur contenu.

ÉDITORIAL

FAIRE LE POINT

Les splendeurs de l'octobre n'y changent hélas rien, le monde du livre est aussi sombre que le plus sombre jour de novembre. La Courte échelle en faillite, Benjamin en faillite, le diable aux vaches entre Renaud-Bray et plusieurs acteurs clés de l'industrie, les librairies indépendantes qui ferment à un rythme inquiétant, les bibliothèques qui cherchent à l'abri tantôt du ministre, tantôt des comptables, les manchettes toutes plus autodépréciatrices les unes que les autres à propos du taux d'analphabétisme, la liste des mauvaises nouvelles pourrait s'allonger. La morosité a d'ores et déjà gagné la partie. Et ce ne sont pas les appels au secours de la ministre de la Culture qui vont rassurer le milieu qui sait trop bien le poids de la culture sur la table du conseil de l'austérité…

Et pourtant, pourtant. La diversité et la qualité de la production éditoriale atteignent des niveaux admirables. Les salons du livre font vibrer leur public. De nouveaux auteurs émergent et leurs œuvres se démarquent – à défaut trop souvent de s'imposer dans le marché, c'est vrai. L'espace médiatique est un peu plus vaste même s'il reste dominé par les boniments qui tiennent trop souvent la production nationale comme anecdotique, voire exotique, au regard des poncifs de la rectitude mondialisée. Bref tout ne justifie pas la morosité inquiète même si l'optimisme resterait surfait. Le monde du livre est durement travaillé par des secousses qui ne tiennent pas toutes des mêmes causes.

Le choc numérique, bien sûr, frappe durement, mais il n'explique pas tout. C'est vrai que les changements technologiques révolutionnent les logiques industrielles et forcent au renouvellement des façons de faire. L'éventail des possibilités qu'ouvre la diversification modifie radicalement les logiques qui organisent les pratiques des divers acteurs de la chaîne du livre, de l'auteur au plus novice des lecteurs. Et du coup, ce sont les habitudes de lecture qui sont en voie de métamorphose et, au travers elle, le statut de la lecture et le comportement des lecteurs. Comme toujours durant de telles périodes, les prophètes font de bonnes affaires et ils ne manquent pas d'audience ceux-là qui prédisent la mort du livre et la fin de l'industrie.

On ne tentera pas de les relancer et de souscrire à la surenchère des propositions de ceux-là qui lisent avec optimisme ou inquiétude les feuilles de thé ou les pixels magazines branchés en ligne. Il s'agit simplement de prendre un peu de recul historique pour se donner un espace de pensée qui permette d'échapper au prophétisme ou au fatalisme. Les révolutions technologiques ne livrent pas toujours les fruits que leurs promoteurs voudraient savourer. La photographie n'a pas tué la peinture, elle en a modifié le statut et lui a fourni matière et nécessité de se repenser. Le regard en a été changé et, du coup, la place de l'image. Ainsi en va-t-il sans doute déjà de la révolution numérique et de ses impacts sur le livre et la lecture. Il serait donc plus prudent d'éviter le simplisme et d'en faire la source de tous les maux. Il ne faudrait surtout pas, non plus, céder au fatalisme. Le monde du livre est mal en point, c'est vrai. Mais on ne trouvera les moyens d'une approche de restauration intelligente et utile que si l'on prend bien le temps d'en faire une analyse rigoureuse et d'en proposer une lecture assez nuancée pour que tous les acteurs y trouvent les motifs sérieux de contribuer à une action commune de redressement.

On peut d'ores et déjà définir au moins trois grands registres sur lesquels peuvent s'organiser les diagnostics.

- **Le registre économique**. Les problèmes de distribution, la réorganisation des rapports entre les divers acteurs de la chaîne, les enjeux de concentration de la propriété qui s'y posent de manière différente selon les maillons qu'on observe, les difficultés de maintenir ou de conquérir les marchés dans un contexte d'intensification de la concurrence. Autant de problèmes et bien d'autres en ces domaines qui renvoient tantôt aux changements dans les modèles d'affaires tantôt aux conjonctures spécifiques des divers segments de marché méritent d'être examinés et ordonnés dans un cadre qui permettra d'établir les priorités d'action et le partage des responsabilités entre les divers acteurs à mobiliser.
- **Le registre institutionnel**. L'état des bibliothèques publiques a fait l'objet de très nombreux diagnostics. En dépit de quelques améliorations notables et de succès fort éloquents – celui de la Grande Bibliothèque est certes éblouissant, mais il ne doit pas empêcher de voir des réussites à échelles plus réduites, mais néanmoins importantes –, il faut reconnaître que les statistiques comparatives placent le Québec dans une situation déplorable. Il reste un immense effort de rattrapage à accomplir. Et force est de reconnaître que la politique d'austérité l'emportera sur les propos lénifiants du ministre repentant. Les tourments qui seront peut-être évités aux bibliothèques scolaires seront sans doute infligés aux bibliothèques municipales, selon les vases communicants de la logique comptable à courte vue qui sévit à Québec.

  Les quelques chiffres disponibles sur la contribution des politiques d'achats des bibliothèques à l'édition québécoise sont affligeants. Les pratiques en vigueur sont non seulement contradictoires, elles sont carrément contreproductives quand on considère que les éditeurs québécois ne sont pas les principaux bénéficiaires des politiques d'achats qui bénéficient de subventions publiques. Il y a des urgences qui vont coûter beaucoup plus cher à moyen terme que les économies de bout de chandelle qui seront grappillées dans les deux prochains exercices budgétaires.
- **Le registre culturel.** Il est inutile de se le cacher, les besoins sont criants en matière de soutien et de promotion de la lecture, que ce soit à l'école, dans les loisirs ou dans les milieux de travail. Il faut un Plan lecture d'une audace que nous n'avons pas encore eu collectivement pour faire face aux énormes défis que nous posent les transformations sociales en cours. Le maintien et le développement de notre dynamisme et de notre identité passent par une action culturelle d'envergure. Il faut une véritable mobilisation collective qui visera au renforcement du cadre des référents communs de la culture, une mobilisation qui évitera le délitement de la culture nationale et sa dissolution dans le magma de la culture de masse imposée par les grosses machines de la médiocrité mondialisée.

Les problèmes sont suffisamment graves et trop nombreux pour s'imaginer pouvoir les traiter adéquatement en procédant au cas par cas. Le milieu serait mûr pour un grand forum devant déboucher sur un programme d'action. On n'ose guère appeler la chose un Sommet tant le mot a été galvaudé. Il n'en demeure pas moins que la convocation d'un tel rendez-vous serait plus pertinente que les appels à l'aide de la ministre. Le dossier du livre est trop important pour qu'on en soit réduit à le ramener aux manœuvres de pressions pour éviter le pire. Son potentiel est trop grand pour qu'on se prive des occasions de dépassement que nous offrent les difficultés présentes. Les redresseurs comptables feraient bien de se répéter l'adage : nous n'avons pas les moyens de gaspiller une bonne crise.

Le temps est venu de faire le point.

Robert Laplante
Directeur des Cahiers de lecture

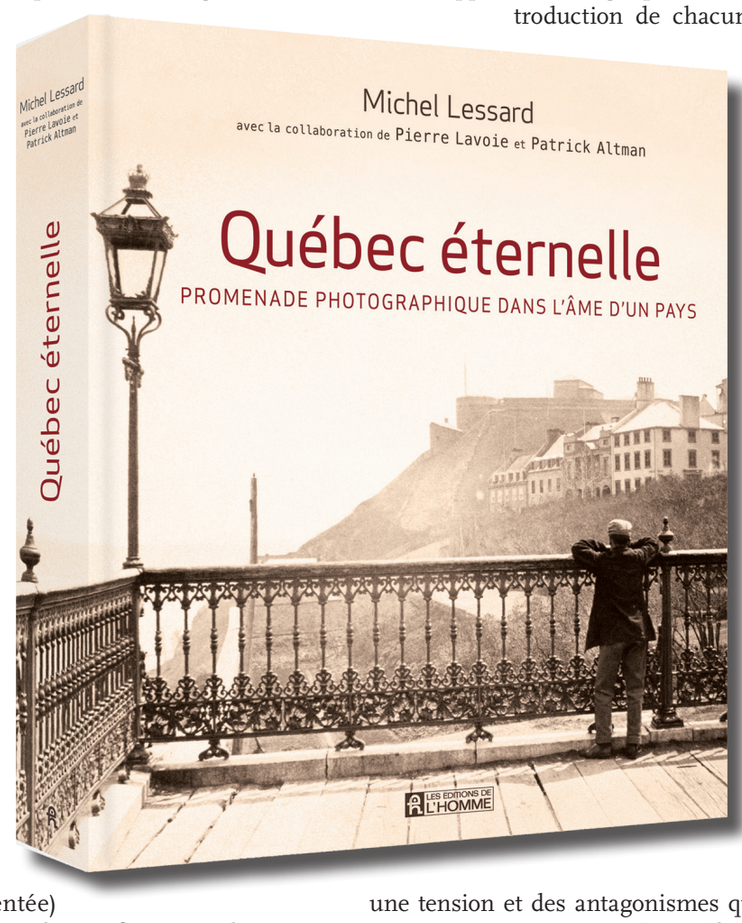
SAISIR L'ESPRIT DES LIEUX

Robert Laplante
Directeur des Cahiers de lecture

Michel Lessard, qui a déjà donné quelques-uns des grands monuments de l'histoire matérielle du Québec, signe ici ce qui restera sans aucun doute comme son plus grand legs. C'est un ouvrage somptueux, une prouesse d'édition qui met en scène et en valeur un inestimable patrimoine.

Michel Lessard avec la collaboration de Pierre Lavoie et Patrick Altman
Québec éternelle. Promenade photographique dans l'âme d'un pays
Montréal Les Éditions de l'Homme, 2013, 479 pages

Voilà un classique que le succès a consacré dès sa parution, il y a bientôt un an. À la veille des Fêtes et pour y inscrire le livre au cœur des festivités, il faut faire ici ce rappel nécessaire : c'est un ouvrage qui devrait se retrouver dans chaque foyer, d'abord sous le sapin et ensuite, dans le meilleur des lieux où chacun savoure la douceur de son foyer. Pour la beauté de l'objet lui-même d'abord, mais surtout pour l'étrange sérénité qui s'en dégage et qu'il propage, qu'on le lise et le parcoure tout d'un trait ou qu'on le feuillette dans le désordre de ses chapitres et rubriques. Tant de beauté ici concentrée dans le prolongement des regards depuis si longtemps portés sur l'une des plus belles villes du monde ne peut laisser personne indifférent.



Michel Lessard, qui a déjà donné quelques-uns des grands monuments de l'histoire matérielle du Québec, signe ici ce qui restera sans aucun doute comme son plus grand legs. C'est un ouvrage somptueux, une prouesse d'édition qui met en scène et en valeur un inestimable patrimoine. Mais c'est aussi un véritable accomplissement d'érudition, un accomplissement qui donne tout son sens à l'entreprise de connaissance qu'il exprime autant qu'il féconde. Le matériau de ce livre donne à voir, à penser, à rêver. Ce qu'il rassemble ne fait pas seulement le pont avec le dix-neuvième siècle, il ouvre des voies sur ce que les générations montantes pourront faire de cet héritage révélé.

Remarquablement bien servi par un impressionnant appareil critique (repères chronologiques détaillés, annexes fouillées, index, bibliographie sélective commentée) *Québec éternelle* comblera aussi bien les profanes que les spécialistes aguerris, les amoureux de la ville que les mordus de photo. L'ouvrage fournit sinon le socle entier du moins quelques-unes des pierres d'assises de l'histoire de la photographie au Québec. Embrassant la période qui va de la naissance de cet « art de la lumière » jusqu'à 1885, l'ouvrage réunit des images tirées d'une foule de fonds d'archives et de collections, des images réalisées par des photographes locaux aussi bien qu'étrangers dont les « oeuvres d'art documentaire signent le pays à chaque époque et définissent la marque culturelle de la capitale » (p. 27). Il permet également de découvrir des artistes passionnés qui participent, dès les débuts de la photographie, au développement de l'art lui-même aussi bien par l'inventivité et la maîtrise qu'ils déploient dans les divers procédés et techniques qui évoluent rapidement, mais également dans la recherche esthétique à laquelle Québec- la-magnifique offre matière et défis.

Vallée, Notman, les Livernois, McLaughlin et d'autres vont donner à voir la ville sous tous ses angles, éterniser le sourire de ses habitants, glorifier les notables engoncés dans leur vanité, éclairer la splendeur du port et de ses chantiers d'équarrissage du bois, croquer les patineurs sur le fleuve gelé, se laisser fasciner par les moniales augustines, tenter de percer le mystère de la présence autochtone, se griser d'espace blanc à suivre le tracé balisé du pont de glace, placer en contraste la vie de garnison de l'occupant et le faste d'apparat du clergé qui monte en puissance. Les textes d'introduction de chacun des chapitres font bien voir comment le clivage haut/bas offert par la topographie du site va marquer les esthétiques du paysage qui feront une place déterminante aux regards en plongée, en contre-plongée, valorisant l'horizon au point de laisser constater, une fois le corpus bien circonscrit, jusqu'à quel point Québec est une « ville de toits ».

Clivage du haut et bas qui oppose également la richesse d'en haut à l'indigence besogneuse d'une basse-ville dont les images laissent bien saisir ce que peut signifier la condition de classe sous le capitalisme sauvage de la révolution industrielle. Clivage politique qui marque évidemment l'espace et la vie et vient se superposer à la hiérarchisation du paysage pour mieux marquer l'organisation de l'espace et l'évolution architecturale. La cité de Champlain se construit sur une tension et des antagonismes qui marquent son destin, façonnent son aménagement. Le « Gibraltar d'Amérique » que veulent bien y voir les conquérants est aussi la ville de province française qui trouve sa forme à s'inventer des manières de composer avec « une confrontation constante entre deux sociétés et deux visions capables

suite à la page 5

suite de la page 4

de coexister en harmonie et qui ont fait de Québec ce qu'elle est devenue» (p. 401). «Les photographes vont saisir cette dualité en mettant en évidence tous les éléments exotiques qui caractérisent la cité de Champlain» et l'exprimer dans diverses thématiques qui font la trame du livre: regards sur le paysage, la vie militaire, le sacré, le labeur, etc., regards qui resteront néanmoins attentifs à ce qui dépasse les oppositions dans un syncrétisme qui donne à la ville son charme indéfinissable.

Toute la force et l'originalité de l'ouvrage tiennent à sa capacité de rendre compte à la fois de l'évolution de la photographie et de son objet de fascination, cette ville où fusionnent le fleuve et le roc, l'immensité du ciel et le mouvement des glaces. Lessard est éperdument amoureux de Québec et il voit partout dans les œuvres qu'il recense les signes que cet amour est irrésistible tant la beauté des lieux force les passages entre les hommes et les choses. Aussi n'est-il pas étonnant de le voir conclure que par-dessus tout «Québec c'est d'abord et avant tout les Québécois et les Québécoises. Cela les premiers photographes l'avaient compris» (p. 405).

Les textes d'introduction de chacun des chapitres font bien voir comment le clivage haut/bas offert par la topographie du site va marquer les esthétiques du paysage qui feront une place déterminante aux regards en plongée, en contre-plongée, valorisant l'horizon au point de laisser constater, une fois le corpus bien circonscrit, jusqu'à quel point Québec est une «ville de toits».

Toute la force et l'originalité de l'ouvrage tiennent à sa capacité de rendre compte à la fois de l'évolution de la photographie et de son objet de fascination, cette ville où fusionnent le fleuve et le roc, l'immensité du ciel et le mouvement des glaces. Lessard est éperdument amoureux de Québec et il voit partout dans les œuvres qu'il recense les signes que cet amour est irrésistible tant la beauté des lieux force les passages entre les hommes et les choses.

Québec éternelle est à double titre un ouvrage de référence. Une référence anthropologique essentielle par la manière qu'il a de faire résonner les images dans un registre identitaire aussi riche que complexe, le registre qui donne à la Cité de Champlain une place particulière dans la culture québécoise. Une référence historiographique inestimable qui fournit non seulement des images, mais un corpus extraordinaire de connaissances qui ravira les spécialistes qui pourront compter sur les annexes fouillées pour aller plus loin et explorer davantage la contribution au monde de ces artistes qui ont fait et se sont faits dans Québec. C'est un livre dont on ne parvient pas à épuiser les voies d'éblouissement et les motifs de fierté. Lessard montre bien là que notre aventure est porteuse d'une singularité qui dans l'espace comme dans les œuvres donne à saisir ce que signifie le mot patrie. L'ouvrage donne une merveilleuse illustration de ce que, faisant pays, nous pouvons apporter au monde. Ce n'est ni chauvinisme ni orgueil mal placé que de constater que:

> Dans tous ces élans artistiques, y compris le portrait, dans toutes ces facettes commerciales et techniques de la représentation, Québec se range dans le peloton de tête de la production photographique occidentale, avec autant de talent et maîtrise qu'il y en a dans les grandes capitales. C'est principalement du sujet que viendra l'originalité, et ce sujet c'est la ville de Québec et le pays français en terre d'Amérique.

❖

Les Cahiers de lecture depuis 2007

24 numéros, plus de 700 recensions, des collaborateurs de tous les horizons

(tous les anciens numéros sont en vente à la boutique)

Location d'outils SIMPLEX

Une entreprise québécoise en affaires depuis 1907

Heureuse de participer à la construction de la référence québécoise

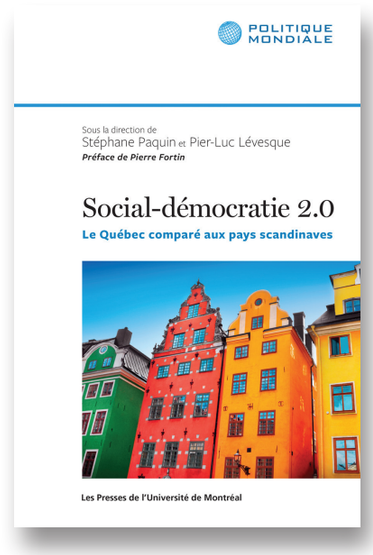
38 succursales pour mieux vous servir

simplex.ca

• Montréal : 1.800.361.1486 • Québec : 1.800.284.7571 • Ottawa : 1.888.408.8807

UNE SOCIAL-DÉMOCRATIE LUCIDE

Daniel Gomez
Chef de pupitre, essais politiques



Stéphane Paquin et Pier-Luc Lévesque (dir.) **Social-démocratie 2.0 Le Québec comparé aux pays scandinaves**

Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2014, 369 pages

En septembre dernier, le Parti social-démocrate des travailleurs (SAP) a repris le pouvoir en Suède après huit années d'opposition. Durant ces années, une coalition de centre-droite a géré la crise économique qui a sévi dans une bonne partie du monde occidental. Elle l'a fait avec succès en appliquant au pays des remèdes d'inspiration libérale. Certains ont alors crié à la fin du fameux « modèle suédois ». Le parti social-démocrate suédois (SAP) est sorti exsangue de ces huit ans d'opposition. À la dernière élection, il ne représentait plus qu'un maigre 31,3 % de l'électorat, lui qui avait gouverné sans partage de 1932 à 1976, époque de la social-démocratie triomphante. Les sociaux-démocrates sont maintenant fortement concurrencés par une pluralité de partis : centre, droite, extrême droite, gauche radicale, écologique. La fameuse cohésion sociale et le consensus, piliers du « modèle » corporatiste suédois, paraissent fortement ébranlés. Au Danemark et en Finlande, pays voisins, les scénarios se ressemblent, l'hégémonie politique sociale-démocrate se désagrège. Les partis sociaux-démocrates se trouvent encore plus contraints de composer avec des formations plus conservatrices ou plus radicales. Ces trois pays connaissent de toute évidence une destinée commune et, comme une grande partie de l'Occident, ils doivent faire face à de profonds bouleversements économiques. Ils semblent cependant y parvenir relativement bien, tout en gardant une bonne part de leur « culture » sociale-démocrate. C'est ce qui a incité Stéphane Paquin et Pier-Luc Lévesque, tous deux spécialistes en économie politique internationale comparée, à diriger treize collaborateurs québécois et internationaux dans le but de mieux comprendre le « miracle scandinave ». Ils comparent du même coup le modèle scandinave au « modèle » québécois. Cela donne un ouvrage collectif de 369 pages bien « fournies ».

Pourquoi Québec/Pays scandinaves ?

Où peut résider la pertinence de mettre côte à côte le Québec et les pays scandinaves ? Et bien, selon Paquin et Lévesque, il existe chez nous une trame historique corporatiste propre à la dynamique sociale-démocrate. Ils s'inscrivent ainsi dans le sillon de biens d'autres penseurs dont un des précurseurs est certainement Archibald Clinton avec son classique *Un Québec corporatiste*. Les auteurs veulent donc comprendre comment la société québécoise s'adapte aux profondes transformations économiques de ces dernières années et particulièrement en la mettant en parallèle avec le bilan des pays nordiques. Parmi les pays de l'OCDE, celui-ci est enviable. Qu'on en juge : une bonne croissance économique avec un taux de chômage relativement faible (tout en ayant des taux de syndicalisation record), une dette publique maitrisée et le plus fort degré d'égalitarisme des pays de l'OCDE. Les Scandinaves ont également les plus fortes dépenses publiques de l'OCDE alimentées par des taxes importantes. Bref, une réalité qui en apparence se situe à l'antipode du discours néolibéral.

> L'objectif de cet ouvrage est de comparer le Québec aux pays scandinaves selon plusieurs enjeux économiques et sociaux afin de comprendre ce qui fait le succès des pays scandinaves (p. 20).

Les collaborateurs se sont penchés sur des thématiques particulières dans une optique comparative. On voit d'abord en quoi consiste le modèle social-démocrate, peut-être la partie la plus intéressante du livre. Bo Rothstein et Sven Steinmo définissent d'emblée ce qu'est pour eux la social-démocratie :

> [...] la social-démocratie équivaut à une certaine forme de communautarisme qui met l'accent sur la solidarité sociale et qui repose sur des politiques renforçant l'unité sociale et la solidarité (p. 24).

Ils rajoutent que ce modèle repose sur trois engagements : a) des programmes sociaux universels financés par des impôts peu progressifs (les entreprises ne sont pas très taxées, mais les taxes de vente sont de 25 %) ; b) un soutien ferme à l'économie de marché tout en l'encadrant sévèrement ; c) un État progressiste sur le plan social, mais très allergique à l'endettement. Cette crainte de l'endettement semble être « inhérente » à la culture scandinave. Il faut garder en tête ces prémisses si l'on veut comprendre les particularités du modèle scandinave.

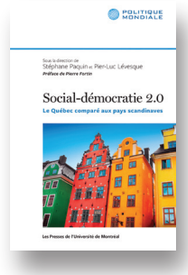
> *Ceux qui sont endettés ne sont pas libres (p. 94)*
> – Ministre suédois des Finances, 1990.

L'essai est divisé en une quinzaine de chapitres qui traitent chacun d'une thématique particulière. Après des parties introductives et comparatives générales, nous abordons ensuite des éléments historiques puis politiques. Puis les chapitres 7, 8 et 9 tournent autour de questions financières telles la fiscalité comparative ou le régime de retraite public en Suède que l'on compare à la RRQ. Les chapitres 11,12 et 13 touchent aux domaines de l'éducation. On y parle bien sûr du succès finlandais, mais aussi du succès québécois. Les derniers chapitres concernent les questions de représentation féminine, de pauvreté au Québec et de la montée notoire de l'extrême droite scandinave, qui va de pair avec une baisse sensible des sociaux-démocrates. Il s'agit d'un ouvrage consistant, rempli de données concernant une série de domaines et témoignant éloquemment de la performance sociale et économique des pays nordiques d'Europe, de leurs échecs ainsi que des lacunes, ou des succès, de la société québécoise.

Des sociaux-démocrates pragmatiques ou lucides ?

Le pragmatisme, c'est le concept très fort qui peut singulariser le modèle scandinave. Les sociaux-démocrates scandinaves ont érigé en objectifs ultimes la justice sociale et la solidarité ; ils ne semblent pas avoir de dogmes pour les préserver. Ils font montre d'une froide lucidité économique. À la page 13 de l'ouvrage, Pierre Fortin cite un de ses anciens professeurs d'origine danoise qui attribuait le succès économique des pays scandinaves à trois choses : a) la culture luthérienne pour qui le bien commun est la responsabilité de chacun ; b) la mentalité d'ingénieurs pragmatiques et la méfiance envers les envolées idéologiques ; c) l'admiration envers l'esprit d'entreprise. Nous ne sommes pas loin de Max Weber ! Il existe bien entendu une foule de variables qui expliquent la viabilité du modèle scandinave, qu'on qualifie aussi de corporatiste ou

Une social-démocratie...
suite à la page 8



Une social-démocratie…

suite de la page 7

de néo-corporatiste, mais j'ai personnellement la faiblesse de croire que le mode de pensée luthérien en a été un des éléments centraux, sinon l'élément central. Comme vu précédemment, si l'on compare les performances socio-économiques et sociales des pays sociaux-démocrates et des pays conservateurs ou libéraux, la supériorité des premiers donne un peu le vertige. Une foule de facteurs explique ce phénomène : préoccupation omniprésente de la productivité et de la concurrence internationale, une taxation très forte, mais des entreprises peu taxées ; forte taxe de vente, grosses dépenses publiques. Pour faire face à la crise, la Suède n'a pas hésité, par exemple, à réformer son État et à décentraliser au maximum ses fonctions. Actuellement, il n'existe plus que 13 ministères, contre 23 au Québec, mais il existe en revanche plus de 300 agences indépendantes avec leur propre budget. Ces agences sont tenues de rendre public le suivi de leurs objectifs financiers et opérationnels. En éducation, les Scandinaves ont instauré des politiques auxquelles l'on n'oserait même pas penser ici :

> En 1996 le principe de rémunération selon l'ancienneté dans l'éducation a fini par être aboli et les écoles sont responsables de l'embauche et de l'évaluation de leur personnel. C'est une pratique qui a fini par être acceptée par les syndicats (p. 91).

La gestion des ressources humaines est complètement décentralisée ; 90 % des salariés du secteur public ont des rémunérations individualisées. Vue du Québec, cela paraît surréaliste ! Et ce n'est pas tout, les États scandinaves ont également osé déréglementer les marchés publics : téléphone, gares, trains, ligne de métro, etc. sont aujourd'hui opérés par des entreprises privées. On a même introduit la concurrence entre les organismes publics. Le système de santé a été réformé en profondeur ; le privé y a fait son entrée. Paquin, Godbout, Lévesque et Brady nous disent à la page 92 de l'ouvrage que les gouvernements ont massivement privatisé les systèmes de santé, à la manière nordique évidemment. Le résultat est que la part des coûts de santé dans les dépenses publiques a fortement baissé, tout en préservant l'accessibilité. Et il va sans dire que ces coûts sont inférieurs à ceux du Québec. Beaucoup de ces mesures ont pu être initiées par des gouvernements conservateurs, souvent de coalition, mais en préservant les traits culturels sociaux-démocrates et en particulier l'esprit de concertation.

La concertation, au cœur du corporatisme

Qu'est-ce que la social-démocratie ? La question semble simple, mais les réponses sont multiples. Elles vont tourner autour de l'État providence, de la forte présence syndicale, d'un parti social-démocrate puissant. On mentionne le scrutin proportionnel, les institutions publiques décentralisées et même des citoyens plus compétents sur le plan civique. Il a été également question de concertation institutionnalisée patronat/syndicat, c'est-à-dire de démocratie industrielle, pour définir ce qu'est le modèle. Pour certains, c'est là que réside le fondement de la social-démocratie, que l'on qualifie aussi de néocorporatisme.

Pier-Luc Lévesque et Patrick Brady abondent dans ce sens. Chacun à sa manière survole l'histoire de la Suède et du Danemark, pour approfondir les fondements et l'évolution du modèle. Celui-ci est né au tournant du XX^{e} siècle ; au Danemark, en 1899 plus précisément, avec les premiers accords entre le patronat et le mouvement syndical ou en Suède en 1906 avec *le Compromis de décembre*. Se mettent alors en place les premiers éléments de la concertation à la scandinave. Tout au long du siècle cette concertation va évoluer ; elle va connaitre des points forts et des points faibles dépendamment de l'évolution de l'économie et des rapports de force entre les grands acteurs institutionnels. Les deux grands acteurs, la LO (syndical) et la SAF (patronal), établiront des mécanismes de concertations et de négociations permanents en vue de déterminer les politiques sociales et industrielles suédoises, tout en garantissant une certaine paix sociale. Vers les années 1970, la conjoncture étant plus favorable aux travailleurs, la LO réclama davantage de démocratie industrielle et de droits de regard sur les entreprises. Le parti social-démocrate au pouvoir eut tendance à légiférer dans ce sens. Cependant, le pragmatisme scandinave fit en sorte que la productivité industrielle demeurait toujours un incontournable à respecter. Priorité était donc donnée au marché et au secteur productif de la société, le plus souvent privé. Puis, à partir des années 1980-1990, la roue a tourné, les économies occidentales se sont détériorées et la crise économique a frappé l'Occident. De plus, la composition de la population active s'est modifiée ; le nombre de cols bleus a diminué et celui des cols blancs a augmenté ; l'hégémonie de la LO s'est effritée au profit d'autres syndicats. Le PSD a perdu le pouvoir et la SAF s'est retirée des instances de négociation. Bref, les cartes ont été redistribuées. La concertation n'a pas disparu, elle a changé de visage. Les grandes négociations centralisées, cœur de la concertation scandinave, ont reculé et l'on négocie maintenant secteur par secteur, du « méso corporatisme » selon les termes de Patrick Brady (p. 127). L'esprit de concertation et de responsabilisation semble cependant demeurer. En témoigne l'« Industrial Agreement », accord adapté au nouveau contexte économique, passé entre douze organisations patronales et huit syndicats. Cet accord a inspiré la mise sur pied d'une pluralité d'accords, dont ceux du secteur public. L'influence de la SAF et de LO serait toujours très forte. Il semble donc que pour Brady, et en prenant la Suède comme exemple, le modèle social-démocrate existe toujours sous une forme peut-être plus néolibérale, oserai-je dire. La macro-concertation traditionnelle a fait place à une mésoconcertation, mais on baigne toujours dans une culture sociale-démocrate propre aux pays scandinaves. C'est sans doute ce qui a permis à la Suède de changer rapidement sa façon de faire en ce qui concerne l'épineuse question de la réforme des régimes de retraite dans laquelle nous nous engluons.

Bref, les cartes ont été redistribuées. La concertation n'a pas disparu, elle a changé de visage. Les grandes négociations centralisées, cœur de la concertation scandinave, ont reculé et l'on négocie maintenant secteur par secteur, du « mésocorporatisme » selon les termes de Patrick Brady.

Qu'en est-il du Québec ?

Patrick Brady écrit à la page 129 de l'essai :

> Le modèle québécois n'est pas à mille lieues des valeurs exprimées par le modèle suédois. […] Le Québec se distingue du reste de l'Amérique du Nord depuis les années 1960 par son modèle de développement basé sur l'intervention de l'État, le nationalisme québécois et la concertation entre l'État et les groupes d'intérêt.

On pourrait ajouter que même avant les années 1960, en raison de son héritage historique corporatiste, la société québécoise se distinguait déjà de son environnement néolibéral. Actuellement, les mécanismes de concertation sont également plus nombreux que

suite à la page 9

Jacques Houle
Il était une fois des usines. Essor, déclin et relance de l'industrie québécoise

Montréal, Hurtubise, Collection Histoire et politique, Cahiers du Québec, 2014, 136 pages

Fonctionnaire fédéral ayant œuvré pendant plus de vingt ans dans le domaine du marché du travail, Jacques Houle se présente comme un homme de terrain, un citoyen inquiet devant la désindustrialisation aussi massive qu'accélérée de l'économie québécoise. Il dresse dans ce petit ouvrage une synthèse fort utile qui ne manquera pas de convaincre du bien-fondé de ses inquiétudes et de l'urgence d'agir.

En quinze ans à peine, l'économie du Québec a perdu 194 000 emplois manufacturiers. C'est près de 776 000 salariés qui, directement ou indirectement ont subi les effets de ce choc tellurique. C'est une catastrophe devant laquelle on ne peut rester indifférent. À Montréal seulement c'est 2 277 usines qui sont disparues depuis l'an 2000. Des données comme celles-là, Jacques Houle en présente à pleines pages. L'effet global est saisissant.

Les statistiques ne sont cependant pas ne sont pas livrées dans un inventaire desséché. Houle les inscrit dans une synthèse historique qui donnera un très bon aperçu des temps forts de l'industrialisation, dégageant les tendances qui permettent de comprendre aussi bien les facteurs qui ont structuré le secteur que ceux-là qui ont, en faisceau multiple, concouru à détruire des pans entiers de la capacité productive de l'économie du Québec. Même s'il ne rate pas d'être critique à l'endroit des théories économiques et des idéologiques qui ont favorisé le laisser-faire et la démission industrielle, Jacques Houle s'en tient aux faits. C'est ce qui fait l'intérêt de l'ouvrage : on y trouvera l'essentiel des clés pour comprendre l'ampleur du dégât. Et autant de faits pour justifier un optimisme modéré à l'endroit d'un possible redressement.

Les principaux problèmes sont bien décrits, les difficultés et les tergiversations collectives bien nommées. Le portrait est certes dur, mais jamais le trait n'est forcé. On pourrait le dire lucide, si le mot n'avait été si galvaudé. La perspective reste centrée sur l'action. Loin de baisser les bras, Houle en appelle en effet à un effort national de concertation et de mobilisation pour provoquer « la renaissance industrielle du Québec ». Une renaissance essentielle au maintien et au développement d'une classe moyenne forte, au redressement de la balance commerciale, à la construction des économies régionales et à la relance d'une prospérité durable. L'ouvrage passe en revue les atouts - plus de vingt mille entreprises dans une foule de spécialités, des ressources naturelles abondantes, des surplus énergétiques, un secteur coopératif très fort, des institutions économiques originales, pour ne nommer que les principaux – et pointe plusieurs exemples de succès porteurs, de modèles inspirants et cerne bien quelques-uns des secteurs où il serait d'ores et déjà possible de lancer un grand effort collectif.

Nuancé et sans complaisance, l'exposé atteint ses objectifs. On en ressort convaincu de la nécessité d'agir et confiant dans la possibilité de réussir.

Robert Laplante
Directeur des Cahiers de lecture

suite de la page 8

sur le reste du continent. Présentement, dans certains domaines, la performance québécoise se compare avantageusement à celle des trois pays nordiques : en éducation cela semble positif, les écarts de revenu avant impôt s'amenuisent, le taux d'activité se rapproche de celui des pays nordiques, la productivité est égale, mais les Scandinaves exportent davantage et ce qu'ils produisent a plus de valeur. La dette publique du Québec est plus importante et la réforme de l'État est plus laborieuse ; celle du système de santé l'est encore plus. Il existe d'autres barrières : l'absence par exemple d'un grand organisme qui parlerait au nom du patronat et la même chose du côté des travailleurs.

Il existe enfin une variable déterminante dont on n'ose peut-être pas trop parler : la faible compétence civique des Québécois. Henry Milner en traite dans l'essai. Selon lui, les Québécois sont gravement affectés par une carence en matière de compétence civique ; domaine dans lequel les Scandinaves excellent : « [...] les populations scandinaves affichent des compétences civiques relativement plus élevées qu'ailleurs en Occident » p. 139.

Cela signifie que les citoyens comprennent mieux la réalité politique, qu'ils lisent plus, qu'ils votent plus, bref qu'ils participent davantage au processus démocratique. Le Canada se classerait parmi les derniers en ce domaine et le Québec fait encore plus mal. Le bilan que fait Milner aux pages 152 et 153 de la pratique de lecture et de télévision des Québécois est accablant. Un chiffre : 28 % ; c'est le taux d'analphabètes fonctionnels québécois, contre 20 % au Canada. Ce sont des chiffres tirés de l'Enquête internationale sur les capacités de lecture et d'écriture des adultes de l'OCDE de 1985. Comme indicateur de cette faible compétence civique, Milner mentionne aussi le faible tirage des journaux au Québec.

Les auteurs mentionnent enfin qu'il existe finalement ici une question nationale qui vient interférer davantage sur les relations entre acteurs sociaux : le patronat et les syndicats sont rarement du même côté de cette barrière nationale. De plus, le Québec ne possède pas tous les leviers nécessaires à un bon fonctionnement corporatiste. Les pays nordiques sont de vrais États, le Québec n'est qu'une province. Enfin, compte tenu de la position géographique de l'État québécois, il est difficile d'imaginer qu'on puisse y pratiquer la politique fiscale très élevée qui semble inhérente aux régimes sociaux-démocrates. ❖

LE DROIT AU COUP D'ÉTAT CONTRE LA DÉMOCRATIE

Danic Parenteau
Professeur adjoint, Collège militaire royal de Saint-Jean

Frédéric Bérard
La fin de l'état de droit
Montréal, Éditions XYZ, 2014,
128 pages

Dans son essai *La fin de l'état de droit*, le juriste Frédéric Bérard s'inquiète de la santé de notre démocratie. Selon lui, nous assistons depuis quelques années à un effritement inquiétant de l'« état de droit », à travers notamment la violation de plus en plus fréquente des droits et libertés des citoyens par le pouvoir politique, et ce, à tous les paliers de gouvernement. Or, le principe du caractère suprême et inviolable des lois, incarnation du travail législatif des élus du peuple, constitue un principe cardinal de la démocratie. Aussi, toute violation de ce principe est-elle une atteinte directe à notre régime démocratique. À ses yeux, « le respect de la séparation des pouvoirs et de la primauté du droit permet, entre autres choses, d'éviter les dérapages du politique, le mépris du parlementarisme, la persécution religieuse et autres affres de l'absolutisme » (p. 117).

Populisme et tyrannie de la majorité

Pour appuyer son analyse, l'auteur passe en revue une dizaine de cas ayant récemment fait la manchette. Ces différents cas sont rangés en trois catégories : violations des droits et libertés garantis par les chartes québécoise et canadienne ; populisme et tribunaux médiatiques ; séparation des pouvoirs, primauté du droit et respect de la Constitution. Parmi ceux-ci, notons l'affaire d'Omar Khadr, où nous avons vu le gouvernement fédéral bafouer les droits fondamentaux d'un citoyen canadien en refusant son rapatriement vers le pays depuis le centre de détention étatsunien de Guantanamo. Bérard passe également en revue le projet avorté de Charte des valeurs proposé par le gouvernement Marois à l'automne 2013, lequel, s'il avait été adopté, aurait à ses yeux porté atteinte à la liberté de religion de certains citoyens québécois, liberté pourtant protégée par les chartes de droits, tant la canadienne que la québécoise. Plus loin, il est question d'une déclaration populiste du sénateur conservateur Boisvenu, au moment de l'arrestation pour meurtre des membres de la famille Shafia en 2009. On se rappelle qu'à cette occasion, celui-ci avait affirmé que chaque assassin devrait « avoir droit à sa corde dans sa cellule pour décider de sa vie » (p. 93). Une autre section porte sur le cas du maire de la capitale nationale, Régis Labaume, qui n'hésite pas dans l'exercice de ses fonctions à outrepasser les pouvoirs que lui confère son poste d'élu municipal, porté par l'appui populaire dont il jouit auprès de ses électeurs. On en prend pour exemple son intervention dans l'adoption de la loi 204 qui valida l'entente entre Québecor et la Ville de Québec pour la construction d'un amphithéâtre.

La fin de l'état de droit occulte ainsi complètement la question de la légitimité démocratique très discutable du présent ordre politique canadien, ordre au fondement duquel on trouve notamment cette Charte canadienne des droits et libertés adoptée par le gouvernement Trudeau au moment du coup d'État constitutionnel de 1982.

Tous ces cas d'effritement de l'état de droit par nos gouvernants trouveraient en fin de compte leur source dans un double phénomène. D'un côté, cela découle de l'esprit « populiste » de certains politiciens, prêts à tout pour satisfaire « les passions populaires et autres poussées démagogiques » (p. 91) de leurs électeurs, le respect rigoureux des chartes de droits et du principe général de la primauté du droit étant perçu par ces derniers comme une contrainte et une limitation de leur pouvoir. De l'autre côté, ce phénomène participerait plus largement, d'une certaine expression « tyrannique » du pouvoir de la majorité, toujours prompte à user immodérément de son pouvoir en bafouant les droits constitutionnels de certains individus ou certaines minorités.

Et le déficit démocratique de tout l'édifice constitutionnel canadien ?

Cette analyse, aussi documentée soit-elle, passe à nos yeux complètement sous silence un problème beaucoup plus sérieux qui devrait davantage préoccuper quiconque se soucie de l'état de notre démocratie. Il s'agit du *décrochage de plus en plus grand du peuple d'avec l'élite au pouvoir, et par suite, avec ses institutions politiques*. Une crise de confiance importante affecte actuellement notre régime politique, laquelle s'exprime dans le désenchantement des citoyens à l'égard de la chose publique en général et des institutions politiques en particulier – phénomène qui, au demeurant, n'affecte pas seulement le Québec, même s'il prend une allure particulière ici en raison de notre situation constitutionnelle. Voilà ce qui représente un danger beaucoup plus grand pour notre démocratie que ce problème d'effritement du droit certes réel et par ailleurs bien illustré à travers ces différents cas analysés.

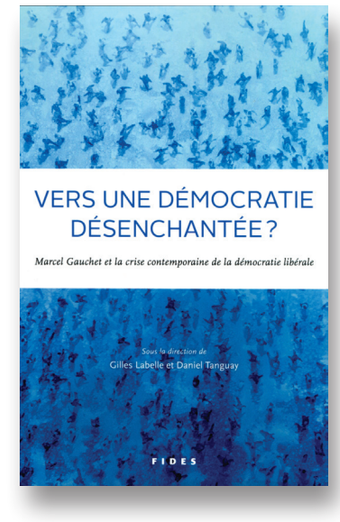
La fin de l'état de droit occulte ainsi complètement la question de la *légitimité démocratique très discutable du présent ordre politique canadien*, ordre au fondement duquel on trouve notamment cette Charte canadienne des droits et libertés adoptée par le gouvernement Trudeau au moment du coup d'État constitutionnel de 1982. Tout l'édifice constitutionnel canadien, et par suite juridique de ce pays, est fondé sur un sérieux vice de légitimité démocratique. Alors même que l'auteur reconnaît l'importance pour toute démocratie de reposer sur des « assises constitutionnelles solides » (p. 91), il refuse de lier ce problème à l'état actuel de notre démocratie. Or, le peuple québécois est soumis à une constitution pour laquelle il n'a jamais été consulté ni au moment de sa rédaction ni au moment de son adoption et qui n'a jamais été ratifiée par ses représentants élus. L'auteur s'offusque certes du fait que le gouvernement canadien, à la suite des révélations contenues dans le livre de Frédéric Bastien *La Bataille de Londres*, continue de refuser de rendre publics les documents relatifs au rapatriement de la constitution en soulignant que « c'est minable. Historiquement, politiquement, philosophiquement » (p. 139), mais n'établit aucun lien avec l'état actuel de notre démocratie et refuse d'analyser plus loin les raisons de ce refus.

Il semble à nos yeux pour le moins paradoxal que, pour contrer le danger que représente ce populisme de certains politiciens et cette « tyrannie de la majorité » au Québec, on doive recourir à une constitution et une charte des droits que tous les gouvernements qui se sont succédé à l'Assemblée

Voir La fin de l'État...
suite à la page 12

LE GRAND ÉLAN INTERROMPU

Martin David-Blais
Unviersité St-Paul



Gilles Labelle et Daniel Tanguay **Vers une démocratie désenchantée ? Marcel Gauchet et la crise contemporaine de la démocratie libérale**

Montréal, Fides, 2013, 204 pages

Il y avait longtemps que j'avais envie de me faire une idée de la pensée de Marcel Gauchet, un philosophe critique de la modernité, et c'est pourquoi j'ai sauté sur cet ouvrage collectif dirigé par Gilles Labelle et Daniel Tanguay lorsque je l'ai aperçu. Je ne l'ai, bien entendu, pas lu avec le regard d'un spécialiste de l'œuvre du philosophe français, ni celui d'un fin connaisseur de la philosophie politique contemporaine ; je l'ai plutôt abordé en tant que lecteur désireux de connaître une contribution intellectuelle forte, célèbre et très discutée (dans certains cercles universitaires, il faut bien le dire). L'effort en aura valu la peine bien que l'ouvrage ne soit nullement une introduction en bonne et due forme et bien qu'il ne soit pas non plus rédigé dans une langue très accessible. Ce collectif (produit à la suite d'un colloque) offre un fort bon aperçu des interrogations philosophiques de Gauchet, des enjeux que formule sa pensée et de la nature de sa démarche. Le livre contient sept articles qui, s'ils ne m'ont pas également intéressé, sont tous fort bien faits. Ces textes témoignent avec éloquence du fait qu'il existe à l'Université d'Ottawa un noyau de très bons commentateurs francophones de la philosophie politique contemporaine.

Un mot pour débuter sur la démarche intellectuelle de Gauchet. Le regard est ample et le discours semble strictement conceptuel : voilà une pensée de l'histoire qui s'emploie à formuler de grandes énonciations sociohistoriques (effort de périodisation et de caractérisation des ères distinguées) sans guère se soucier d'une éventuelle confrontation historiographique. Je dirais aussi que cette pensée est philocentrique. Gauchet paraît ne discuter qu'avec des philosophes (anciens ou contemporains), sans vraiment se préoccuper des apports des sciences humaines et sociales actuelles. Un exemple : dans l'article consacré à la structuration de la psyché en démocratie (un article d'Yves Couture professeur à l'UQAM), aucun psychologue social contemporain n'est mentionné alors que Tocqueville est constamment cité. Un lecteur venu des sciences sociales est forcément heurté par de tels présupposés épistémologiques et théoriques ; pour ma part, je n'ai pas trouvé cela rédhibitoire.

Mon intérêt s'est arrêté sur trois articles en particulier. D'abord, sur celui de Robert Legros, professeur émérite à Caen et à Bruxelles, qui traite du projet philosophique d'ensemble de Gauchet (« Marcel Gauchet et la question de l'humanisme »). J'ai en outre particulièrement apprécié les articles de Taguay et de Vibert, deux professeurs de l'Université d'Ottawa, qui traitent plus précisément de la critique gauchetienne du libéralisme contemporain (« Marcel Gauchet et la philosophie politique » et « Marcel Gauchet et l'éclipse du politique »). Pris ensemble, ces trois textes offrent une très bonne entrée vers la pensée du philosophe.

Après lecture, je me demande encore comment [Gauchet] a pu expliquer ce désintérêt massif de l'Occident pour l'autonomie politique pleine et entière après qu'il ait pourtant réalisé une rupture avec la religion, un événement d'une extraordinaire radicalité.

Gauchet, pour ce que j'en ai compris après lecture de ce collectif, est profondément insatisfait de l'état d'incomplétude des sociétés modernes. Ce qui semble l'insupporter surtout, c'est que nous, citoyens des sociétés démocratiques désenchantées, semblons ne pas avoir pris la pleine mesure de ce formidable événement que fut la fin de l'hétéronomie ou, si l'on préfère, l'avènement de l'autonomie humaine arrachée aux divinités. L'humanité occidentale est parvenue à faire des pas de géant en brisant sa relation de soumission aux divinités pour ce qui concerne la conduite des sociétés (le désenchantement), en créant des États-nations et en jetant les bases de sociétés politiques démocratiques, pour ensuite ne plus savoir quoi faire de l'autonomie gagnée. Tout se serait passé comme si, dans un temps 1, on avait assisté au déploiement – sur plusieurs siècles – d'un projet radical d'autonomie humaine et de prise en main de l'histoire et que, dans un temps 2 subséquent, ce projet aurait été laissé en plan ; les modernes tardifs que nous sommes se contentant d'une version édulcorée de la démocratie. Nous nous serions plus ou moins enferrés dans l'agitation quotidienne (par opposition à la nécessité du transcendant) ; enferrés aussi dans l'individualisme et le particularisme (par opposition à l'agir historique des sociétés sur elles-mêmes) ; enferrés en outre dans le procédurisme et le juridisme (par opposition au Politique).

L'article de Robert Legros (« Marcel Gauchet et la question de l'humanisme ») a très bien mis en lumière la dimension « transcendantaliste » de la pensée de Gauchet. C'est à l'aune d'une « métaphysique de l'histoire » qu'il juge avec pessimisme les sociétés actuelles : si le philosophe paraît insatisfait de l'état actuel des sociétés et de la démocratie en Occident, c'est en raison du refus généralisé d'histoire et d'altérité. L'enjeu philosophique central formulé par Gauchet pourrait être synthétiquement résumé par l'alternative suivante proposée à nos contemporains : ou bien on se contentera d'un état réifié, et passablement édulcoré, de l'autonomie gagnée, auquel cas l'humanité perdra son statut de sujet historique ; ou bien on n'aura de cesse à chercher d'autres modes d'être ensemble et à tenter de dépasser l'état actuel des sociétés, et alors l'humanité relancera sa conquête d'autonomie. Gauchet est pessimiste, car il juge que le renoncement paraît devoir prévaloir. Il est pessimiste si on compare sa pensée au point de vue grandiose d'un Hegel ; il l'est toutefois bien moins qu'un Heidegger ou qu'un Adorno. Cela dit, il importe au premier chef de retenir que LE politique occupe un statut central dans l'œuvre de Gauchet. LE politique est cette activité par laquelle les collectivités « peuvent » à la fois constituer et reconstituer leur être ensemble et actualiser l'autonomie humaine (par la confrontation à l'altérité et l'engagement dans l'histoire). Pourtant, les sociétés libérales l'ont délaissé au XX^e^ siècle au profit de l'individualisme, du juridisme et du déploiement effréné des marchés. Vibert et de Tanguay développent toute cette question de l'éclipse du politique en des articles détaillés et rigoureux.

L'article de Tanguay (« Marcel Gauchet et la philosophie politique ») aborde la tâche que Gauchet attribue à la philosophie politique dans l'état des démocraties. Pour lui, une démocratie au sens fort doit articuler trois vecteurs, soit celui des droits et liber-

Voir désenchantée
suite à la page 12

La fin de l'État…

suite de la page 10

nationale du Québec, souverainistes comme fédéralistes, refusent pourtant de ratifier depuis 32 ans. Comment cet état de droit, imposé à un peuple et contre la volonté de ses représentants élus par la force politique du gouvernement majoritaire d'une autre nation, peut-il servir à *garantir l'ordre légal* auquel ce peuple doit se soumettre ?

En somme, tout cet essai participe d'une lecture essentiellement « légaliste » de la démocratie qui laisse voir un certain mépris pour le peuple et ses représentants élus. Or, la démocratie ne saurait se réduire à ces beaux mots de Camus que cite Bérard dans son épilogue « La démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité » (p. 143). Point besoin de démocratie pour garantir ces droits ; un régime tyrannique pourrait très bien faire l'affaire. Le vrai gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple est celui qui sait articuler et maintenir ce double jeu de confiance et de délégation de pouvoir entre les gouvernants et les gouvernés, entre les électeurs et les élus. Lorsque ce jeu d'interactions s'effrite, c'est la démocratie elle-même qui s'en trouve affaiblie. ❖

Désenchantée

suite de la page 11

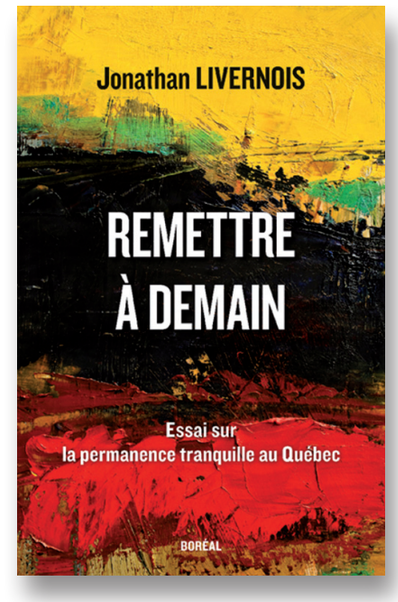
tés individuelles, celui d'un établissement sans cesse réitéré de la souveraineté et celui de l'agir historique ; or, notre philosophe, on l'aura compris, diagnostique une hypertrophie du premier vecteur au détriment des deux autres. D'où la tâche qu'il attribue à la philosophie : d'une part, celle de reposer la question de l'établissement de l'être ensemble au sein des États-nations, condition *sine qua non* de la vitalité démocratique et de la prise sur l'histoire ; d'autre part, faire la critique des illusions véhiculées par le libéralisme actuel qui a favorisé la dépossession de l'autonomie gagnée.

Le long article de Vibert (« Marcel Gauchet et l'éclipse du politique ») présente la vaste trajectoire historique de l'Occident telle que conceptualisée par le philosophe, ainsi que les conséquences de l'éclipse du politique survenu au XX^e^ siècle. Lui aussi insiste sur le transcendantalisme de Gauchet : en renonçant au politique, les sociétés occidentales libérales actuelles se refusent désormais le statut d'acteur de leur histoire. Plus concrètement, ces sociétés se refusent à envisager ce qui fait l'institution de la communauté politique et acceptent *de facto* la débilitation de l'État-nation. Le texte de Vibert expose dans la foulée l'essentiel de la critique gauchetiennne du libéralisme contemporain, une idéologie forte à laquelle le philosophe reproche précisément d'avoir occulté l'activité politique et tout ce qui fait son importance pour donner la primauté aux marchés, aux droits des individus et aux tribunaux.

Je ne prétends aucunement avoir tout saisi ce qu'ont présenté les sept articles minutieusement rédigés et très bien informés que contient le livre. Je me contente du sentiment d'avoir entrevu les principaux enjeux formulés par Gauchet. Une question me reste en tête toutefois : comment le philosophe parvient-il à expliquer ce renoncement au politique qu'il déplore eu égard au statut de transcendantal qui lui est conféré ? Après lecture, je me demande encore comment il a pu expliquer ce désintérêt massif de l'Occident pour l'autonomie politique pleine et entière après qu'il ait pourtant réalisé une rupture avec la religion, un événement d'une extraordinaire radicalité. Cette interrogation a fortement piqué ma curiosité et, même si je n'ai en général guère de sympathie intellectuelle pour ce type de réflexion spéculative, je me promets de lire quelques livres de Gauchet pour voir comment il aura résolu cette énigme. ❖

L'ÉTAT D'ESPRIT DE LA PERMANENCE TRANQUILLE

Patrick Moreau
Professeur de littérature au collège Ahuntsic



Jonathan Livernois
Remettre à demain. Essai sur la permanence tranquille au Québec
Montréal, Boréal, 2014, 144 pages

Je me souviens encore de la perplexité qui m'avait saisi à la lecture des résultats d'un sondage – c'était, si mes souvenirs sont exacts, quelques années ou quelques mois après le second référendum perdu de 1995 – dans lequel une large majorité des répondants affirmaient qu'ils voteraient NON à un prochain référendum sur la souveraineté, mais, et du même souffle, répondaient OUI à la question : « Pensez-vous que le Québec sera un jour indépendant ? » Le même genre de perplexité me saisit à nouveau il y a deux ou trois ans alors que je discutais de la loi 101 avec des étudiants convaincus qu'il fallait l'assouplir, que le bilinguisme n'avait que des avantages, qu'il était bien naturel qu'on exige une parfaite connaissance de l'anglais pour travailler à Montréal, etc. mais qui étaient en même temps tout à fait persuadés que le Québec serait toujours francophone, parce que, *vous savez*, me dit une étudiante sur un ton très convaincu, *les Québécois ont des têtes de cochon* et donc, sous-entendait-elle ainsi, ils résisteraient toujours à l'assimilation.

Cette ambivalence, pour ne pas dire cette contradiction entre un refus de prise en charge du présent (par un vote décisif, une législation) et une confiance assez largement illusoire dans l'avenir est le thème même de l'essai de Jonathan Livernois, *Remettre à demain* paru au Boréal au début du printemps. Ce trait de la mentalité québécoise est un effet de ce qu'il appelle, à la suite de Pierre Vadeboncoeur, la « permanence tranquille » (p. 18). Les « Québécois d'ascendance canadienne-française » seraient selon lui prisonniers d'« une sorte d'idéalisme hors du temps », qui engendrerait leur « passivité » (p. 22) et les abonnerait aux « combats perdus », aux « projets inachevés » et aux « prochaines fois » (p. 16-17). Ils seraient en quelque sorte condamnés à demeurer *à côté* de l'Histoire, de leur propre Histoire, car persuadés au fond d'eux-mêmes qu'il n'est jamais trop tard, qu'il sera toujours temps, plus tard, de tout recommencer. Ce « sentiment, tapi au fond d'eux-mêmes, que rien ne pourra faire disparaître leur présence en terre d'Amérique » (p.31) serait donc à double tranchant, offrant à la fois aux descendants des Canadiens-français d'antan une sérénité rassurante et une passivité, voire une déprise par rapport au réel.

L'évidence de ce constat fait la force de cet essai de Livernois. Il est en effet certains essais dont les qualités insignes tiennent à ce qu'ils nous disent *ce que nous savons déjà*. Précisons-le tout de suite, cette remarque n'est absolument pas à prendre en mauvaise part. Encore moins ironiquement. Bien au contraire. Ce genre d'essai révèle en effet au lecteur une vérité dont celui-ci n'avait jusque-là pas tout à fait conscience, mais dont il n'a pas non plus de peine à se convaincre au fur et à mesure qu'il avance dans sa lecture tant celle-ci lui permet de renouer en quelque sorte avec son propre esprit. La lecture devient alors symbiose, mais à la condition que l'auteur ait le talent de mettre des mots sur ce qui sans lui en serait resté au stade de la simple intuition – et ce talent Jonathan Livernois l'a éminemment ; à la condition aussi qu'il sache creuser cette intuition de départ pour en faire un élément fédérateur, un principe explicatif, qui permet d'élargir la réflexion et de comprendre bien des tendances ou des événements placés successivement sous sa lumière ; bref, que ses explications éclairent véritablement le lecteur.

Or, si l'essayiste est globalement convaincant lorsqu'il remonte aux sources de cette « permanence tranquille » (qu'il retrouve entre autres dans l'historiographie clérico-nationaliste qui a imposé, dès la fin du XVIII[e] siècle, cette « vision d'un peuple béni de Dieu », vision qui a selon lui quelque chose de « compensatoire » et procède avant tout « d'une incapacité d'atteindre [...] un objectif vital [...] : le contrôle du pays temporel », p. 37), ou quand il analyse à sa lumière les causes de l'échec de la Rébellion des Patriotes, ou encore les raisons de l'inachèvement de cette modernisation du Québec entreprise lors de la Révolution tranquille, il l'est encore plus quand il se risque à traiter de certains événements récents, particulièrement du si mal nommé « Printemps érable ».

Se tenant loin des irréductibles opposants au mouvement étudiant comme de ses thuriféraires béats, il porte sur lui et surtout sur ses lendemains un regard lucide, quand il fait par exemple remarquer avec justesse que toute cette « énergie dégagée pendant tant de mois » s'est finalement « évaporée », la « colère » se voyant alors « remplacée par une sorte de sentiment tiède qui a permis de repousser à plus tard la contestation, l'action » (p. 99). Comme on dit en bon québécois, la *balloune* s'est dessouflée. Et, finalement, constate-t-il avec amertume, passant du même coup à un registre plus personnel, « nous avons préféré nous dire que cela aurait pu arriver, que nous étions une génération allumée, pleine d'idées, qui saura faire plus tard » (p. 101). Le verdict quant à cet essoufflement semble juste. Il confirme, comme le dit encore Livernois, que « [l]a permanence tranquille, fût-elle revêtue d'habits plus-que-moderne, ne dort jamais » (p. 97).

Là où, en revanche, il me semble que cette lucidité de Livernois peut être prise en défaut (sans compter quand il reproche à Mathieu Bock-Côté d'être une « mauvaise pythie » pour avoir prédit, avec au final à peine deux ans d'avance, la déconfiture électorale récente du Parti québécois – p. 78), c'est quand il s'essaie, dans le dernier chapitre de son livre, à proposer une voie de sortie en dehors de cette « permanence tranquille » apparemment invincible, une solution destinée à consommer une rupture définitive avec cette procrastination perpétuelle autant que collective qui caractériserait jusqu'à aujourd'hui le peuple québécois. On conviendra que s'en remettre comme il le fait à la littérature pour faire « éclater » (p. 115) la force qui permettra aux Québécois de « conjurer l'aspect mortifère du retour au même » (p.114) n'est sans doute pas la solution la plus en prise sur le réel qui soit. Ce faisant, ne renoue-t-il pas précisément avec cet « idéalisme hors du temps » (p. 22) qu'il dénonçait dans les chapitres précédents ? On peut se demander aussi si « [n]otre résistance à nous poser la question de l'identité », la « sorte de sagesse enfantine » qui nous définit, qu'il invoque à la suite d'Alain Farah (p. 113) ne sont pas elles aussi des succédanés contemporains de la mission spiritualiste sans « contrôle du pays temporel » qui devait selon les conceptions cléricales d'autrefois être celle du peuple québécois. ❖

Pierre Thibault
Maisons paysage. Pierre Thibault architecte
Montréal, Les Éditions La Presse, 2014, 173 pages

Pierre Thibault est sans aucun doute l'un des meilleurs architectes de sa génération. Son chef-d'œuvre de l'abbaye Val-Notre-Dame de Saint-Jean-de-Matha l'aura fait connaître d'un vaste public. L'ouvrage qu'il propose ici fera mieux connaître l'étendue de son talent, l'originalité de sa démarche et la beauté épurée des œuvres qu'il donne à habiter.

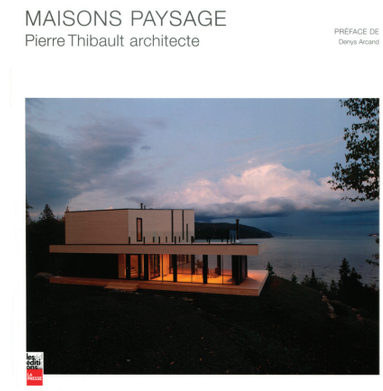
Le livre donne à voir et à comprendre seize réalisations et projets, présentés par de courts textes, servis par de magnifiques photos et enluminés de courtes proses tantôt méditatives, tantôt jubilatoires, livrées par Marie Dallaire qui fait le lien entre les perspectives des projets et celles qu'elle fait voir dans les paysages. De la morphologie des lieux et de la majesté qu'elle dégage tantôt du flanc d'une colline, tantôt de l'éclat d'un lac limpide, sa lecture des paysages prolonge et fait bien résonner le propos de Pierre Thibault qui commente et présente chacun des projets. C'est par touches successives, au détour d'un commentaire, que peu à peu l'on progresse dans la connaissance de sa méthode, dans les règles de sa grammaire et qu'on saisit mieux les aspirations et les visées de l'œuvre qu'il construit projet par projet.

Amoureux éperdu des paysages, Pierre Thibault nourrit une véritable mystique des lieux, une passion créatrice d'une beauté épurée qui se révèle dans les multiples chatoiements de la lumière qu'il saisit dans l'ombre des arbres qu'il vénère au point non seulement de faire une place d'honneur au bois comme matériau, mais aussi, et surtout, comme forme vivante incorporée à l'espace de l'habitat. Point n'est besoin d'avoir la nostalgie triste de la réserve un peu timorée de Denys Arcand qui signe une courte préface, pour saisir tout ce qu'il y a d'exigeant dans le fait d'habiter une maison paysage signée Pierre Thibault. C'est un contemplatif et son génie porte à accueillir la beauté avec une certaine disposition, sinon au recueillement, du moins à la recherche de la sérénité.

« Concevoir dans le paysage, c'est d'abord rencontrer des gens qui aiment le paysage. C'est l'acte d'aimer encore davantage [sic] ce paysage avec eux », insiste l'architecte pour placer son travail non pas d'abord dans sa dimension technique ou commerciale, mais dans la rencontre et dans la commune recherche d'une lecture du paysage qui permettra de faire naître – de traduire – un certain esprit des lieux. « Concevoir dans le paysage c'est aussi apprendre à contempler », redira-t-il sur tous les tons et à l'occasion de la présentation de chacun des projets, histoire sans aucun doute, de rappeler à tous que la beauté ne se donne qu'à ceux-là qui savent l'accueillir. Et elle s'offre ici à pleine page dans la sobriété des constructions, dans l'ingéniosité de l'inscription dans l'espace, dans la fusion avec un paysage que chacune d'elle sublime littéralement.

Après avoir fait ce retour sur les projets de ce livre, Thibault constate et nomme ce qui apparaît comme le sens ultime d'une œuvre réussie :

Je comprends mieux maintenant pourquoi les gens, une fois qu'ils occupent la maison, me disent : « Pierre, ton équipe et toi avez changé



ma vie ». Je comprends que c'était plus important que je ne le croyais. Je mesure mieux la portée de ces témoignages. Oui, bien travailler en prenant le temps, c'est changer la vie de ceux qui habitent un lieu (p. 13).

Ce commentaire éclaire sans aucun doute sa démarche, mais il dévoile également la principale faiblesse de l'ouvrage.

En effet, même si chaque projet est présenté en faisant une référence plus ou moins précise aux gens qui habitent ces belles maisons, nulle part ne prennent-ils vraiment la parole. Et cela manque, car leurs propos auraient permis de fermer la boucle de la démarche créatrice de l'auteur. Et fait la démonstration encore plus éloquente que l'architecture de Pierre Thibault est un art vivant.

Robert Laplante
Directeur des Cahiers de lecture

L'Action nationale au coeur des débats nationaux du Québec depuis 1917

Les débats politiques nécessaires sont tenus dans *L'Action nationale*.

Abonnez-vous ou achetez au numéro (format PDF ou papier)

- **à boutique internet action-nationale.qc.ca**
- **au téléphone 514 845-8533 ou 866 845-8533**
- **par la poste 82, rue Sherbrooke Ouest Montréal (Québec) H2X 1X3**

Visitez action-nationale.qc.ca pour en savoir plus

IMPASSE OU MAUVAISE ROUTE ?

Denis Monière
Politologue

Serge Cantin
La souveraineté dans l'impasse
Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, 250 pages

Même si ce livre est un recueil d'articles que l'auteur a publiés durant les quinze dernières années, il n'en conserve pas moins sa pertinence dans le contexte actuel de désarroi du mouvement souverainiste. Ces articles nous rappellent que des intellectuels se sont évertués depuis le référendum de 1995 à mettre le Parti québécois en garde contre sa dérive provincialiste et électoraliste dont les conséquences néfastes se sont manifestées avec force le 7 avril dernier. Toutefois, la lucidité ne semble pas suffisante pour changer le cours des événements dans la mesure où ces voix n'ont pas été entendues.

Cantin nous incite à réfléchir aux sources intellectuelles de l'impasse où se trouve le projet souverainiste. Sa réflexion s'inspire des analyses de Fernand Dumont qui est son maître à penser et dont l'œuvre, à son avis, peut nous aider à mieux comprendre l'impasse où se trouve le Québec. Cette défense et illustration des thèses « dumontistes » donne lieu à des passes d'armes philosophiques avec quelques adversaires du sociologue de Laval dont Gérard Bouchard qui n'en sort pas grandi. Mais ce genre a aussi l'inconvénient d'engendrer quelques redites comme des citations de Dumont répétées deux ou trois fois, celle entre autres sur la mythique nation québécoise. Ces répétitions servent cependant de fil conducteur au cheminement de l'auteur dans les brumes de l'inconscient québécois habité par l'inquiétude, l'incertitude, le doute, les sentiments d'échec et d'inachèvement.

Même si l'auteur, comme son maître, ne renonce pas à l'espérance, il se dégage de ce livre un parfum de défaitisme, car, que faire du diagnostic d'une maladie qu'il qualifie lui-même d'atavique et pour laquelle il n'y a pas de remède connu si ce n'est de continuer à réfléchir. Il nous le dit d'emblée : pour lui, il est désormais « moins urgent de démontrer l'urgence de faire la souveraineté que de comprendre pourquoi elle ne s'est pas faite et risque fort de ne jamais se réaliser » (p. 75).

Reconnaître qu'il y a impasse serait donc le premier pas vers la guérison. Comme tout philosophe doit attacher de l'importance au sens des mots, lorsqu'on évoque une impasse, on en déduit forcément, si on file la métaphore, qu'il faut revenir en arrière et prendre un autre chemin. Mais où s'est-on trompé de route ?

Selon Cantin, le mal proviendrait de la définition de la nation québécoise et l'impasse de la souveraineté résulterait de la dissociation entre le culturel et le politique. L'erreur en serait une d'identité. Le souverainisme ou le nationalisme québécois se serait égaré en voulant inclure tous les Québécois dans la définition de la nation, en faisant ainsi table rase du passé canadien-français. La Révolution tranquille a perverti le sens de l'histoire en brisant le lien avec le passé et en lessivant la mémoire collective. Il y aurait eu processus d'autodéracinement culturel amplifié par les pressions de la mondialisation.

> Le fait est que nous n'avons pas su digérer, assimiler, recréer notre héritage historique, que nous n'avons pas encore réussi à donner un avenir à notre mémoire (p. 56).

La Révolution tranquille n'a pas effacé la conscience canadienne-française, elle a eu pour effet de fragmenter l'identité collective et d'introduire la contradiction au sein du peuple québécois alors qu'auparavant l'unanimisme régnait au pays du Québec.

Nous avons perdu en quelque sorte le fil de notre histoire. Au lieu d'assumer notre passé pour le dépasser, nous l'avons tout simplement répudié et oublié au risque de devenir un peuple sans mémoire et ballotté par les impératifs du temps présent. Nous avons perdu nos repères culturels au sens dumontien, nous nous sommes égarés dans les marais de la modernité et du multiculturalisme. Nous aurions ainsi réalisé par nous-mêmes la prédiction de lord Durham en devenant un peuple sans histoire et qui ne fera pas l'histoire parce qu'il a perdu sa raison d'être comme peuple.

> Cette impasse-là, qui est celle d'une nation sans esprit, sans *référence* commune et communautaire, celle d'un nationalisme qui, parce qu'il repose sur une dissociation du spirituel et du politique, sur une laïcité « sans principes », semble de moins en moins capable non seulement de se défendre contre ses ennemis extérieurs, mais de se justifier à ses propres yeux (p. 28).

Pour Cantin, les principaux responsables de cette déliquescence de la conscience collective sont les intellectuels mondialisés, « sans solidarité avec le peuple », qui ont escamoté l'héritage canadien-français pour lui substituer une conception dite civique de la nation et préconiser un souverainisme sans nationalisme.

> Ainsi, nos universitaires spécialistes-de-la-question-nationale accouchèrent-ils, comme il se doit, d'un souverainiste abstrait, aseptisé, dénationalisé, garanti « ethnicité zéro », un souverainisme on ne peut plus civique et politiquement correct du point de vue néolibéral dominant (p. 52).

Dans un esprit qui n'est sans doute pas étranger à notre atavisme catholique féru d'œcuménisme, la finalité du projet national fut redéfinie : s'oublier soi-même pour s'ouvrir aux autres et faire du Québec une société inclusive et multiculturelle. Ce faisant, il devenait impossible dans une société des identités de faire appel à des raisons communes pouvant justifier l'accession à l'indépendance. Cette logique était vouée à l'échec d'autant plus que « les autres », comme on dit, c'est-à-dire les anglophones, les allophones et les autochtones ne voulaient pas appartenir à cette nation québécoise parce qu'ils appartenaient déjà à une autre nation multiculturelle.

Le Parti québécois fut une victime consentante de cette illusion. Ses dirigeants, surtout depuis l'échec référendaire de 1995, étaient obnubilés par le regard de l'autre qui s'ingéniait à discréditer le projet national québécois en l'associant à de l'ethnicisme. Pour se déculpabiliser et faire preuve de modernité, ils se rallièrent au modèle du multiculturalisme canadien et reportèrent aux calendes grecques la réalisation de l'indépendance. En attendant, il suffisait de proclamer sa foi souverainiste sans jamais exiger que les œuvres suivent. Le projet de faire l'indépendance n'était qu'un horizon qui s'éloignait de plus en plus.

Que faire après un constat aussi désolant de démission collective ? Quelle alternative reste-t-il aux Québécois pour orienter leur avenir politique ? Cantin ne fournit pas de réponse claire à cette question, mais on peut décrypter ses analyses et penser qu'il penche pour un retour à l'idéologie de la survivance comme le suggère sa mise en valeur du rôle

Voir Impasse
suite à la page 16

Impasse

suite de la page 15

des réformistes qui ont su par des compromis préserver la société canadienne-française de la disparition après l'échec des Rébellions. Ainsi le Québec aurait fait sa révolution en revenant à son point de départ. De la révolution tranquille, il faudrait maintenant aller vers la régression tranquille.

Au royaume des interprétations règne la diversité. Le point de vue développé par Cantin n'est pas la seule lecture possible de ce que l'auteur appelle l'impasse. On peut d'ailleurs douter qu'il n'y ait qu'une seule cause au déclin du souverainisme, soit la définition civique de la nation. Un politologue n'a pas nécessairement le même regard qu'un philosophe et à mes yeux il y a deux impensés dans l'analyse de Cantin qui peuvent donner lieu à une autre interprétation du blocage de la société québécoise.

Ma principale réserve concerne le postulat de Cantin qui soutient que la Révolution tranquille a effacé la conscience canadienne-française : « Quarante ans après la Révolution tranquille, nous ne sommes plus des Canadiens français » (p. 196). Pour ma part, je pense que l'impasse où se trouve le souverainisme vient du fait que la culture canadienne-française n'est pas reléguée au passé, qu'elle est toujours à l'œuvre dans les replis de la conscience québécoise et que ce sont des Canadiens français qui ont empêché l'accession à l'indépendance en 1995. Ce ne sont pas les anglophones et les allophones qui ont bloqué la route de l'indépendance, mais le 40 % de francophones qui ont voté non parce qu'ils se définissaient comme Canadiens français, c'est-à-dire attachés au Canada qui à leurs yeux est la meilleure garantie de survivance. Ce sont ceux qui ont accepté le statut de minorité et qui adhèrent à l'idéologie de la survivance qui ont dit non à la liberté collective. La Révolution tranquille n'a pas effacé la conscience canadienne-française, elle a eu pour effet de fragmenter l'identité collective et d'introduire la contradiction au sein du peuple québécois alors qu'auparavant l'unanimisme régnait au pays du Québec. C'est ainsi que nous avons fait notre entrée dans la modernité et avons acquis une certaine maturité, toute chose étant relative.

Ce n'est donc pas l'oubli ou la perte de mémoire qui entrave l'accès à la souveraineté, mais l'emprise d'une autre mémoire sur une part significative du peuple québécois, la mémoire du minoritaire qui a su survivre dans le cadre canadien. C'est l'incapacité de penser la rupture avec le Canada qui est la source du problème. Le Parti québécois qui s'est prétendu porteur du projet souverainiste a lui-même intériorisé cette logique de la collaboration instillée dès les lendemains de la conquête en remplaçant le concept d'indépendance par celui de souveraineté plus adaptable et en proposant la souveraineté-association comme seul possible à notre destin collectif.

L'autre impensé dont Cantin n'a pas le monopole, mais qui participe de l'impasse qu'il veut comprendre, est l'incapacité de penser le rôle du fédéralisme canadien et ses effets délétères sur la conscience collective. L'auteur ne fait aucune référence au Canada et au fonctionnement de ses institutions pour analyser le blocage de la société québécoise comme si le Québec vivait en vase clos. Trop souvent les nationalistes pensent le Québec en faisant abstraction du Canada comme si l'indépendance était faite du moins dans leur tête. Or, les faits sont têtus et il faut en tenir compte si on veut éviter les éternels recommencements.

Si la fonction du philosophe est de faire réfléchir les autres, on peut dire que ce livre est une réussite même s'il ne donne pas de directions claires pour sortir de l'impasse. ❖

Gaétan St-Pierre
Quand la rue parle
Québec, Septentrion, 2014,
171 pages

Gaétan St-Pierre a été longtemps professeur de littérature au collège Ahuntsic et titulaire du cours d'histoire de la langue dans le programme de lettres. C'est un passionné des mots. Il les collectionne, les décortique, les retourne en tous sens, les replace dans leur contexte pour mieux nous conter leur évolution, leurs histoires et de ce fait la nôtre. Cette gymnastique d'étymologiste donne sous sa plume des ouvrages fort intéressants.

Quand la rue parle fait suite à *Histoires de mots solites et insolites*, publié chez Septentrion en 2011, un ouvrage dans lequel l'auteur proposait déjà un voyage dans l'histoire des mots. Ceux-ci avaient été choisis en raison de leur origine et de leur histoire surprenante. Cette fois, c'est le printemps des carrés rouges 2012 qui a inspiré à l'auteur cette exploration du vocabulaire des luttes populaires et politiques d'ici et d'ailleurs, répression comprise.

Le vocabulaire, nous rappelle Gaétan St-Pierre, « est la composante de la langue, la plus changeante, la plus malléable. » Il nous invite donc à suivre, au fil des siècles, les glissements de terrain qui font qu'un mot change de sens. Prenons le verbe « mobiliser » par exemple. L'auteur note que ce très vieux mot est apparu au XVIIIe siècle, est passé du vocabulaire du droit financier à celui du domaine militaire puis, par extension, dans d'autres domaines de la vie sociale. Bon, il n'y a rien là, me direz-vous ! Lisez alors comment partant du verbe se mobiliser l'auteur aboutit au mot meuble et à l'expression sauver les meubles. À n'en pas douter, l'étymologie peut rimer avec plaisir et donner plus que jamais le goût de défendre notre langue bec et ongles.

Pas d'ordre alphabétique dans ce livre qui n'a rien d'un dictionnaire bien que ce soit de mots, de leurs origines et de leur sens dont il est question. Pas de chapitre non plus. Seulement des rubriques que l'auteur fait succéder les unes aux autres en enchaînant par exemple celle qui traite de « Grève ou boycottage ? » à celle intitulée « Du piquetage, des scabs et le brasse-camarade qui s'ensuivent », pour poursuivre avec le même humour avec « Poivre et matraque : bas les masques de la répression ».

Peut-on parler ici d'étymologie engagée comme l'auteur le suggère ? Sans aucun doute. Le parti pris de l'auteur est clair. Gaétan St-Pierre a l'art de fouiller les mots de la révolte pour expliciter ce qui s'est passé pendant le printemps érable entre les étudiants et le pouvoir en place, un pouvoir qui « s'est livré, dans le discours officiel, à un véritable détournement du sens des mots à des fins idéologiques comme grève, droit à l'éducation ou juste part ». À propos d'engagement, on apprend (pages 105 à 107) que ce mot est très ancien, mais ne prend son sens de prendre parti publiquement que dans les années 1945. C'est avec un brin d'humour encore que l'auteur montre comment « le lien étymologique entre engagement politique et gage(s) s'est complètement effacé, et pour cause : l'artiste, l'intellectuel engagé prend parti sans gage (« garantie ») ni gages (« rémunérations »). »

Quand la rue parle comprend de nombreuses références à l'Histoire, à la vie politique et parfois à la littérature. Des encadrés et des reproductions d'affiches de propagande viennent habilement reposer le lecteur de l'exercice étymologique pur. On trouve par exemple, sous la rubrique « Loi matraque », une liste des lois d'exception qui ont sévi chez nous de l'après-guerre à aujourd'hui, un extrait des *Misérables* où Victor Hugo se penche sur les composantes de l'émeute, un poème d'Aragon, un extrait du manifeste de la CLASSE *Nous sommes à venir*, un résumé d'une nouvelle de Jack London et bien d'autres choses encore.

Bref, un bon livre à garder sous la main pour tous les indignés et les amoureux de la langue française.

Françoise Bouffière
Écrivaine

PROGRAMME DE PAYS OU DE PROVINCE ?

Gabriel Arsenault
Doctorant en science politique, Université de Toronto

ALAIN NOËL ET MIRIAM FAHMY (DIR.)
MISER SUR L'ÉGALITÉ. L'ARGENT, LE POUVOIR, LE BIEN-ÊTRE ET LA LIBERTÉ
Montréal, Fides, 2014, 271 pages

Miser sur l'égalité réunit une vingtaine de textes fournissant analyses, arguments et stratégies pour une société québécoise plus égalitaire. Dans un contexte où les inégalités augmentent à peu près partout avec la complicité des élites intellectuelles de droite, une telle initiative ne peut être que bienvenue. S'adressant aux citoyens en tant qu'égaux dans un style accessible, mais sans niveler par le bas, Alain Noël, Miriam Fahmy et leurs collaborateurs donnent bien du fil à retordre à ceux qui seraient tentés de justifier les actuels niveaux d'inégalités.

Enchanté par sa lecture du livre à succès des épidémiologistes britanniques Richard Wilkinson et Kate Pickett, *L'égalité, c'est mieux*, le sociologue de l'Université de Montréal, Paul Bernard, invite l'Institut du Nouveau Monde (INM) à s'en saisir pour relancer le débat sur les inégalités socio-économiques au Québec. Le présent ouvrage est le fruit de cette initiative.

La structure de l'ouvrage est plutôt inhabituelle. À ses quatorze chapitres s'ajoutent un hommage à Paul Bernard, décédé depuis, une préface de l'éminent économiste américain, James K. Galbraith, une introduction du professeur Alain Noël et cinq petits textes illustrés de Vivian Labrie, surtout connu pour son activisme dans la lutte contre la pauvreté. L'argumentaire qui se dégage de ces textes est néanmoins cohérent. D'une part, en matière d'égalité, le Québec s'en tire assez bien lorsqu'on le compare aux autres sociétés, notamment d'Amérique du Nord. Ainsi, selon Nicholas Zorn, de l'INM, le « 1 % » le plus riche au Québec ne s'est pas enrichi au même rythme que celui des pays anglo-saxons au cours des dernières décennies. L'économiste Christopher P. Barrington-Leigh montre que le Québec constitue, avec le Danemark, la société la plus heureuse au monde et que ce haut niveau de bien-être est intimement lié au sentiment d'égalité qui prévaut chez nous. Les sociologues Axel van den Berg et Hicham Raïq démontrent que la politique familiale au Québec est assez efficace pour limiter la pauvreté chez les familles biparentales (bien qu'elle le soit moins pour les familles monoparentales). Le professeur Pierre Lapointe constate que depuis les trente dernières années, alors que les inégalités de revenu ont augmenté au Québec, les écarts de diplomation au secondaire entre les élèves québécois des milieux défavorisés et favorisés sont demeurés constants.

D'un côté, [...] on a l'impression que le Québec constitue déjà un pays indépendant [...] Mais de l'autre côté, les pans de la société québécoise relevant de l'autorité du gouvernement fédéral sont largement ignorés.

D'autre part, plusieurs des auteurs insistent sur les effets positifs de l'égalité sur la société dans son ensemble. L'approche dominante est donc conséquentialiste, mettant l'accent sur les conséquences des inégalités plutôt que sur leur caractère intrinsèquement injustes. De plus, on conçoit largement l'égalité comme une stratégie gagnante-gagnante plutôt que, par exemple, une stratégie avantageant essentiellement les travailleurs dans un contexte de lutte des classes. Ainsi, la politologue Jane Jenson critique intelligemment la stratégie consistant à « faire payer les riches », en rappelant à la classe moyenne que ce n'est pas suffisant et à la gauche qu'un tel discours participe d'une conception strictement négative de l'impôt. Miser sur une stratégie gagnante-gagnante s'oppose similairement à l'idée qu'il faille choisir entre l'égalité et un autre « bien », comme la liberté individuelle. Le philosophe Christian Nadeau conclut en fait qu'il ne peut y avoir de liberté véritable sans un certain niveau d'égalité, que « l'absence d'égalité prive de sens la liberté, car elle réduit cette dernière à de simples rapports de pouvoir » (p. 204). Dans la même veine, le spécialiste des pays scandinaves, Stéphane Paquin, nous rappelle que le Québec n'a pas à choisir entre la croissance économique et l'égalité, les deux pouvant se renforcer mutuellement. Le politologue Henry Milner attire pour sa part notre attention sur la relation réciproque entre l'égalité matérielle et les compétences civiques, alors que Miriam Fahmy et Michel Venne rappellent que l'égalité entre les citoyens est au fondement même de l'idéal démocratique et qu'un cercle vertueux lie égalité, démocratie, prospérité et bonheur. Ce cercle ratisse encore plus large, si on en croit l'épidémiologiste Marie-France Raynault et l'économiste français Éloi Laurent, qui explorent, respectivement, les liens multiples et surprenants entre la santé et l'égalité et les divers mécanismes liant causalement inégalités et dégradation de l'environnement.

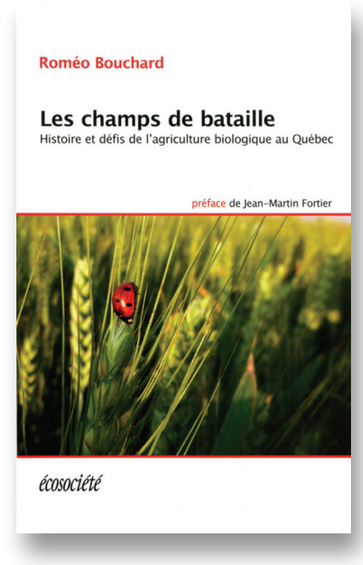
Difficile de ne pas sortir de cette lecture au moins un peu plus égalitaire que lorsque l'on y était entré. On pourrait riposter que *Miser sur l'égalité* finit, à l'instar de l'ouvrage de Wilkinson et Pickett, par faire la part un peu trop belle à l'égalité en sous-estimant ses coûts, mais ce serait mal comprendre la nature de l'ouvrage, qui se veut moins un exercice neutre de vulgarisation de la littérature scientifique sur l'égalité qu'une invitation engagée à un débat de société sur la question. D'ailleurs, comment ne pas soulever la belle adéquation entre le contenu et la forme de l'ouvrage ? Entre le plaidoyer qu'il livre pour l'égalité et le style accessible de ses auteurs, son pari pour la langue française[1] et la collaboration entre chercheurs universitaires et acteurs de la société civile qu'il a nourrie ?

Une contradiction bien québécoise caractérise toutefois cette invitation au débat de société. D'un côté, à lire plusieurs des chapitres, on a l'impression que le Québec constitue déjà un pays indépendant, qu'il constitue une « société » comme les autres, se voyant volontiers comparé aux pays de l'OCDE plutôt qu'aux provinces canadiennes. Mais de l'autre côté, les pans de la société québécoise relevant de l'autorité du gouvernement fédéral sont largement ignorés. Ainsi, alors que les Autochtones constituent depuis toujours la minorité la plus défavorisée au Québec, il est quand même remarquable que *Miser sur l'égalité* n'en glisse pas un mot. Rien non plus sur nos responsabilités face aux inégalités – abyssales – entre les pays (ou les peuples...). Similairement, l'idée selon laquelle « les politiques venant d'Ottawa poussent en sens opposé [de l'égalité] » (p. 26), évoquée dans l'introduction d'Alain Noël, n'est malheureusement pas explorée dans l'ouvrage. Pour éviter que le débat de « société » se limite à un débat de « province », notre réflexion sur le Québec devra aller au-delà des strictes limites de notre souveraineté politique. ❖

1 Un tel pari n'allait pas de soi, pas moins de quatre chapitres, en plus de la préface, ayant été traduits de l'anglais – par Isabelle Charland.

LA GUÉRILLA DU BIO ENTRE MARCHÉ ET PRINCIPES

Stéphane Castonguay
Chercheur au Centre interuniversitaire d'études québécoises, UQTR



Roméo Bouchard (Préface de Jean-Martin Fortier)
Les champs de bataille. Histoire et défis de l'agriculture biologique au Québec
Montréal, Éditions Écosociété, 2014, 130 pages

Acteur omniprésent des débats secouant le monde rural depuis plus de trente ans, Roméo Bouchard offre ici un compte rendu très personnel de l'histoire récente de l'agriculture biologique au Québec, des problèmes que les pionniers ont surmontés au cours des 40 dernières années, mais surtout des enjeux auxquels sont confrontés ses multiples défenseurs – producteurs, paysans, consommateurs, environnementalistes, pour ne nommer que ceux-là.

Bouchard met en scène ces acteurs dans le combat titanesque auquel ils se livrent contre l'agriculture conventionnelle, un système aux tentacules multiples animé par une pléiade d'acteurs très puissants : les multinationales de l'agrochimie et de l'alimentation ; les « intégrateurs », coopératives québécoises ou entreprises étrangères qui dépossèdent les cultivateurs en accaparant l'ensemble des moyens de production à l'exception de leur terre et de leur force de travail (mais à quel prix !) ; le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec ; et enfin l'Union des producteurs agricoles (UPA), certainement la bête noire de l'auteur.

Cofondateur et ex-président de l'Union paysanne, une organisation fondée au cours des années 1990 dans la foulée du mouvement d'opposition à l'implantation des mégaporcheries, Roméo Bouchard s'est aussi fait connaître à travers cette organisation comme un pourfendeur du monopole syndical qu'exerce l'UPA.

En plus de sa position monopolistique qui oblige toute personne vivant de la terre à y adhérer par le versement d'une généreuse contribution, l'UPA est également critiquée par Bouchard pour avoir entériné les politiques gouvernementales axées sur la conquête des marchés étrangers à la fin des années 1990 dans la foulée de la libéralisation des échanges à l'échelle continentale et mondiale. Plus que jamais, dénonce Bouchard, l'UPA s'est alors acharnée à défendre uniquement les agriculteurs qui adhèrent au modèle productiviste. Ce modèle, c'est celui des fermes de très grandes tailles, génératrices de forts volumes de produits végétaux et animaux surtout destinés à l'exportation, responsables de la dégradation de l'environnement agricole et de la qualité de vie en milieu rural et qui, dans bien des cas, existent essentiellement pour ces intégrateurs devenus le nouveau fer de lance de la destruction des campagnes.

Non seulement l'UPA voit-elle peu d'intérêt à protéger le petit producteur, mais elle défend des programmes agricoles auprès du ministère – comme l'assurance stabilisation du revenu ou les *plans conjoints* – qui servent à enrichir les intégrateurs. Ceux-ci encaissent les compensations gouvernementales, alors que ces mêmes programmes demeurent hors de la portée des producteurs biologiques qui travaillent en dehors des grandes filières du lait, des viandes, des céréales et du sirop d'érable (ces derniers étant justement regroupés en une fédération des producteurs biologiques dans l'UPA).

Selon [l'auteur], les agriculteurs biologiques se détournent de leur mission d'établir une agriculture territoriale de proximité et optent plutôt pour la carrière de marchands du temple. Ils vendent aux plus offrants et poussent l'odieux jusqu'à orienter leur production vers le bio-industriel

Pour pallier cette incapacité des instances gouvernementales et associatives à dégager l'agriculture de son modèle productiviste et, surtout, pour recentrer l'agriculture biologique autour d'un mouvement citoyen et d'un combat social et politique, l'Union paysanne a fondé une énième organisation, l'Union biologique paysanne (UBP), laquelle obtient difficilement l'adhésion des producteurs malgré sa popularité certaine auprès des militants les plus engagés.

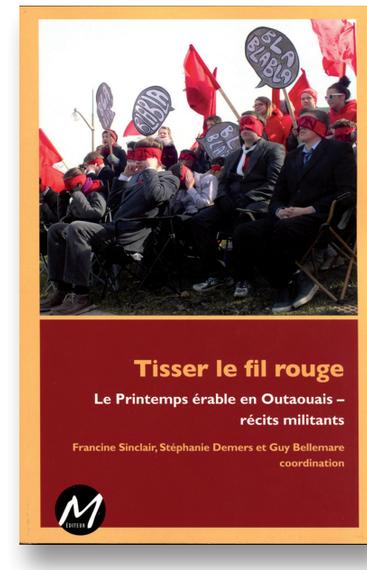
C'est sans doute ici que le récit de Roméo Bouchard nous parait intéressant, car il permet de rendre compte des causes de ce qu'il décrit comme un état de stagnation de l'agriculture biologique depuis plusieurs années. Comment expliquer ce fait, alors que les débuts, certes difficiles, étaient néanmoins probants quant aux réalisations et à l'incursion dans les différentes institutions de l'agriculture et de l'alimentation au Québec ? En effet, au cours des années 1970, les pionniers de l'agriculture biologique s'étaient regroupés dans une organisation, le Mouvement pour l'agriculture biologique, qui a joué un rôle de représentation forte auprès de diverses instances. Un de ses principaux combats fut la certification des produits issus de l'agriculture biologique.

Or, les gains réalisés semblent être devenus aux yeux de l'auteur un cheval de Troie. Selon lui, les agriculteurs biologiques se détournent de leur mission d'établir une agriculture territoriale de proximité et optent plutôt pour la carrière de marchands du temple. Ils vendent aux plus offrants et poussent l'odieux jusqu'à orienter leur production vers le bio-industriel (une agriculture qui, sans employer d'intrants chimiques, embrasse néanmoins certains préceptes productivistes dont des exploitations de grandes tailles, des cultures spécialisées – voire des monocultures – et la volonté de conquérir des marchés étrangers). Rien de cela, déplore Bouchard, ne s'inscrit dans une agriculture de proximité, rien ne met en valeur le paysan et sa terre dans la revitalisation du Québec rural.

S'il est vrai que dès les premières années de l'introduction de l'agriculture biologique au Québec des débats faisaient rage – et nous en retrouvons aisément les traces dans les bulletins du MAB lorsqu'il était question de la certification et de la distribution des produits issus de l'agriculture biologique, ou encore de l'approvisionnement de produits étrangers comme le café dans les coopératives d'alimentation –, il semble que les dissensions au sein du mouvement soient plus diversifiées depuis quelques années. Aussi devons-nous reconnaître cette diversité de la filière biologique et cette multiplication des institutions et des initiatives chez ses acteurs. Certains producteurs vont jusqu'à négliger volontairement d'adhérer au processus de certification pour s'engager dans une activité agricole et paysagère respectueuse de l'environnement et de la société – plutôt que de considérer comme une stagnation ou un échec leur volonté de ne pas se plier à un modèle ou à une organisation unique, que celle-ci soit l'UPA ou l'UBP. ❖

LA COURTEPOINTE INACHEVÉE

Martin David-Blais
Unviersité St-Paul



Francine Sinclaire, Stéphanie Demers et Guy Bellemare (dir.)
Tisser le fil rouge. Le Printemps érable en Outaouais - récits militants
Mont-Royal, M éditeur, 2014, 272 pages

J'ai toujours pris grand intérêt à entendre ou lire des témoignages de personnes qui ont pris part à de grandes actions collectives, peu importe que ces actions soient couronnées de succès ou pas. Vingt-cinq ans après la chute du mur de Berlin, je ne me lasse pas d'entendre le récit des militants polonais de Solidarité. Celles et ceux qui ont occupé la place Maïdan (Kiev) ou la place Tahrir (Caire) m'intéressent tout autant. Idem pour les Atikamekws qui, près de Wemotaci en Mauricie, ont bloqué divers accès routiers pour se faire entendre des gouvernements et des compagnies forestières. Ce qui m'intéresse par-dessus tout, c'est le mystère de la mobilisation. Qu'est-ce qui fait que parfois la mayonnaise prend et que beaucoup de gens jusqu'alors distants se rallient ? Qu'est-ce qui fait que, encore plus rarement, telle mobilisation dure et parvient à ébranler un pouvoir donné ? J'aime entendre les leaders parler de stratégie, de tactique, de logistique. J'aime tout autant entendre les militants ordinaires raconter ce en quoi, bien concrètement, consistait leur action et ce qui en faisait le sens fort. Tout cela pour dire que ce livre aurait dû me passionner parce que ses animateurs ont donné la parole à des militantes et des militants carrés rouges de l'Outaouais et qu'ils disent avoir cherché à mettre en lumière leur subjectivité. Le revers de couverture du livre annonce une réflexion plurielle sur ce que fut l'action militante autour de l'UQO. Cet ouvrage, je dis sans ambages, m'a bien déçu.

D'abord, ma déception tient au fait que l'ouvrage fait assez peu de place aux étudiantes et étudiants qui, pourtant, étaient le fer de lance de la mobilisation du printemps 2012. Une évaluation rapide de la table de matière et de la liste des contributeurs m'indique que, sur 39 articles, huit seulement ont été rédigés par des étudiants. La plus grande part revient aux enseignants de l'Université du Québec en Outaouais, profs et chargés de cours. J'admets que mon évaluation est rapide et qu'il est possible que l'on puisse classer une poignée de textes supplémentaires parmi ceux rédigés par des étudiants, mais cela ne changera guère les proportions. J'avais des dizaines de questions en tête (par exemple : comment a-t-on tenté de rejoindre les étudiants sceptiques ? Comment se vivaient les AG ? Comment se vivait l'organisation au quotidien à l'UQO ou au Cégep ?) et je demeure sur ma faim. Je n'ai franchement pas appris grand-chose sur le vécu de l'action, ni sur les pratiques de mobilisation.

Une seconde raison de déception réside dans le nombre énorme de textes : trente-neuf, ai-je dit ; or le livre compte 270 pages. Le résultat était prévisible : on a droit à une cascade de textes, tous très courts, et la plupart m'ont paru à peine esquissés. L'accumulation des interventions m'a profondément dérangé car on n'a jamais pu s'approcher de la réflexion intime des militants invités au collectif.

Finalement, l'intention des responsables du collectif était peut-être de nommer la cassure de confiance vécue au sein de la communauté professorale de l'UQO.

Par ailleurs, peu de textes traitent d'organisation et de mobilisation. Il me semble assez évident que les organisations étudiantes québécoises qui ont porté le mouvement des carrés rouges étaient très bien structurées et qu'elles opéraient avec de solides savoir-faire. J'imagine qu'elles avaient en leur sein des petits prodiges de la tactique et de l'agitation (et je ne pense pas forcément au célèbre trio des porte-parole nationaux, bien que le talent de ces trois personnes soit très évident.) Je suppose qu'il y avait aussi, dans ma région (l'Outaouais), quelques as de la stratégie et de la tactique, ne serait-ce que pour ce qui concerne la gestion d'assemblée. L'ouvrage ne parle guère de cela même si Normand Baillargeon, dans une intro un tantinet ronflante, a annoncé un livre faisant place au « sujet en action ». Or, mis à part l'intéressant texte de Foisy et Savard (« Méthodologie de l'action collective étudiante »), personne n'a trouvé pertinent de traiter un peu systématiquement d'organisation de groupe, d'évaluations de situation, de rhétorique militante, de maîtrise des réseaux sociaux

Et puis, je n'ai pas vu non plus d'analyse lucide de ce qui a fait, en 2012, que la mayonnaise militante a pris un peu partout au Québec. Qu'est-ce qui, dans la rencontre des stratégies et de la conjoncture de l'époque, a permis aux associations étudiantes d'établir un formidable rapport de force avec le gouvernement Charest et les institutions universitaires alors que bien des observateurs prédisaient un essoufflement rapide ? Je n'ai pas trouvé non plus de réflexion solide sur ce qui est transposable, ce qui permettrait peut-être d'espérer la répétition de cette mobilisation de masse à moyen terme.

Quelques textes m'ont néanmoins paru stimulants. J'ai signalé celui de Foisy et Savard ; j'ajouterai celui de Michel Seymour (« Mauvaise gouvernance »). Dans ce texte, le philosophe montréalais bien connu entreprend une déconstruction efficace du discours des recteurs et des grands responsables d'institutions universitaires pour ce qui concerne le financement desdites institutions. Encore une fois, la brièveté du texte (l'auteur a certainement respecté les directives des coordonnateurs du collectif) m'a laissé en appétit ; il m'aura néanmoins suffisamment intéressé pour que je décide de me procurer sous peu son livre *Une idée de l'université* paru récemment.

Cela dit, en dépit de tous ces défauts, l'ouvrage a le grand mérite de dire avec beaucoup de clarté et de force la profonde blessure qu'aura laissée dans le corps enseignant de l'UQO la gestion répressive de la contestation étudiante et de l'appui apporté par les professeurs. Finalement, l'intention des responsables du collectif était peut-être de nommer la cassure de confiance vécue au sein de la communauté professorale de l'UQO. Je cite ce qu'ils ont déclaré au journaliste du journal *Le Droit* (11 septembre 2014) :

> Les gens retiennent surtout la semaine rouge, celle du 16 avril. Mais il y a *l'avant* et *le après*. Nous avons senti le besoin de donner un sens à tout ce qui s'est passé. Nous avons eu besoin de raconter, par la perception des auteurs, ce qui nous apparaît être la vérité.

❖

Nietz

La corruption : les temps

Extrait de 666 - *Nietzsche, dithyrambe beublique,*

par Victor-Lé

CHÈRE SAMM,

L'aurore aux doigts de rose, si chère cette expression à l'*Odyssée* d'Homère. L'aurore, ce point dans l'espace-temps où les oiseaux se mettent à chanter et à danser. L'aurore, cette rupture avec la ténèbre qui ne sait pas se transformer en lumière noire. L'aurore, marque du renouveau possible, attendu, espéré. Que Nietzsche donne le titre *Aurore* à l'ouvrage qu'il fait paraître en 1881 est symbolique de son passage d'un état de conscience à un autre. Pourtant, ce n'est pas ce qu'il croyait quand il entreprit d'écrire son ouvrage, car, comme il le dit au commencement de sa préface, il ignorait ce qu'il découvrirait en l'écrivant : ça aurait pu devenir une nécrologie ou une oraison funèbre, tant il n'était pas certain d'être remonté du royaume des morts après les mois de maladies physiques et psychiques qui l'avaient exclu du monde réel – un véritable tour de force dont Nietzsche explique ainsi les tenants et les aboutissants :

> Ne croyez surtout pas que je vais vous engager à une semblable entreprise chanceuse, ou même seulement à une pareille solitude ! Car celui qui suit de tels chemins particuliers ne rencontre personne : cela tient aux chemins particuliers. Personne ne vient à son aide, il faut qu'il se tire tout seul de tous les dangers, de tous les hasards, de toutes les méchancetés, de tous les mauvais temps qui surviennent, car il a son chemin *à lui* – et comme de raison, son amertume, parfois son dépit, par exemple l'incapacité où se trouvent ses amis de deviner où il est, où il va, au point qu'ils se demanderont parfois : « Comment ? Est-ce là avancer ? A-t-il encore un chemin ? » – alors j'entrepris quelque chose qui ne pouvait être l'affaire de tout le monde : je descendis dans les profondeurs, je me mis à percer le fond, je commençai à examiner et à saper une vieille *confiance*, sur quoi, depuis quelques milliers d'années, nous autres philosophes, nous avons l'habitude de construire, comme sur le terrain le plus solide – de construire toujours à nouveau, quoique jusqu'à présent, chaque construction se soit effondrée : je commençai à saper notre *confiance en la moralité*.

Qu'est-ce donc que la moralité ? Rien d'autre, dit Nietzsche, que l'obéissance aux mœurs, quel que soit le genre de celles-ci ; et partout où les coutumes ne parlent pas, il n'y a pas de moralité ; et moins l'existence est déterminée par les coutumes, moins est grand le cercle de la moralité. L'homme libre est donc immoral puisque, en toutes choses, il veut dépendre de lui-même, ce qui est contraire aux lois du passé :

> Autrefois, l'éducation tout entière et les soins de la santé, le mariage, l'art médical, l'agriculture, la guerre, la parole et le silence, les rapports entre les hommes et les rapports avec les dieux appartenaient au domaine de la moralité : la moralité exigeait que l'on observât des prescriptions, sans penser à *soi-même* en tant qu'individu. Dans les temps primitifs, tout dépendait donc de l'usage, des mœurs, et celui qui voulait s'élever au-dessus des mœurs devait se faire législateur, guérisseur et quelque chose comme un demi-dieu : c'est-à-dire qu'il lui fallait *créer des mœurs* – chose épouvantable et fort dangereuse !

C'est parce que des individus ont voulu créer des mœurs que la société a inventé la punition. Mais on a fait pire que cela, au dire de Nietzsche, on a privé les événements purement fortuits de leur innocence « en se servant de ce maudit art d'interprétation par l'idée de punition, on a même poussé la folie jusqu'à inviter à voir dans l'existence elle-même une punition : on dirait, affirme Nietzsche, que c'est l'imagination extravagante des geôliers et des bourreaux qui a dirigé jusqu'à présent l'éducation de l'humanité. Résultat : ce refus de la société de mœurs nouvelles a poussé vers la folie l'individu à rompre le ban d'une coutume ou d'une superstition vénérée. Résultat encore :

> Tandis que de nos jours, on nous donne sans cesse à entendre que le génie possède, au lieu d'un grain de bon sens, un grain de folie, les hommes d'autrefois étaient bien plus près de l'idée que là où il y a de la folie, il y a aussi un grain de génie et de sagesse – quelque chose de *divin*, comme on se murmurait à l'oreille ; ou plutôt, on s'exprimait plus nettement : "Par la folie, les plus grands bienfaits ont été répandus sur la Grèce", disait Platon avec toute l'humanité antique. Avançons encore d'un pas : à tous ces hommes supérieurs poussés irrésistiblement à briser le joug d'une moralité quelconque et à proclamer des lois nouvelles, il ne resta pas autre chose à faire, *lorsqu'ils n'étaient pas véritablement fous*, que de le devenir ou de simuler la folie.

Tel ce Diogène se promenant dans les rues d'Athènes, d'une main tenant une lampe et de l'autre se masturbant, passant aux yeux de la population pour un égaré, et encourageant cette population à le penser avec encore plus de certitude en déclamant, en chantant et en dansant :

> Donnez-moi des délires et des convulsions, des heures de clarté et d'obscurité soudaines, effrayez-moi avec des frissons et des ardeurs que jamais mortel n'éprouva, entourez-moi de fracas et de fantômes ! Laissez-moi hurler et gémir et ramper comme une bête, pourvu que j'obtienne la foi en moi-même ! Le doute me dévore, j'ai tué la loi et j'ai pour la loi l'horreur des vivants pour un cadavre ! À moins d'être au-dessus de la loi, je suis le plus réprouvé d'entre les réprouvés ! L'esprit nouveau qui est en moi, d'où me vient-il s'il ne vient pas de vous ? Prouvez-moi donc que je vous appartiens ! La folie seule me le démontre !

zsche
s d'automne d'un peuple !

1392 pages, à paraître aux Éditions Trois-Pistoles

évy Beaulieu

Nietzsche connaît trop bien la civilisation grecque pour oublier sans intention comme il le fait le sort qu'on réservait à Athènes à ceux qui n'étaient pas fous ou refusaient de le simuler, et qui se montraient critiques par-devers le gouvernement de la Cité, sa politique et ses croyances : en 399 avant Jésus-Christ, Socrate est accusé « de mépriser les dieux, de corrompre le moral de la jeunesse à laquelle il enseignait à faire que la pire des raisons apparaisse comme la meilleure des raisons » et de remettre en cause par cela même les assises de la démocratie athénienne. Des plaignants le firent traduire en justice sous l'imputation d'impiété publique en rapport aux dieux et corruption de la jeunesse. L'un de ces plaignants, forcé à un long exil, en voulait à mort à Socrate parce que son fils l'avait abandonné pour suivre en pays étranger un philosophe. Cet homme eut la tête de Socrate même s'il était un ivrogne invétéré et d'une moralité plus que douteuse !

Quelle est l'origine de cette *moralité des mœurs* dont parle Nietzsche, et qui a marqué à ce point l'humanité qu'aucune civilisation, pas plus la grecque que la romaine, pas plus la France révolutionnaire que l'Allemagne en expansion, n'a pu s'en libérer vraiment ? Nietzsche répond : c'est à cause de l'instinct animal, ce que l'homme a été à l'origine, et qui est resté gravé si profond dans sa *mémoire lointaine*, qu'il marque toujours son existence, comme le fer rougi par le feu marque la peau à jamais :

> Les pratiques que l'on exige dans la société raffinée sont d'éviter avec précaution tout ce qui est ridicule, bizarre, prétentieux, de réfréner ses vertus tout aussi bien que ses désirs violents, de se montrer d'humeur égale, de se soumettre à des règles, de s'amoindrir – tout cela en tant que morale sociale se retrouve jusqu'à l'échelle la plus basse de l'espèce animale, et ce n'est qu'à ce degré inférieur que nous voyons les idées de derrière la tête de toutes ces aimables réglementations : on veut échapper à ses persécuteurs et être favorisé dans la chasse au butin.

C'est pourquoi, ajoute Nietzsche, les animaux apprennent-ils à se dominer et à se déguiser au point que certains d'entre eux parviennent à assimiler leur couleur à la couleur de leur entourage, à simuler la mort, à adopter les formes et les couleurs des autres animaux, ou encore l'aspect du sable, des feuilles, des lichens ou des éponges. L'humanité n'agit toujours pas autrement : elle se cache sous l'universalité du terme générique *homme* ou parmi la *société*, ou bien encore l'homme s'adapte et s'assimile aux princes, aux castes, aux partis, aux opinions de son temps ou de son entourage :

> À toutes ces façons subtiles de nous faire passer pour heureux, reconnaissants, puissants, amoureux, on trouvera facilement l'équivalent animal. Le sens de la vérité lui aussi, ce sens qui, au fond, n'est pas autre chose que le sens de la sécurité, l'homme l'a en commun avec l'animal : on ne veut pas se laisser tromper, ne pas se laisser égarer par soi-même, on écoute avec méfiance les encouragements de ses propres passions, on se domine et l'on demeure méfiant à l'égard de soi-même – tout cela, l'animal l'entend à l'égal de l'homme. Chez lui aussi la domination de soi tire son origine du sens de la réalité, de la sagesse. De même l'animal observe les effets qu'il exerce sur l'imagination des autres animaux, il apprend à faire ainsi un retour sur lui-même, à se considérer objectivement, lui aussi, à posséder, en une certaine mesure, la connaissance de soi. L'animal juge des mouvements de ses adversaires et de ses amis, il apprend par cœur leurs particularités : contre les individus d'une certaine espèce il renonce, une fois pour toutes, à la lutte, et de même il devine, à l'approche de certaines variétés d'animaux, les intentions de paix et de contrat !

On sent un brin de déplaisir par devers lui-même dans les propos de Nietzsche, mais il ne peut pas échapper à la logique qu'il a mise en place, de sorte qu'il lui faut bien avouer :

> Les origines de la justice, comme celles de la sagesse, de la modération, de la bravoure, en un mot de tout ce que nous désignons sous le nom de *vertus* socratiques, sont animales : ces vertus sont une conséquence de ces instincts qui enseignent à chercher la nourriture et à échapper aux ennemis. Si nous considérons donc que l'homme supérieur n'a fait que s'élever et s'affiner dans la *qualité* de sa nourriture et dans l'idée de ce qu'il considère comme opposé à sa nature, il ne sera pas interdit de qualifier d'animal le phénomène moral tout entier !

En mesurant toute chose, l'homme imagine que l'instinct qui le garde dans son animalité pourra se couper en plusieurs tranches et qu'ainsi il sera capable de le dominer, voire de le faire disparaître – d'où la raison d'être des religions, des lois et des usages, symboles de ce qu'on croit être le *réel*. Mais nous nous trouvons à mille milles et un mille de ce prétendu réel-là, puisque dans le fin fond des choses, l'homme n'est guère davantage qu'une araignée prisonnière de la toile qu'elle tisse. Si j'écrivais un livre, ça ne serait pas approprié, chère Samm, de faire usage d'une longue citation de Nietzsche, car il me faudrait agir selon l'usage, c'est-à-dire couper en plusieurs tranches le texte de Nietzsche pour intercaler ces chevilles en forme de coins qui feraient preuve de mon intelligence autant, sinon davantage, que de la sienne. En ne faisant que lire simplement, j'en suis dispensé. Aussi, voici donc ces mots de Nietzsche que j'aimerais chanter comme le ferait le musicien d'une sonate de Beethoven :

> Mon œil, qu'il soit perçant ou qu'il soit faible, ne voit qu'à une certaine distance. Je vis et j'agis dans cet espace, cette ligne d'horizon est ma plus proche destinée, grande ou petite, à laquelle je ne puis échapper. Autour de chaque être s'étend ainsi un cercle concentrique qui lui est

> particulier. De même notre oreille nous enferme dans un petit espace, de même notre sens du toucher. C'est d'après ces horizons, où nos sens enferment chacun de nous, comme dans les murs d'une prison, que nous mesurons le monde, en disant que telle chose est près, telle autre loin, telle chose grande, telle autre petite, telle chose dure et telle autre molle.
>
> Nous appelons *sensation* cette façon de mesurer – et tout cela est erreur en soi ! D'après le nombre des événements et des émotions qui sont, en moyenne, possibles pour nous, dans un espace de temps donné, on mesure sa vie, on la dit courte ou longue, riche ou pauvre, remplie ou vide. Et d'après la moyenne de la vie humaine, on mesure celle de tous les autres êtres – et tout cela, tout cela est erreur en soi ! Si nous avions un œil cent fois plus perçant pour les choses proches, l'homme nous semblerait énorme. On pourrait même imaginer des organes au moyen desquels l'homme nous apparaîtrait incommensurable ! D'autre part, certains organes pourraient être conformés de façon à réduire et à rétrécir des systèmes solaires tout entiers, pour les rendre pareils à une seule cellule. Et pour des êtres de l'ordre inverse, une seule cellule du corps humain pourrait apparaître dans sa construction, son mouvement et son harmonie, tel un système solaire.
>
> Les habitudes de nos sens nous ont enveloppés dans un tissu de sensations mensongères qui sont, à leur tour, la base de tous nos jugements et de notre *entendement*. Il n'y a absolument pas d'issue, pas d'échappatoire, pas de sentier détourné vers le monde réel. Nous sommes dans notre toile comme des araignées, et quoi que nous puissions y prendre, ce ne sera toujours que ce qui se *laissera* prendre à *notre* toile.

Les lois de la relativité restreinte et générale d'Einstein diront-elles autre chose ? La découverte des lois quantiques dira-t-elle autre chose ? Si on peut tout mesurer, l'immensément grand et l'immensément petit, quelque chose en eux ne restera-t-il pas toujours *immarquable* parce qu'*imprévisible*, donc inaccessible à la connaissance, le hasard qui intervient dans les choses proches et dans les choses lointaines rendant tout savoir aléatoire, pour ne pas dire éphémère ?

Chère Samm, si tu jettes, ne serait-ce qu'un coup d'œil aux journaux, si tu ne regardes que mollement la télévision ou n'écoutes que d'une oreille la radio, si tu as le courage de suivre, ne serait-ce que de très loin le déroulement de n'importe quelle campagne dite électorale, si tu portes attention aux discours que tiennent toutes ces femmes et tous ces hommes qui œuvrent dans ces organismes nationaux et internationaux d'aide, tu dois savoir comme moi que plus personne ne peut dire trois phrases d'affilée sans que le mot *compassion* n'apparaisse, symbole de ce bien que l'on promet apporter par-devers ceux qui souffrent. Je déteste ce mot tout autant que Nietzsche et pour les mêmes raisons : bien loin de diminuer la souffrance, la compassion ne fait que l'augmenter tout en l'inscrivant au cœur des lois morales, légitimant ainsi ce qui n'est qu'un sentiment, celui de la bonne conscience ; et la bonne conscience n'est pas *aidante* parce que, tout en ne réglant rien, elle mène directement à la *pitié*, ce phénomène moderne qui n'existait pas dans les souvenirs historiques lointains, comme le dit Nietzsche :

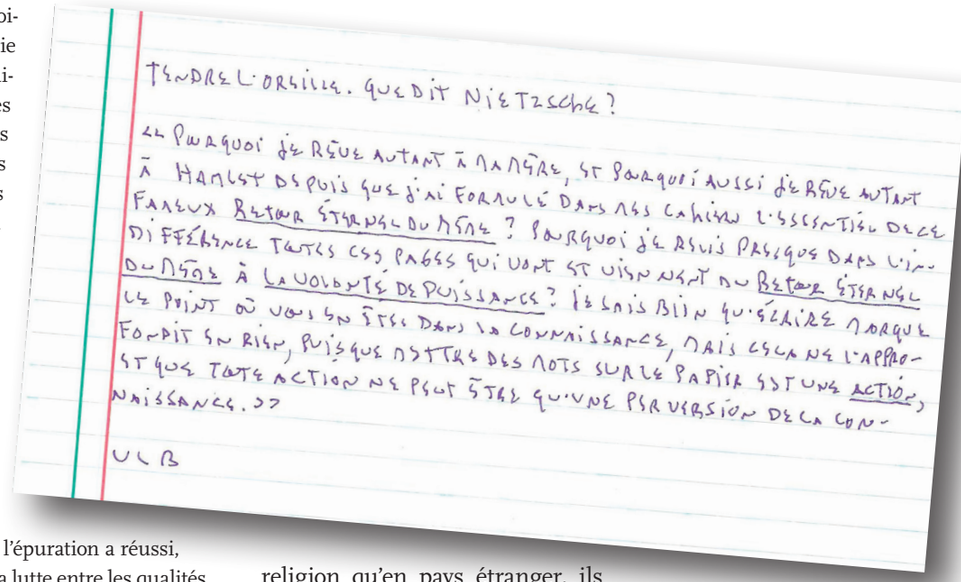
> Parmi les Sauvages, on songe avec une sainte terreur que l'on pourrait être plaint : ce serait la preuve que l'on est privé de toute vertu. Compatir équivaut à mépriser : on ne veut pas voir souffrir un être méprisable, cela ne procure aucune jouissance. Voir souffrir par contre un ennemi, que l'on considère comme son égal en fierté, mais que la torture ne fait pas abandonner son attitude, et, en général, voir souffrir tout être qui ne veut pas se décider à en appeler à la pitié, c'est-à-dire à l'humiliation la plus honteuse et la plus profonde, c'est là la jouissance des jouissances, l'âme du Sauvage s'y édifie jusqu'à l'*admiration*. Il finit par tuer un pareil brave lorsque cela est en son pouvoir et il lui rend, à lui *l'inflexible*, les derniers honneurs. S'il avait gémi, si son visage avait perdu son expression de froid dédain, s'il s'était montré digne de mépris, eh bien ! il aurait pu continuer à vivre comme un chien, il n'aurait plus excité la fierté du spectateur et la pitié aurait remplacé l'admiration.

Le mot *haine* n'existe pas dans les langues amérindiennes. Je ne l'ai pas trouvé dans aucun des dictionnaires, glossaires et lexiques que je collectionne depuis mon adolescence alors que je voulais écrire un roman sur un Malécite devenu itinérant dans le Grand Morial. Et si le mot *haine* n'existe pas dans les langues amérindiennes, la raison d'une telle absence est celle qu'en donne Nietzsche : la haine est aveugle, elle frappe le fort autant que le faible, elle est *indigne* entre égaux. Le plus beau symbole qui nous en est resté est celui de la *couverture*. Chez les Amérindiens, quand on faisait un prisonnier et qu'on le torturait sans qu'on ne puisse briser sa volonté, donc sa fierté, une femme de la tribu avait le pouvoir de jeter sur lui *sa couverture* pour en faire son compagnon. Le brave guerrier ainsi épargné devenait un membre à part entière de sa nouvelle famille, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. Pas de haine, donc pas de pitié. Mais la reconnaissance de la fierté, cette fierté dont l'origine nous vient du latin et qui signifie *être sauvage*, expression dont le sens est *ce qui ne peut être apprivoisé*. C'est au nom de cette considération-là que les premiers explorateurs du continent américain ont qualifié de *sauvages* les tribus autochtones. C'était un hommage qu'ils leur rendaient et non pas l'expression de leur mépris – ce qui deviendra le cas quand, plus tard, on retournera l'expression contre les Amérindiens pour mieux les décimer en toute *bonne conscience*, pour mieux aussi s'approprier leur nature profonde, bien qu'en lui enlevant son sens premier, celui de la non-haine.

La cinématographie américaine contemporaine ne fait qu'exploiter le mythe sauvage que la société primitive étatsunienne a pourtant tué : les héros de guerre, les durs à cuire du monde interlope, les cow-boys de tous genres, à cheval ou en voiture, ne compatissent pas et ne veulent pas qu'on soit compatissants par-devers eux ; aussi subissent-ils les plus terrifiantes tortures sans jamais céder à ce qu'ils considèrent comme une lâcheté. Mais la partie la plus importante, celle qui donnait sa signification au mythe sauvage, a disparu : le héros du cinéma américain porte la haine de l'autre en lui, il en a un profond mépris. Si le téléspectateur ne semble pas s'en rendre compte, même s'il a affaire au plus pourri des hommes, c'est par compassion, d'abord pour lui-même : le téléspectateur sait que, contrairement aux héros dont on lui raconte la vie, il céderait sous la torture, voire sous la simple intimidation, quitte à trahir ce qu'il considère pourtant comme sacré, sa famille, ses amis, sa société, son pays. Voilà pourquoi aussi le citoyen dit ordinaire paraît être aussi généreux quand une catastrophe secoue le monde : sa compassion n'est que la face cachée de la culpabilité et de la honte qu'il éprouve à ne plus pouvoir être autrement que ce qu'il est, une *indifférence apprivoisée*, indifférence apprivoisée qu'il retrouve d'ailleurs aussitôt ses quelques dollars envoyés aux victimes de la catastrophe, ce qui fait dire à Nietzsche :

> Si nous nous laissons assombrir par la misère et les souffrances des autres mortels et si nous couvrons de nuages notre propre ciel, qui donc portera les conséquences d'un tel assombrissement ? Certainement les autres mortels, et ce sera un poids à ajouter à leurs autres charges. Nous ne pouvons être pour eux ni *secourables*, ni *réconfortants*, si nous voulons être l'écho de leur misère, et aussi si nous voulons sans cesse prêter l'oreille à cette misère, à moins que nous n'apprenions l'art des Olympiens et que nous ne cherchions dorénavant à nous *édifier* du malheur des hommes au lieu d'en être malheureux.

C'est évidemment l'état de misère qui engendre la souffrance et le malheur. Nietzsche a la conviction que l'état de misère ne fera que s'aggraver avec le temps à cause de la surpopulation et du déséquilibre démographique qui s'instaurera entre les Cités et le monde rural. L'état de misère étant insoluble, que propose Nietzsche ? Ce qu'il appelle l'*essaimage*, soit le déplacement d'un grand nombre d'Européens vers de nouvelles contrées, car délestés de leur surplus humains misérables, les pays européens pourraient ainsi *se purifier* pour donner naissance à une seule race, l'occidentale. Nietzsche, s'il admet qu'il n'existe pas de races *pures*, croit toutefois en l'existence de races *épurées*, bien qu'il avoue là aussi qu'elles ne peuvent pas être nombreuses :


TENDRE L'ORGUEIL. QUE DIT NIETZSCHE ?

« POURQUOI JE RÊVE AUTANT À MA RACE, ET POURQUOI AUSSI JE RÊVE AUTANT À HAMLET DEPUIS QUE J'AI FORMULÉ DANS MES CAHIERS L'ESSENTIEL DE CE FAMEUX RETOUR ÉTRANGE DU MÊME ? POURQUOI JE SUIS PRESQUE DANS CHAQUE DIFFÉRENCE TOUTES CES PAGES QUI VONT ET VIENNENT DU RETOUR ÉTRANGE DU MÊME À LA VOLONTÉ DE PUISSANCE ? JE SAIS BIEN QU'ÉCRIRE MARQUE LE POINT OÙ VOUS EN ÊTES DANS LA CONNAISSANCE, MAIS ÉCLAIRE L'APPROFONDIT EN RIEN, PUISQUE N'ÉCRIRE DES MOTS SUR LE PAPIER EST UNE ACTION, ET QUE TOUTE ACTION NE PEUT ÊTRE QU'UNE PERVERSION DE LA CONNAISSANCE. »

U L B

Ce qu'il y a de plus répandu, ce sont les races croisées chez lesquelles, à côté des défauts d'harmonie dans les formes corporelles, se trouvent nécessairement toujours des défauts d'harmonie dans les habitudes et les appréciations. Les races croisées produisent toujours, en même temps que des cultures croisées, des moralités croisées : elles sont généralement plus méchantes, plus cruelles, plus inquiètes. La pureté est le dernier résultat d'innombrables assimilations, d'absorptions et d'éliminations, et le progrès vers la pureté se montre en cela que la force présente dans une race se *restreint*, de plus en plus, à quelques fonctions choisies, tandis que précédemment elle avait à accomplir, trop souvent, trop de choses contradictoires. Une telle restriction aura toujours des apparences d'*appauvrissement* et il ne faut la juger qu'avec prudence et modération. Mais enfin, lorsque le processus de l'épuration a réussi, toutes les forces, qui autrefois se perdaient dans la lutte entre les qualités sans harmonie, se trouvent à la disposition de l'ensemble de l'organisme. C'est pourquoi les races épurées sont toujours devenues plus *fortes* et plus *belles*. Les Grecs nous présentent le modèle d'une race et d'une culture ainsi épurées ; et il faut espérer que la création d'une race et d'une culture européennes pures réussira également un jour.

Ainsi que je l'ai déjà souligné, le monde selon Nietzsche se limite à l'Europe. Croit-il que les Chinois et les Japonais, pour ne citer que ces deux exemples, sont des races épurées, voire pures ? Croit-il que les Égyptiens du temps des pharaons étaient une race épurée, voire pure ? Il n'en dira jamais rien, son intérêt pour l'Asie et l'Orient se limitant aux quelques philosophes que certains de ses amis lui suggéreront de lire, ce qu'il fera sans en retirer cette substantifique mœlle qui aurait pu, sans doute, orienter autrement son discours au fond très luthérien : la foi nouvelle de la Réforme fait de ses adeptes les partisans d'une religion qui élimine les intermédiaires entre Dieu et le véritable chrétien, tous ces parasites qui colonisent l'Église de Rome, lui sucent son sang et la corrompent. Nietzsche ne fait que transposer politiquement les idées de Luther : en déplaçant ailleurs les pauvres de corps et d'esprit, on élimine les intermédiaires qui ne sont pas utiles à la société, parce qu'ils la parasitent économiquement et culturellement, ce qui ne peut que l'affaiblir et la corrompre dans ce qu'elle doit avoir de plus ferme, pour ne pas dire de plus intraitable : son corps et son esprit.

S'il prône l'épuration des races européennes pour que de cette action naisse la race pure, par l'essaimage forcé du trop-plein de la population misérable, Nietzsche n'envisage pas cette solution au problème juif. Il se fait plutôt l'apôtre de leur assimilation volontaire à la grande bourgeoisie européenne :

> Les Juifs sont si sûrs de leur souplesse intellectuelle et de leur savoir-faire que jamais, même dans les situations les plus pénibles, ils n'ont besoin de gagner leur pain avec la force physique, comme travailleurs grossiers, portefaix, esclaves d'agriculture. On voit encore à leurs manières qu'on ne leur a jamais mis dans l'âme des sentiments chevaleresques et nobles, et de belles armures autour du corps : quelque chose d'indiscret alterne avec une soumission souvent tendre, presque toujours pénible. Mais maintenant qu'ils s'apparentent nécessairement, d'année en année, avec la meilleure noblesse de l'Europe, ils auront bientôt fait un héritage considérable dans les bonnes manières de l'esprit et du corps, en sorte que dans cent ans, ils auront un aspect assez noble pour ne pas provoquer la *honte* en tant que maîtres, chez ceux qui leur seront soumis – et c'est là ce qui importe !

Le projet de Nietzsche par-devers les Juifs présente une première faille, celle de l'absence de ces *souvenirs historiques lointains* qui ont façonné le corps et l'esprit juif. Tandis que Moïse, du haut de sa montagne, entre en convulsion et découvre ainsi les Tables de la loi judaïque, son peuple édifie un veau d'or, symbole de la cupidité. Nietzsche ignore aussi ou feint d'ignorer que c'est au nom de leur religion qu'en pays étranger, ils ne cultivaient pas la terre considérée comme impure à leurs yeux. Il ignore encore ou feint d'ignorer qu'ils ont d'abord eu toute la liberté de devenir usuriers, puis banquiers, recevant même pour le faire la bénédiction de l'Église de Rome. Leur richesse grandissante leur a permis d'instruire les meilleurs d'entre eux, d'en faire de redoutables philosophes et de grands scientifiques. Là où le bât s'est mis à blesser, c'est lorsque les petites gens de l'Europe, incapables de rembourser leurs dettes aux usuriers juifs, se mirent à les détester au point d'en faire les boucs émissaires de tous leurs malheurs.

C'est parce qu'il ne prend pas en compte ces souvenirs historiques lointains que Nietzsche croit qu'en devenant membres de la grande bourgeoisie, en moulant leurs corps et leurs esprits à l'identité européenne, les Juifs pourront influer sur celle-ci et en arriver même « à déterminer ce qui doit distinguer », car les Juifs seront alors « les inventeurs et les indicateurs des Européens et ils n'offenseront plus la pudeur de ceux-ci ».

Le projet de Nietzsche par-devers les Juifs est paradoxal comme pour beaucoup d'autres sujets qu'il traite : on méprise les Juifs parce qu'ils font *honte* à l'Occident ; mais parce qu'ils sont aussi d'une race supérieure, ils n'ont qu'à apprendre la *pudeur* pour que les peuples européens acceptent sans rougir d'être intellectuellement et financièrement dominés par eux. Nietzsche ne voit pas que si son utopie se réalisait, la *honte* de l'Occident pour les Juifs deviendrait la *honte* de l'Europe pour elle-même et que la *pudeur* apprise par les Juifs forceraient les Européens à l'extrême *impudeur*. Voilà le paradoxe : Nietzsche, qui aime se voir au-dessus de toute morale, fait d'un problème politique une histoire de morale. Or, la morale est à l'opposé du politique qui, par essence, est immoral, voire amoral, comme Nietzsche le soutiendra dans *Le Gai Savoir* en analysant le cas de Napoléon qui est la mesure extrême de ce qu'est le pouvoir – cette jouissance du *ça* se situant au-delà du bien et du mal :

> J'ai le droit de répondre à toutes vos plaintes, disait Napoléon, par un éternel moi ; je suis à part de tout le monde, je n'accepte les conditions de personne. Vous devez vous soumettre à toutes mes fantaisies, et trouver tout simple que je me donne de pareilles distractions !

Dans son essence, le *vrai* pouvoir est totalitaire et est intimement lié à la corruption :

> Les époques de corruption, dit Nietzsche, sont celles où les pommes tombent des arbres. Je veux dire : les individus, ceux qui portent la semence de l'avenir, les promoteurs de la colonisation intellectuelle et de la formation nouvelle des liens de l'État et de la société, ne peuvent y échapper. *Corruption* : ce n'est là qu'un terme injurieux pour *les temps d'automne* d'un peuple !

(*666 - Nietzsche, dithyrambe beublique*, 1392 pages, à paraître aux Éditions Trois-Pistoles)

LA MORT, COMPAGNE APPRIVOISÉE

Michel Rioux
Journaliste et animateur radio

ALAIN VADEBONCOEUR
LES ACTEURS NE SAVENT PAS MOURIR. RÉCITS D'UN URGENTOLOGUE
Montréal, Lux éditeur, 2014,
283 pages

Dans un livre paru il y a deux ans, Alain Vadeboncoeur, chef du service de médecine d'urgence à l'Institut de cardiologie de Montréal et médecin engagé dans l'association Médecins québécois pour le régime public, proposait une démonstration fulgurante des avantages à protéger le régime public dans le domaine de la santé. Publié chez Lux éditeur, *Privé de santé*, écrit dans une langue particulièrement claire et dans un style d'une rare efficacité, laissait déjà entrevoir qu'il se trouvait sous ce réquisitoire un véritable écrivain.

C'est aujourd'hui chose faite avec son dernier livre, L*es Acteurs ne savent pas mourir,* publié chez le même éditeur.

Alain Vadeboncoeur, dans ce livre, fait voir une écriture toute en finesse et chargée d'une émotion qui, même si elle est contenue, n'en saisit pas moins un lecteur rapidement conquis par cette sensibilité qui affleure dans chacun des nombreux récits, à chaque ligne.

Il s'agit d'une quarantaine de récits tirés pour la plupart de son travail d'urgentologue. Le titre du livre est celui d'un de ces récits, dans lequel l'auteur explique que les acteurs ne savent pas jouer la mort parce qu'ils ressentent de la sympathie plutôt que de l'empathie. Il avait constaté de près la chose quand il avait amené à l'urgence les acteurs de la pièce Sacré-Cœur, écrite avec son ami d'enfance Alexis Martin. « Éponges humaines à l'affût de mimiques, d'attitudes, d'émotions et de sens permettant de bien nourrir leur art, les comédiens possèdent une faculté hypertrophiée de sympathie » (p. 135), ce qui leur rend difficile de s'imprégner de la mort.

Quelques-uns des récits se démarquent cependant. Ainsi, une boucle est en quelque sorte bouclée avec le premier et le dernier de ces récits, qui racontent, pour l'un, l'arrivée dramatique de l'ancêtre maternelle de Vadeboncoeur et, pour l'autre, les derniers jours du père de l'auteur, le grand essayiste Pierre Vadeboncoeur.

Le premier, au titre plutôt sibyllin – « La mer ne rend pas les cadavres » – raconte comment l'arrière-grand-mère de Vadeboncoeur avait été déclarée morte dans le voilier qui l'amenait en terre d'Amérique en provenance d'Angleterre. Alors qu'on s'apprêtait à jeter le corps à l'eau avec les cinq autres personnes décédées des suites d'une violente fièvre, la nourrice de Caroline Traher constata soudain que la petite fille d'un an à peine respirait ! Elle épousera plus tard Ulric Gaboury, grand-père de Marie Gaboury la mère d'Alain, médecin, comme le furent aussi de nombreux membres de ce clan, les Hector, Amédée et Laurent. « Par mon arrière-grand-mère, tenue pour morte et presque jetée à l'eau, et son mari, le docteur Ulric Gaboury qui a bien failli laisser sa peau dans un grave accident, je suis le descendant d'une lignée de personnages plutôt vigoureux et un peu insoumis, lesquels sont par ailleurs souvent médecins. Mais ils ont si souvent frôlé la mort que je n'aurais jamais parié, à l'époque, sur mes propres chances de venir un jour au monde » (p. 26), écrit-il, ajoutant plus loin qu'avec tout ce qui est arrivé à ses ancêtres, il s'étonne d'être là pour raconter ses histoires sur la mort, la souffrance et l'entraide.

C'est un humaniste qui tient en haute considération la nature humaine et qui lui voue un grand respect que l'on suit à travers toutes ces expériences, chaleureuses pour certaines, déchirantes pour d'autres.

La mort de Pierre Vadeboncoeur, son fils l'avait évoquée dans un texte fort personnel et tout en nuances, « Lapin-tortue », dans un dossier consacré à l'essayiste dans la revue *L'Action nationale* quelques mois après son décès. En 1970, l'auteur avait raconté dans un livre, *Un amour libre,* la relation très étroite qu'il entretenait avec son jeune fils de six ans, Alain. C'est cette relation que ce dernier rappelait dans l'article de la revue, en plus de relater les derniers instants de son père. Dans le dernier texte de son récent livre, il revient sur cette relation et sur les derniers instants du père. À quelques jours de la fin, le fils se penche sur son père.

> Un soir à l'acmé de cette veille attentive, sentant sa fin prochaine, je lui demandai s'il savait à quel point je l'aimais. Épuisé, mais encore conscient, son visage s'immobilisa. Puis, il sourit faiblement, gardant les yeux clos. On ne pouvait dire s'il célébrait le bonheur perdu ou se résignait à sa disparition prochaine ; mais il souriait nettement, comme d'une évidence. [...] Ce sourire exprimait la persistance d'un amour libre et demeuré bien vivant (p. 278).

FRÔLER LA MORT ET LA TOUCHER AU QUOTIDIEN

Frôler la mort, a-t-il écrit. Voilà une expression qui donne le ton à ce livre, cette mort que l'auteur fréquente au quotidien et qui impose sa présence tout au long du livre. Or en dépit de cette présence totale et absolue, il n'y a, dans tous ces récits, aucune trace de ce qui pourrait apparaitre lugubre, sinistre ou macabre. Bien au contraire. Si tant est, à de nombreux détours, c'est un clin d'œil ou encore un élan affectueux que se permet Vadeboncoeur, comme il le fait dans « L'homme de Vitruve ». « Il me regarde un moment, me prend la main, baisse les yeux et pousse un soupir. – La mort. – Oui ? – Je refuse. Il se lève et quitte l'urgence » (p. 119). Le patient à l'urgence s'inquiétait de ses télomères, qui, semble-t-il, poussent au bout des chromosomes. Les siens poussant trop vite, il sentait de ce fait venir sa fin prochaine…

Mais à l'urgence se vivent aussi des drames terribles. Dans le récit « Attente », un grand et gros gaillard reçoit une leçon. Se plaignant d'attendre depuis deux heures, il engueule le médecin assis au poste de garde au point où un agent de sécurité intervient. Le médecin se lève et invite le gaillard à le suivre. Il l'amène de l'autre côté de la porte. « C'est quoi ça, tabarnak ! », s'exclame-t-il pour aussitôt vomir dans une poubelle. Il y a du sang partout, au plafond, sur les murs. Les préposés s'affairent à nettoyer. Une femme et son bébé reposent sur des civières, morts. Le médecin lui avait dit, avant de l'amener dans cette salle : « Vous savez, il y a des raisons, quand c'est plus long à l'urgence… » Frappés de front par un camion, la femme et son bébé qui allait naitre dans la semaine. « La porte se referme lentement d'elle-même, le médecin retourne vers le comptoir, reprend son dossier, puis il se dirige vers une salle d'examen où il disparaît sans s'être retourné » (p. 178).

suite à la page 25

suite de la page 24

Un humaniste

C'est un humaniste qui tient en haute considération la nature humaine et qui lui voue un grand respect que l'on suit à travers toutes ces expériences, chaleureuses pour certaines, déchirantes pour d'autres. Un humaniste qui sait trouver, pour dire et décrire ce qu'il vit et ce qu'il sent, les mots qu'il faut. Ainsi, dans la foulée d'un commentaire sur un film de Bernard Émond, *La donation*, il souligne ce qu'il essaie d'enseigner à ses étudiants :

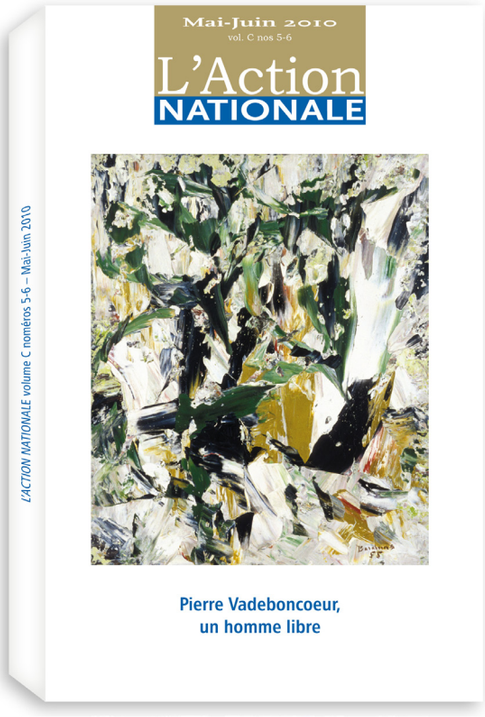
> Le métier de médecin se bâtit sur les moments d'observation, d'écoute attentive et de silence respectueux. Même dans le brouhaha de l'urgence, ce qui compte vraiment survient dans l'intimité, lorsqu'on se trouve au plus proche de la souffrance, des peines et des joies, partageant un peu de la gravité lumineuse de l'existence (p. 212).

Ce dont témoigne dans sa préface, la comédienne Guylaine Tremblay qui y va d'une confidence :

> Ce qui me bouleverse le plus, c'est l'amour qui jaillit de tes histoires, malgré la mort qui y est omniprésente. On ressort de cette lecture avec une formidable envie de vivre et d'aimer encore plus ceux qui sont là (p.15).

C'est enfin dans un court texte intitulé « Prière », qui s'ouvre sur un aveu : « J'ai tellement vu mourir », que l'on comprend ce qu'a voulu dire Guylaine Tremblay quand elle évoque quelques larmes qui montent aux yeux à la lecture de ce recueil d'Alain Vadeboncoeur.

> La détresse des familles me réapprend chaque fois la tragédie humaine. Au chevet de son mari gisant, une vieille dame n'est plus que douleur, blessure et vide. Je pose ma main sur son épaule frêle. Cette main est ma prière (p.241).



Le numéro de L'Action nationale entièrement consacré à Pierre Vadeboncoeur sous la direction de Michel Rioux est en vente à la boutique internet :

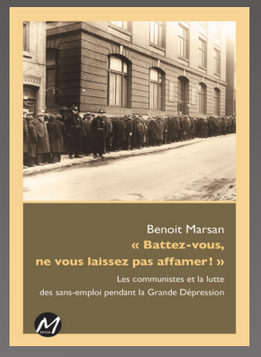
action-nationale.qc.ca

Numéro Mai-Juin 2010

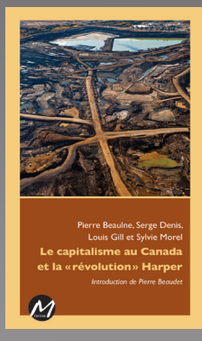
ÉDITEUR

Donner un sens à la lutte après la répression du Printemps érable en Outaouais (Semaine rouge).
Collection Militantismes
272 pages, 24,95 $

« Un portrait extraordinaire d'un homme et de son époque. Un chef-d'œuvre. »
***San Francisco Chronicle*.**
Collection Militantismes
608 pages, 36,95 $



Le mouvement des sans-emploi à Montréal pendant la Grande Dépression et les communistes.
Collection Mouvements
128 pages, 14,95 $



Le Canada subit une véritable « révolution de droite » avec les conservateurs qui mettent en pièces l'État-providence-
Collection Mobilisations
136 pages, 12,95 $

Un examen des choix économiques nocifs des élites et de leurs gouvernements.
Collection Mobilisations
152 pages, 12,95 $

Comment les formes de la domination impérialiste ont-elles été transformées depuis la Deuxième Guerre mondiale ?
Collection Marxismes
264 pages, 24,95 $

Le modèle nordique d'abolition de la prostitution est le résultat de décennies de lutte des féministes des pays scandinaves.
Collection Mobilisations
192 pages, 18,95 $

TÉLÉCHARGEABLES EN FORMAT PDF

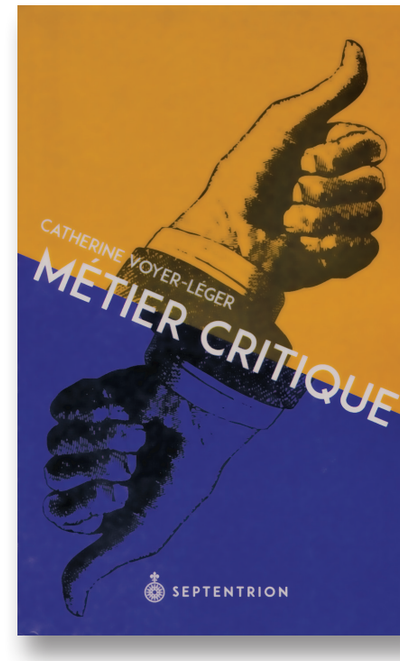
Conseil des arts du Canada | Canada Council for the Arts | SODEC Québec

DIFFUSION PROLOGUE

Les Cahiers de lecture et L'Action nationale sont membres de la Société de développement des périodiques culturels

ÉTAT CRITIQUE

Pacal Chevrette
Chef de pupitre littérature



CATHERINE VOYER-LÉGER
MÉTIER CRITIQUE
Québec, Éditions du Septentrion, 2014, 216 pages

C'est le souvenir de *La bande des six* qui semble avoir inspiré à la chroniqueuse Catherine Voyer-Léger cette stimulante réflexion sur l'état actuel de la critique. Dynamique et impliquée, Voyer-Léger a œuvré dans le milieu culturel en plus d'être présentement directrice du Regroupement des éditeurs canadiens-français. Fortement interpellée par le rôle démocratique de la critique culturelle, et forte de tous ses projets d'écriture et interventions sur la scène culturelle, elle partage dans *Métier critique* son inquiétude sur un journalisme culturel qui établit de moins en moins un dialogue véritable avec les œuvres et cède de plus en plus à la pression de la publicité; un journalisme, bref, qui a mis son «esprit critique en berne le temps de donner un élan à la roue promotionnelle.»

Une idée juste de la critique

L'état de la critique est-il si lamentable? Y a-t-il lieu de s'alarmer? Force est d'admettre qu'il est certainement sur une «pente glissante». Les mille et une façons d'attirer l'attention du public sur des sujets qui n'interpellent qu'une portion minime de la population, des formats limités dans le temps, un assujettissement aux cotes d'écoute et autres moyens pour mesurer l'intérêt de tout un chacun, rien n'aide la critique qui est – ne l'oublions pas! – un discours analytique qui se déploie dans le temps long. Assurément, Catherine Voyer-Léger veut relever son niveau en en rappelant ses principales fonctions et responsabilités, au risque de paraître élitiste. Si une bonne partie de son ouvrage est consacré à en déboulonner les préjugés les plus persistants (le critique: un artiste raté, la critique: bonne qu'à discréditer les œuvres, etc.), il s'attarde surtout à questionner les conditions dans lesquelles s'effectue la critique, d'où l'insistance de l'auteur, dès les premières pages, de qualifier ses considérations de «sociologiques».

Métier critique est clairement un rappel à l'ordre, qui oscille entre l'analyse des causes d'une dérive manifeste et l'énergie très sentie du plaidoyer. Évaluer le rôle et la fonction de la critique n'est pas un débat nouveau. Mais c'est justement pour cette raison que l'auteur a raison de le réarticuler: par sa nature même, c'est un débat qui doit sans cesse se renouveler. Car qu'est-ce qui nous intéresse le plus? Le vécu de l'auteur ou l'œuvre? Les émotions des lecteurs, les coups de cœur des libraires et des chroniqueurs-vedettes? Ou la capacité d'une œuvre à avoir un impact significatif sur le sens de l'expérience humaine, ses qualités à nous émouvoir et à nous transformer? En cherchant à réhabiliter une idée plus juste de la critique et en dénonçant la précarité des nombreux pigistes qui la pratiquent, *Métier critique* s'indigne du fait que notre rapport aux œuvres se soit chosifié. Pour Catherine Voyer-Léger, il n'est pas vrai que toutes les œuvres se valent au même niveau; la critique devrait être là pour fournir un jugement contribuant à enraciner la culture plutôt que de la laisser flotter sur les eaux du spectacle, du présentisme et du populisme culturel.

Car qu'est-ce qui nous intéresse le plus? Le vécu de l'auteur ou l'œuvre? Les émotions des lecteurs, les coups de cœur des libraires et des chroniqueurs-vedettes? Ou la capacité d'une œuvre à avoir un impact significatif sur le sens de l'expérience humaine, ses qualités à nous émouvoir et à nous transformer?

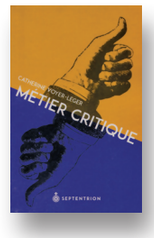
La réflexion de Voyer-Léger traite bien entendu du milieu culturel québécois, son principal foyer d'observation. Elle revient cependant peu sur l'argument voulant que le milieu culturel québécois se caractérise par ses réseaux tissés serrés et sa petitesse, par sa complaisance et par ses œuvres «jalousement gardées», comme le disait le roman: «Cette particularité qu'on associe au Québec ne nous est pas propre», rectifie-t-elle. Bien qu'elle note les difficultés des régions éloignées quant à la vitalité et l'indépendance de la critique, elle n'attribue pas le bas niveau de la critique à une quelconque tare nationale ou à un certain anti-intellectualisme; son propos se centre avant tout sur le fonctionnement des médias et leurs inflexions mercantiles. La tendance qu'elle cible est plutôt ce quasi-automatisme à toujours rechercher ce qui se rapporte au vécu ou encore, lorsqu'elle aborde la question des blogues sur Internet, à céder à la maladive «tyrannie des clics». On peut voir dans son approche critique une proximité à l'approche développée par Simon Tremblay-Pépin dans *Illusions*, qui traite notamment de la fragmentation des discours médiatiques, de la distinction entre l'intérêt pour le public et l'intérêt public, etc.

Œuvre cherche consommateur

En se centrant plutôt sur le manque de ressources et de moyens, elle fait voir que les médias et les principales institutions culturelles obéissent bien davantage à une logique promotionnelle qu'à un véritable souci de dialogue avec les œuvres. Cette tendance au journalisme culturel à céder du terrain à ce mode se manifeste par une foule de symptômes qu'elle prend soin d'analyser: syndrome des clubs de lecture où sont invités des chroniqueurs-vedettes, «gadgets mercantiles» comme la classification par étoiles ou les palmarès, procédés tape-à-l'œil et grossiers bons à guider le consommateur. La critique s'en trouve ainsi dévitalisée et l'autorité symbolique du critique, elle, altérée. Dans une société où les principaux véhicules de la culture sont les médias de masse et les réseaux sociaux, le critique se fait conseiller. À quand une palette des goûts pour la culture? Pour illustrer à quel point nous sommes peu portés à interroger l'esthétique, elle consacre quelques pages éclairantes au sort réservé à l'architecture, ignorée parce que peu rentable.

Métier critique est particulièrement intéressant lorsqu'il est question de la distinction entre ligne éditoriale (une notion depuis longtemps établie) et ligne commerciale (dont la réalité nous est moins facilement discernable). Voyer-Léger s'attaque au poids des revenus publicitaires qui affectent insidieusement la façon dont on parle d'un spectacle ou d'un livre. Elle dépeint un univers de l'industrie culturelle où l'on multiplie entrevues et «prépapiers» pour présenter une œuvre, où l'on échange davantage sur les circonstances entourant la création. C'est bien connu: dans certaines

Voir Métier critique
suite à la page 28



Métier critique

suite de la page 27

émissions de variétés, la venue d'un auteur-vedette importe plus que son œuvre. Après avoir abordé les pressions qui s'exercent sur le journalisme culturel (chapitre 5) et les problèmes de la critique en ligne dans les blogues (chapitre 6), elle consacre le chapitre 7 aux grandes fonctions de la critique et un dernier à redéfinir les devoirs de chacun des acteurs impliqués dans cet univers. Son diagnostic se clôt sur la volonté bien sentie de rétablir une saine dialectique entre la diffusion d'une œuvre et sa réception.

Un acquis de maturité

Aborder ce sujet conduit presque automatiquement à être taxé d'élitiste. Catherine Voyer-Léger affirme : « Le journalisme culturel que j'estime supérieur s'intéresse à la démarche artistique avant de se pencher sur la portée commerciale et il accorde plus d'importance au devenir des institutions culturelles qu'aux faits divers et au potinage. » Exigence vitale ! Je comprends de sa recherche que ce qu'elle souhaite pour la critique, ce n'est pas tant d'en faire un métier que de faire resurgir l'idée profonde du statut autonome de l'œuvre. De ce statut dépendront les moyens accordés pour le maintenir. Elle use d'une formule belle pour qualifier cet état souhaité pour la critique : un « acquis de maturité ».

Quant à la dichotomie entre l'intérêt supérieur pour l'art, d'une part, et les faits divers et le potinage, d'autre part, est-ce si clair ? N'y a-t-il pas ici risque de sombrer dans la caricature ? La réalité du milieu culturel m'apparait complexe et diversifiée ; beaucoup de gens ont à cœur de développer un discours analytique sur les œuvres tout en donnant leurs chances aux œuvres. Comme Voyer-Léger l'expose, il est nécessaire et légitime de s'interroger sur les conditions de l'exercice critique. Mais est-ce moins le cas aujourd'hui qu'à l'époque de *La bande des six* ? Notre temps subit les conséquences de la concentration des grands médias de communication et celles de la marchandisation des œuvres. Cela affecte irrémédiablement le devenir des institutions culturelles. Nous vivons aussi d'importants bouleversements technologiques qui multiplient les espaces publics, les forums, qui font exploser les interactions et les possibilités de rencontres, entre publics, entre artistes, entre milieux académiques aussi, qui s'occupent tant bien que mal de maintenir la critique en vie. Dans un monde aux mille et une connexions, il est dur parfois de savoir où donner de la tête !

Cette tendance au journalisme culturel à céder du terrain à ce mode se manifeste par une foule de symptômes qu'elle prend soin d'analyser : syndrome des clubs de lecture où sont invités des chroniqueurs-vedettes, « gadgets mercantiles » comme la classification par étoiles ou les palmarès, procédés tape-à-l'œil et grossiers bons à guider le consommateur.

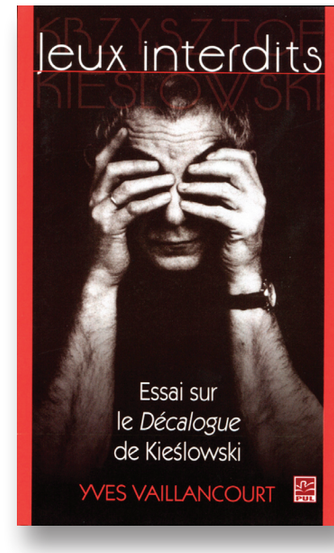
Il n'est pas si simple de départager la promotion d'une idée, sa circulation, sa publicité (dans le sens de rendre public), sa critique. La distinction à faire est donc bien de savoir la finalité du discours que l'on porte sur une œuvre de l'esprit : celle du profit et du succès ou celle de l'avancement des idées et des arts ? Hypothèse : un monde en réseau génère sans doute un sentiment de perte en même temps qu'un vertige face à la notion d'espace public ; dans les années 1980, à l'époque de *La bande des six*, la télévision conservait sur le public un certain ascendant qui n'a plus cours aujourd'hui. Les communautés d'intérêts, les médias principaux et leurs relais, les espaces virtuels auxquels se consacrent des légions de sous-cultures atténuent grandement la capacité d'imposer ou de voir resurgir une idée tutélaire de la critique. Le grand thuriféraire de la critique, qui orientait jadis le goût, semble avoir été sacrifié au profit des spécialistes de la culture. Après tout, ce malaise dans la culture est le même qui affecte la politique, le journalisme, l'éducation.

Beaucoup à dire sur un sujet emballant ! Le portrait n'est pas catastrophique, c'est la réalité et sa nouveauté qui sont dures à cerner et indisposent la critique – ou donne l'impression d'en disposer. Le succès, et la piastre !, ne sont pas les seuls critères recherchés dans le discours que les journalistes culturels portent sur les œuvres. Certaines émissions sont conçues, de même que certains efforts sont initiés, pour répondre à des problèmes trop nombreux : valoriser le livre, le cinéma d'auteur, faire connaître les auteurs d'ici, donner une vitrine à la culture, etc. Les lieux de la critique se déplacent. Le livre de Catherine Voyer-Léger exprime certainement un problème, mais n'en fouille pas tous les aspects. Il pose des questions pertinentes et en cela, c'est une excellente contribution. On ne peut traiter des œuvres comme si l'on faisait du placement de produits. *Métier critique* fournit un bel élan pour tâcher d'y voir plus clair dans cette confusion contemporaine persistante entre l'idée de la culture et l'industrie culturelle. ❖

VIGNOBLE
RIVIÈRE DU CHÊNE
807, Chemin de la Rivière Nord, St-Eustache
www.vignoblerivieredeuchene.ca

JEUX PHILOSOPHIQUES ET TRANSGRESSION

Guillaume Lemire
Professeur de sociologie au collège Lionel-Groulx



YVES VAILLANCOURT
JEUX INTERDITS. ESSAI SUR LE DÉCALOGUE DE KIESLOWSKI
Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, 118 pages

La filmographie de Kieslowski est l'une des plus commentées du cinéma des années 1980 et 1990, et avec raison. L'œuvre du cinéaste polonais présente en effet un équilibre peu commun entre recherche esthétique et scénaristique, et réflexivité morale. Le cinéma de Kieslowski témoigne entre autres de ce passage houleux de la Pologne communiste d'héritage catholique à la Pologne post-URSS en voie de laïcisation. Ce moment transitoire, traversé par le doute et l'espoir, d'une Europe à redéfinir sur le plan politique et idéologique, mais surtout, à plus petite échelle, sur le plan humain. Pas étonnant que le cinéaste se soit affilié à ses débuts au courant du cinéma de «l'inquiétude morale». C'est toujours sous un angle intimiste, microsocial, que seront abordées ces préoccupations, par le biais de personnages en quête de sens dans une Europe où les référents moraux se dissipent.

Le cinéma de Kieslowski aura également marqué les esprits par sa dimension conceptuelle, avec notamment *La Double vie de Véronique* (1991), la trilogie *Bleu, Blanc, Rouge* (1993-1994) et surtout avec le *Décalogue* (Dekalog), son œuvre phare réalisée pour la télévision polonaise entre 1989 et 1990. C'est sur cette œuvre monumentale que se penche l'auteur et professeur de philosophie Yves Vaillancourt dans son court essai *Jeux interdits*, publié récemment aux Presses de l'Université Laval. Vaillancourt nous invite à une réflexion minutieuse et sensible, empreinte de son regard de philosophe, sur un *Décalogue* à forte consonance symbolique.

Rappelons le cadre dans lequel fut réalisé le *Décalogue*. Kieslowski s'associe à l'avocat Krzysztof Pieslewicz pour écrire le scénario d'une série de moyens-métrages mettant en scène des situations aux enjeux moraux et juridiques. Ces dix récits, composés sur les thèmes des dix commandements bibliques, constitueront la trame de la série, rejouant les dix préceptes moraux à l'usage du monde d'aujourd'hui. Les épisodes, indépendants les uns des autres, présentent les trajectoires individuelles de différents personnages habitant le même secteur de Varsovie, une série de tours à logement à proximité de la Vistule, à la fin des années 1980. Selon le scénariste, les dix récits illustreraient «l'homme contemporain vivant en communauté, mais selon une éthique individualiste[1]». En plus de présenter des personnages aux trajectoires distinctes, qui se croiseront parfois le temps d'un instant, au hasard d'une scène, chacun des épisodes est construit sur différents registres dramatiques, passant de la tragédie (Décalogue 1) au burlesque (Décalogue 10). Ainsi, pour permettre au lecteur de se situer dans cette œuvre vaste (totalisant près de dix heures de film) et diversifiée sur le plan dramatique, Vaillancourt a eu la bonne idée de fournir les synopsis de chacun des films en annexe de son essai.

L'analyse de Vaillancourt cherche à exposer deux thèses, d'une part l'importance du mimétisme dans la structure narrative de l'œuvre et, d'autre part, l'importance du symbolisme religieux. L'auteur tente d'abord de montrer les mécanismes humains par lesquels se révèlent les enjeux des commandements bibliques dans chacun des films, leur interdit, leurs conséquences et leur transgression. Pour ce faire, il s'appuie sur la théorie du mimétisme humain du philosophe français René Girard. Partant de cette théorie, l'auteur dévoile film par film, parfois scène par scène, la structure mimétique du *Décalogue*. Le mimétisme agirait comme modus operandi de la transgression. «La propension humaine à imiter, nous dit-il, opère dans le décalogue au niveau de la transgression de l'interdit, mais aussi de la révélation des conséquences de cette transgression». C'est donc poussés par un désir mimétique que les personnages en viennent à transgresser les lois morales, mais également à comprendre leurs enjeux et à témoigner du respect ou de l'amour. Plus loin, Vaillancourt perçoit la structure mimétique du *Décalogue* dans la relation entre personnages et spectateurs. Le mimétisme accentuerait l'appartenance des spectateurs aux personnages en agissant comme un miroir de leur propre conscience morale. Ce qui conduirait le spectateur à se trouver lui-même, par le biais des personnages, face à des enjeux moraux qui les interpellent.

La deuxième intention de l'auteur est de redonner au religieux une place dans l'interprétation du *Décalogue*. Bien que les dix commandements bibliques soient à l'origine de la structure narrative de la série, les drames se déroulent dans un univers laïc et individualiste. Mise à part une exception (dans le Décalogue 5), la série de Kieslowski ne présente aucune figure de l'autorité religieuse instituée. Selon l'auteur, aucune monographie de langue française n'analyse le symbolisme religieux dans l'œuvre de Kieslowski. Pour Vaillancourt, le *Décalogue* est une œuvre «chiffrée», le symbolisme religieux se trouve encodé dans l'action. Kieslowski explore ainsi le problème du bien et du mal par le biais d'une symbolique évoquant et interpellant «l'héritage culturel» chrétien. Les référents bibliques inscrits à même les situations, les personnages, les lieux sont décortiqués un à un par Vaillancourt. Ce dernier abordera également dans l'épilogue, à travers un très beau passage, l'importance de la musique originale de Preisner dans le *Décalogue*. La musique de Preisner, référant par moment à la tradition de la musique sacrée, participe ainsi à insuffler au *Décalogue* cette propriété religieuse «d'éclaircissement au cœur des zones grises du doute et de la transgression».

Jeux interdits convie le lecteur à une brillante réflexion sur ces dimensions peu analysées de l'œuvre maitresse de Kieslowski. Seule ombre au tableau, le découpage très formel, voire systématique, de l'analyse elle-même. L'essai se trouve divisé en deux parties (respectivement les deux thèses de l'auteur), puis sous-divisé en dix sections relativement aux dix épisodes (à quelques exceptions près). Chaque épisode est donc analysé à deux reprises suivant les deux thèses de l'auteur, ce qui rend la lecture quelque peu monotone et pourra en rebuter certains. Ce désagrément aurait pu être évité en abordant chaque thèse de manière plus organique, voire spontanée. Toutefois, cette difficulté acceptée, le lecteur curieux ou amoureux de Kieslowski découvrira avec *Jeux interdits* une réflexion rafraichissante sur un des grands monuments du cinéma contemporain. Donner le goût de revoir le *Décalogue* constitue en soi une réussite. ❖

1 Kristian FEIGELSON, «LE DÉCALOGUE, film de Krzysztof Kieslowski», *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 4 octobre 2014. http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/le-decalogue/

PROJECTIONS IMAGINAIRES

Marc-André Robert
Professeur en documentation, Collège de Maisonneuve

SIMON BRAUD (DIR.)
LES PLUS GRANDS FILMS QUE VOUS NE VERREZ JAMAIS : LES CHEFS-D'ŒUVRE INÉDITS DES PLUS ILLUSTRES RÉALISATEURS

Montréal, Hurtubise, 2013, 256 pages

Dirigé par l'écrivain américain d'origine britannique et ex-collaborateur de la revue *Empire* Simon Braund (et non « Braud », tel que mentionné sur la couverture…), l'ouvrage est une traduction française de *The Greatest Movies You'll Never See : Unseen Masterpieces by the World's Greatest Directors* (Aurum Press Ltd), publié aussi en 2013 et encensé par la critique.

Dans ce projet collectif ambitieux, Braund réunit quinze collaborateurs chevronnés (écrivains et journalistes spécialistes du cinéma, majoritairement d'anciens collègues d'*Empire*), pour présenter une analyse passablement fouillée des plus grands chefs-d'œuvre cinématographiques avortés de célèbres réalisateurs, certains plus populaires (ou souhaités) que d'autres. Braund a l'ambition « d'esquisser une histoire alternative du cinéma » et de présenter « une sorte de festival de cinéma imaginaire » (p. 9). L'étude couvre une période assez large, des années 1920 jusqu'aux années 2000, et se divise ainsi chronologiquement en six chapitres correspondant aux décennies traitées (exception faite du premier chapitre qui traite des années 1920 à 1950, conséquence d'une plus grande et évidente difficulté d'accès aux sources). Si la majorité des projets cinématographiques étudiés proviennent des États-Unis, on voyage aussi notamment au Mexique, en France (*L'enfer* de Henri-Georges Clouzot, 1964), en Israël, en Italie (*Le voyage de G. Mastorna* de Fellini, 1965) et en Espagne.

Qu'est-il arrivé à *Don Quixote* (1969) d'Orson Welles ; à *Warhead* (1977) de Kevin McClory, qui aurait vu Sean Connery reprendre pour une sixième fois les traits du célèbre agent secret britannique James Bond ; à *Leningrad* (1989) de Sergio Leone, à *Crusade* (1995) de Paul Verhoeven, avec Arnold Schwarzenegger dans le rôle principal, à *Megalopolis* (1984-2005) de Francis Ford Coppola, à *Gladiator 2* (2006) de Ridley Scott ? Tant de films sur lesquels se penche cet ouvrage abondamment nourri de détails de production et d'entrevues réalisées avec les cinéastes.

Que dire du tant attendu *Napoléon* (1967-1971) de Stanley Kubrick, que le principal intéressé entrevoit alors non sans orgueil comme : « le meilleur film de tous les temps » ? Kubrick a d'ailleurs conservé une impressionnante documentation de production de ce film, peut-être la plus importante du genre pour une production avortée. On apprend notamment que Steven Spielberg, qui a eu accès aux archives de Kubrick, projette depuis de nombreuses années de concrétiser le *Napoléon* de son grand et feu ami. Peut-être un jour… !

La richesse de l'ouvrage dirigé par Braund tient évidemment à son sujet inédit, qui ravira les mordus de cinéma, mais aussi (et surtout) de l'abondance et de la qualité des affiches originales reproduites ou imaginées pour le plus grand plaisir du lecteur.

Nul doute, les films de superhéros ont la cote auprès du public depuis le milieu des années 2000. On ne compte plus les superproductions hollywoodiennes qui multiplient les adaptations (et remakes d'adaptations) de comics américains et dominent littéralement le box-office. Si l'on découvre ici l'histoire derrière deux productions du genre de la fin des années 1990, on se réjouit toutefois qu'elles n'aient jamais été complétées. En 1997 d'abord, Warner Bros projette de faire oublier l'échec de *Superman IV : The Quest for Peace* (Sidney J. Furie, 1987) en proposant une nouvelle suite aux aventures de l'homme d'acier, *Superman Lives*. Le studio confie la rédaction du scénario à Kevin Smith, cinéaste encensé notamment pour *Clerks* (1994). Smith raconte que les exigences du studio étaient pour le moins discutables : un nouveau costume, un *Superman* qui ne doit pas voler, un assistant robot gay (!), un combat obligé avec des ours polaires (!). Warner Bros recrute Tim Burton à la réalisation, reconnu dans le genre pour son épique *Batman* (1989) avec Jack Nicholson dans le rôle du Joker, et offre le rôle-titre à nul autre que Nicolas Cage (!). Y a de quoi rire. La sortie est initialement prévue pour 1998, mais l'augmentation constante des coûts de production scellera le tout.

Darren Aronofsky tente sa chance également dans l'univers des superhéros avec *Batman : Year One* (2000), adaptation libre du roman graphique de Frank Miller (qui cosigne le scénario) et David Mazzucchelli, qui devait corriger le fiasco commercial de *Batman and Robin* de Joel Schumacher (1997). Encore une fois, l'idée est de réinventer la roue en proposant un nouveau genre de chevalier noir. On y retrouve Bruce Wayne non en richissime homme d'affaires orphelin, mais en jeune garçon errant dans les rues de Gotham, recueilli par un mécanicien qui lui apprend le métier. Batman conduit une Lincoln noir aux feux éteints et revêt un masque de hockey. L'atmosphère du scénario est très sombre et s'apparente à *Dirty Harry* (Don Siegel, 1971) ou *Taxi Driver* (Martin Scorsese, 1976). Aronosfky souhaitait d'ailleurs confier le rôle à Clint Eastwood. Une proposition somme toute assez intéressante. On peut toutefois se consoler que le projet n'ait jamais abouti puisque ça aura permis à Christopher Nolan de revisiter l'homme chauve-souris en 2005 (*Batman Begins*).

Tant de projets de films avortés, donc, qui replongent le lecteur dans l'œuvre des grands réalisateurs du septième art. Chaque dossier filmique se termine par un encart intitulé « Sortira-t-il un jour ? » accompagné d'une note sur dix correspondant à la probabilité de voir un jour ledit film sur grand écran. Une excellente idée… qui aura tôt fait de désoler, mais non négativement, le cinéphile boulimique.

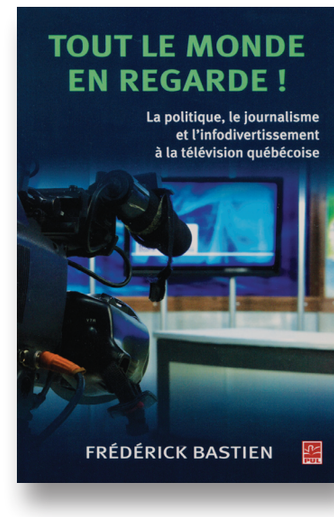
En dépit du grand nombre de collaborateurs, l'ouvrage s'assure d'une très bonne cohésion globale, tant dans le ton que sur la forme. L'humour est bien dosé et rafraichissant. On vise ici avec justesse le grand public, pas seulement les érudits en cinéma, ce qui concourt à l'accessibilité de l'étude.

La richesse de l'ouvrage dirigé par Braund tient évidemment à son sujet inédit, qui ravira les mordus de cinéma, mais aussi (et surtout) de l'abondance et de la qualité des affiches originales reproduites ou imaginées pour le plus grand plaisir du lecteur. *Les plus grands films que vous ne verrez jamais* est un très beau livre (format, qualité du papier, couleur, infographie) qui doit se retrouver sur une table à café. Le format encourage justement la lecture ponctuelle (une fiche ou deux à la fois pour satisfaire un élan de curiosité cinéphilique).

On ne peut qu'espérer un jour voir pareil projet d'édition consacré exclusivement à la cinématographie inédite québécoise, sinon canadienne. Qui sait quels trésors abandonnés dorment dans les archives personnelles des cinéastes d'ici ! ❖

L'INFODIVERTISSEMENT NOUS ENVAHIT-IL ?

Pascal Chevrette
Chef de pupitre littérature



Frédérick Bastien
Tout le monde en regarde
Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2013, 280 pages

L'infodivertissement est un concept qui désigne un large éventail d'émissions qui combinent à leur vocation de divertir le traitement de sujets et d'enjeux plus sérieux. Au cours des vingt dernières années, ce genre d'émissions a connu un accroissement considérable dans le paysage télévisuel, surtout en raison de la féroce concurrence que se livrent les chaines télévisées et les milieux de l'information. On parle ici d'émissions comme *Tout le monde en parle* (évidemment !), mais aussi *Les Francs-tireurs, Sucré salé, Infoman, La fosse aux lionnes, Et Dieu créa... Laflaque,* plus anciennement *La fin du monde est à sept heures.* Elles se caractérisent toutes par un format plus décontracté, sont plus ou moins centrées sur le show-business et offrent à la politique, soit le siège de l'invité, soit les charmes de la parodie. Dans *Tout le monde en regarde,* Frédérick Bastien livre le résultat d'une solide analyse du jeu politique sur les plateaux de télé de ces talk-shows et autres émissions de variétés.

Précisons d'emblée que le Frédérick Bastien dont il est question ici n'est pas l'auteur de *La bataille de Londres.* Professeur au Département de science politique de l'Université de Montréal, Bastien a livré de nombreuses et fortes instructives études sur les médias et la communication politique. Ses champs d'intérêt vont de l'influence des sondages au marketing politique et aux mœurs électorales à l'heure des médias sociaux. On lira d'ailleurs avec intérêt *Les Québécois aux urnes,* paru en 2013, un ouvrage collectif dirigé avec deux autres chercheurs en communication, Éric Bélanger (McGill) et François Gélineau (Laval).

L'infodivertissement, un genre poreux

C'est un fait que les émissions d'infodivertissement ont un impact sur l'opinion publique. Mais de quel ordre est-il ? Bastien entend ici donner l'heure juste sur ce phénomène médiatique qui suscite souvent des opinions très tranchées mettant en cause la légitimité de ces émissions en tant que sources d'information. Le problème est que celles-ci jouent sur les frontières des genres. À quelles attentes répondent-elles ? Elles n'ont pas le sérieux des émissions d'affaires publiques comme *Le Point* ou *Les coulisses du pouvoir.* Mais elles ont du même coup une force d'attraction et un pouvoir réel d'alimenter les opinions politiques. Par conséquent, leur traitement plus léger de la chose publique risque-t-il d'éroder notre compréhension des institutions et des principes démocratiques ?

[...] en rectifiant le tir, et en insistant sur le défi que lancent ces émissions au journalisme, Bastien y va à la fin de son ouvrage de quelques recommandations qui visent à resserrer les codes de déontologie et à combler le vide quant à la responsabilité publique de ce genre d'émission

Ce sont ces flous dans les frontières des genres, et aussi une certaine ambiguïté quant à la responsabilité publique de ces émissions, qui font craindre à certains détracteurs qu'elles contribuent à affaiblir le sens politique du citoyen et qu'elles personnalisent la politique. Bastien prend donc soin d'évaluer la part qu'elles consacrent à l'information politique ; il a comparé ces émissions à celles d'affaires publiques, a analysé le rôle tactique nouveau qu'elles représentaient pour les politiciens qui en usent souvent comme de tribunes pour se positionner. Bastien décrit très bien cet usage politique des talk-shows dans son chapitre 4, « Du war-room au confessional ». Sa méthodologie est exemplaire. Ses conclusions : nuancées. Comme il le laisse si bien entendre, « étudier l'impact des médias est une entreprise excitante, mais souvent frustrante. » Une multitude de facteurs (psychologie et hétérogénéité de l'auditoire, personnalité des animateurs, thèmes abordés, attentes et réception liées au genre, etc.) entrent en ligne de compte et empêchent de tracer une ligne claire qui déterminerait les apports positifs et négatifs de ces émissions. La seule certitude, c'est qu'elles sont là pour rester.

La mesure de l'influence

La majorité de ses conclusions l'invite donc à la nuance. Parmi celles-ci, notons par exemple que « l'infodivertissement n'est pas une vitrine beaucoup plus accessible » aux politiciens, et que ceux qui sont invités le sont à partir de critères relativement semblables (chapitre 2) à ceux des émissions d'affaires publiques. Bastien nous invite également à voir « au-delà des apparences » : les entrevues des émissions d'infodivertissement ne sont pas moins rigoureuses ou plus complaisantes que celles des émissions dites sérieuses (chapitre 3). Ultimement, il conclura de ce portrait qu'« au lieu de prôner un improbable rétablissement des frontières entre les genres, il vaut mieux évaluer la contribution de l'infodivertissement aussi justement que possible et proposer des solutions aux problèmes qu'elle pose. » Voilà la position cardinale de son étude.

Autre intéressant constat : on a souvent imputé la rafle du NPD aux élections de 2011 à la participation du défunt Jack Layton à TLMEP. Un tel raisonnement est-il recevable ? Prudent, Bastien ne peut valider une telle corrélation, entre autres parce que la mesure de l'influence peut difficilement être chiffrée. Aussi, dit-il, parce qu'« opinions et comportements politiques sont souvent ancrés dans des prédispositions profondes et relativement imperméables aux médias. » Soucieux d'avoir des données solides pour établir sa preuve, il reconnaît même à sa discipline son état « embryonnaire ». Comme nous sommes en situation d'analyse de la réception, il existe des limites à la portée des interprétations, ce que Bastien tient à rappeler.

On comprend de tout cela que la présumée rivalité entre infodivertissement et émissions d'affaires publiques n'est pas si flagrante. Ses études de cas l'amènent plutôt à constater que pour monsieur et madame tout le monde, les émissions d'infodivertissement viennent surtout compléter la compréhension qu'il/elle peut avoir d'un enjeu ; qu'à la limite, elles peuvent même le/la familiariser avec un enjeu, ou confirmer des tendances profondément ancrées dans sa psyché. Les émissions d'infodivertissement ne remplaceraient donc pas les émissions d'information traditionnelles, mais viendraient plutôt, pense Bastien, poser un véritable « défi au journalisme », en ce sens qu'il doit réévaluer sa mission première.

Voir Tout le monde

suite à la page 32

Tout le monde

suite de la page 31

Tactique et politique

Dans le traitement des enjeux politiques, les émissions d'infodivertissement, même si elles ne lui consacrent pas autant de temps, ne marginaliseraient donc pas la politique. On y discute enjeux ? Cela est habituellement bien fait, et avec professionnalisme. Même chose quant à l'accusation portée à l'endroit des intervieweurs qui laisseraient à l'invité la pleine liberté de passer son message : rien d'évident, rien de concluant. Tout un chapitre est consacré à expliquer les rouages de la communication politique liée à l'infodivertissement et l'importance déterminante des campagnes de communication – peut-être aussi importantes que le sont les campagnes électorales. En se servant du concept de marketing, Bastien nous permet de voir comment les politiciens peuvent se servir de ces émissions pour se positionner sur des enjeux afin de réduire considérablement leur dépendance à la presse.

L'un des chapitres les plus éclairants du livre est le chapitre 5 où il vérifie les impacts des émissions d'infodivertissement sur les comportements politiques des citoyens. En se rangeant aux études de théoriciens de l'école de Columbia et aux idées du sociologue des médias Matthew Baum, de l'Université Harvard, il expose certaines notions très instructives pour mieux discerner l'influence véritable des médias. Ces chercheurs reconnaissent que l'opinion publique ne constitue pas une « foule homogène », comme le sous-entendaient les études de communication du début du siècle dernier qui souscrivaient plus facilement à l'idée de manipulation psychologique par la propagande. Les individus, reconnaît Baum, ne sont « pas aussi isolés socialement et démunis psychologiquement ». Où se situerait l'influence des médias ? Dans des paramètres intermédiaires, par exemple dans notre façon de traiter spontanément, *en ligne*, certaines informations, plutôt que par leur mémorisation. Les valeurs des citoyens et l'influence des réseaux immédiats (famille, amis, collègues, etc.) sont aussi des variables importantes. Même si une des hypothèses de Baum veut que « les émissions d'infodivertissement [aient] un potentiel de persuasion plus important que les programmes d'information classiques », il apparaît clair à l'auteur de *Tout le monde en regarde* qu'elles ne se substituent pas à l'influence des contextes dans lesquels évoluent les gens.

Une leçon de pédagogie

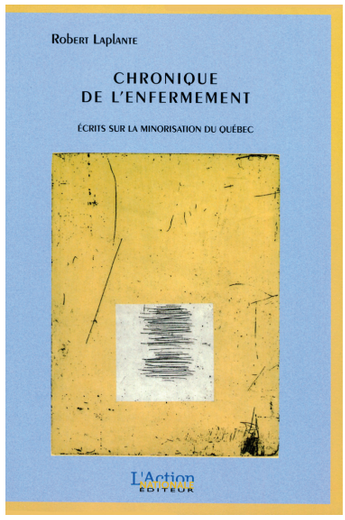
Même si l'on peut avoir l'impression par moment que beaucoup des conclusions de cette étude ne font que court-circuiter certaines idées que l'on peut entretenir sur les médias, n'en demeure pas moins que le portrait que l'on se fait du monde de la télévision et des émissions d'infodivertissement, après lecture, est beaucoup plus complet et cohérent ; nos opinions sur l'influence des médias – bien existante – en sont beaucoup moins impressionnistes. Les constats du jeune chercheur sont beaucoup plus réalistes que les approches centrées sur la psychologie des foules.

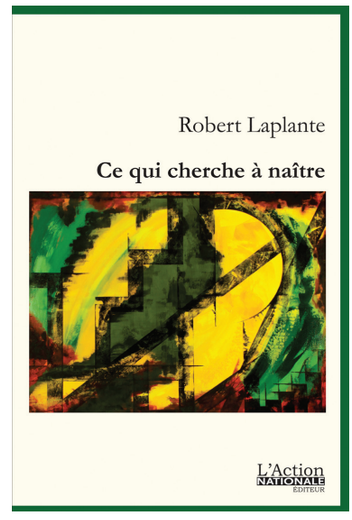
Les constats du jeune chercheur sont beaucoup plus réalistes que les approches centrées sur la psychologie des foules.

Aussi, en rectifiant le tir, et en insistant sur le défi que lancent ces émissions au journalisme, Bastien y va à la fin de son ouvrage de quelques recommandations qui visent à resserrer les codes de déontologie et à combler le vide quant à la responsabilité publique de ce genre d'émission. En sondant les règles existantes (contraintes légales, règlements de Radio-Canada et de TVA, avis du Conseil de Presse), Bastien vise ainsi à dissiper la « confusion [qui existe] sur les normes à appliquer et sur l'attribution de la responsabilité concernant le contenu diffusé en ondes. »

Tout le monde en regarde est un livre très pédagogique. Même si dans sa forme et son écriture il est scrupuleusement académique, c'est un livre qui s'en tient à son objet d'étude avec beaucoup de rigueur. Abondant en exemples et très documenté, il enrichit grandement notre compréhension de la façon dont circulent les idées politiques et à travers qui ou quoi elles circulent. En analysant le concept de l'infodivertissement, il fournit une explication en or des mécanismes de la persuasion telle qu'elle se joue aujourd'hui. Bastien a raison de reconnaître que le monde des médias n'est pas un univers facile à cerner. Pourtant… Même si la science ne parvient à établir des relations de cause à effet, je ne peux m'empêcher de penser, peut-être maladroitement, qu'en s'habituant à voir la vie politique à travers des écrans, on se distancie peu à peu de la vie démocratique ; on en parle, on en parle, mais on la fait de moins en moins. Cela, c'est de l'érosion. Le média, c'est le message. ❖

LES OUVRAGES PUBLIÉS PAR L'ACTION NATIONALE ÉDITEUR





ACTION-NATIONALE.QC.CA

FORMER L'HONNÊTE HOMME PLUTÔT QUE L'HOMME PRATIQUE

Marilyne Lafrenière
Professeure au Cégep de Trois-Rivières

LOUISE BIENVENUE, OLLIVIER HUBERT ET CHRISTINE HUDON
LE COLLÈGE CLASSIQUE POUR GARÇONS. ÉTUDES HISTORIQUES SUR UNE INSTITUTION QUÉBÉCOISE DISPARUE
Montréal, Fides, 2014, 436 pages

Au cœur du débat pédagogique des années 2000, les collèges classiques s'imposent comme des points de référence quant à la formation à offrir aux étudiants : des modèles de transmission de la culture humaniste et de la culture de l'effort. C'est pourquoi, trente-cinq ans après la synthèse de Claude Galarneau, les historiens Louise Bienvenue, Ollivier Hubert et Christine Hudon ont ouvert à nouveau les portes des collèges classiques. Le livre qu'il propose rassemble des textes inédits et d'autres déjà parus dans des revues savantes.

Le mandat que se donnent ces historiens est clair : « déceler les préoccupations nouvelles qui émergent tout au long de son histoire et [...] identifier celles qui se font moins pressantes avec les années » (p. 3). L'ouvrage s'articule autour de quatre thèmes : les programmes éducatifs, le collège et ses résidents, les représentations de l'institution et la construction de la masculinité. Ce dernier est le fil d'Ariane de l'ouvrage. Cet angle original nourrit l'historiographie québécoise en émergence sur le sujet et enrichit les historiographies française, anglaise et américaine. Volontairement, l'équipe a mis de côté les collèges jésuites, davantage connus.

Une offre éducative variée

Hubert et Hudon montrent respectivement comment les maisons d'éducation se sont adaptées aux changements sociaux en milieux urbain et rural. Le premier met en lumière l'impact des différentes clientèles et de leurs besoins respectifs sur l'offre éducative : cours classique, formation pratique et courte pour le cours commercial, en pensionnat ou en internat. Le rôle de reproduction du groupe ecclésiastique est recadré : somme toute, peu d'étudiants terminent leur cours classique et parmi eux, seule une frange se dirige vers la prêtrise. L'image du collège comme institution de reproduction sociale homogène est donc nuancée. Si elle en vient à une conclusion similaire à partir de l'étude du collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Hudon met aussi en valeur la contribution d'acteurs locaux dans la redéfinition audacieuse des orientations pédagogiques de cette maison.

Bienvenue, quant à elle, s'intéresse aux critiques faites aux collèges classiques par le clergé et la bourgeoisie. Le débat de 1920 sur le sens à donner à l'éducation et le rôle de l'instruction retient son attention puisqu'il est l'aboutissement et le climax de près de deux siècles de récriminations variées. La polémique oppose les tenants des collèges classiques et ceux des académies. Avec la question nationale et l'industrialisation en filigrane, le débat dépasse le champ éducatif. La question du modèle de dirigeant à former se pose. L'homme pratique du cours commercial ou l'honnête homme du classique ? Ce dernier, formé à la française et à la culture, dispose-t-il d'un élan assez viril pour prendre les commandes ? Le débat de 1920 n'est pas sans annoncer celui de l'école actuelle qui oscille entre une formation générale ou utilitariste. Le collège classique sort indemne de la tourmente. Les familles continuent d'y envoyer leurs enfants.

Les résidents des collèges et la construction du masculin

Les analyses sur les résidents des collèges et sur la construction du masculin constituent selon nous les apports les plus significatifs de ce collectif en ce qui a trait à la démythification des collèges classiques comme milieux de vie homogènes. Le traitement sensible des sources permet au lecteur d'appréhender différents aspects de la vie sociale et intime entre les murs du collège : le besoin de relations significatives des élèves arrachés à leur famille, les contraintes du milieu, les relations hiérarchiques entre les garçons, l'ambiguïté parfois rassurante parfois inquiétante des rapports maîtres-élèves, de même que la crainte et l'idéalisation de la femme, être de pêché et de désirs.

Christine Hudon et Louise Bienvenue utilisent les archives institutionnelles ainsi que la correspondance de prêtres, de clercs enseignants et d'étudiants pour lever le voile sur la figure du maître et la relation maître-élève. D'entrée de jeu, elles dressent le profil d'un corps enseignant jeune, peu préparé à sa tâche. Pour les enseignants qui persistent, deux types de relations maîtres-élèves se démarquent : le mentorat où le professeur devient une figure paternelle au sein de l'Alma Mater, et les amitiés particulières.

La découverte de l'intimité dans un milieu *homosexué* teinte la construction identitaire des étudiants. Les correspondances estudiantines mais surtout les journaux intimes permettent de nuancer la nature même des sentiments et d'exprimer les questionnements existentiels et moraux des jeunes hommes. De plus, les chercheuses notent une évolution sur le plan de la perception des amitiés particulières : si au XIX^e^ siècle elles sont punies selon les individus et les gestes posés, un durcissement du discours s'opère progressivement de sorte qu'après 1930, elles sont considérées comme des pathologies par les autorités et ressenties comme telles par les collégiens. La nécessité de montrer sa force et de ne pas avoir l'air efféminé s'accentue. Les transgressions aux règlements deviennent des manières de s'affirmer par rapport à l'autorité et aux camarades : correspondance avec des filles, escapades en ville, rixes, consommation d'alcool et de cigarettes instaurent des complicités entre les étudiants et certains enseignants amusés. La virilité à démontrer se fond avec l'audace de l'interdit.

C'est principalement par leur absence que les femmes sculptent l'honnête homme en devenir. De chair ou d'imaginaire, elles participent au rite de passage vers la maturité par la nécessaire maîtrise des pulsions. Au début du XX^e^ siècle, en dépit de l'impulsion donnée par des prêtres-experts – psychologue et pédagogues – quant à un discours sexuel plus ouvert avec les jeunes et bien que le rapport à l'adolescence – nouvel objet d'étude – se transforme, les changements sur le terrain demeurent discrets.

D'autres femmes peuplent le quotidien des collégiens : les sœurs servantes. La préparation des repas, la blanchisserie et l'entretien ménager sont la mission à laquelle elles ont consacré leur engagement. L'importance stratégique de leur fonction économique assure la survie de collèges. Néanmoins la reconnaissance ne leur est pas acquise. Leurs combats opiniâtres pour l'obtention de conditions de travail adéquates et le respect des exigences de leur vie religieuse sont révélés par la correspondance entre les supérieures et les directions des collèges.

suite à la page 34

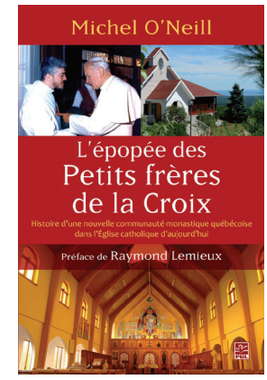
suite de la page 33

Mise en mémoire et représentations

Si le collège classique resurgit dans les débats actuels, c'est qu'il a su s'intégrer à la mémoire collective, d'abord par l'image d'Épinal puis par les œuvres artistiques, les commémorations et les réunions d'anciens.

Fruit de dix ans de recherche, les analyses proposées permettent d'identifier les éléments de changements et de continuités dans l'histoire des maisons d'enseignement classique. Néanmoins, un léger bémol s'impose : le lecteur pourra être irrité par les nombreuses répétitions. Au final, le trio a atteint son objectif : il apporte des nuances de gris à l'image figée du collège classique. Cinquante ans après leur disparition, peut-on s'inspirer de ce portrait pour colorer la formation générale actuelle ? C'est une invitation…

Michel O'Neil
L'épopée des Petits frères de la Croix
Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, 232 pages



Dès l'introduction, l'auteur place son propos en lien avec l'histoire de la communauté des Petits frères de la Croix dans une optique très large :

> Si je les compare aux Catalans par exemple, les Québécois ont à mon avis passablement perdu le sens de leur fierté nationale alors que nombre de leurs réalisations depuis une cinquantaine d'années, dans des secteurs très divers, ont apporté une contribution vraiment intéressante à notre patrimoine humain collectif. L'existence de cette communauté en est pour moi un bel exemple, que je trouvais digne d'être mis en lumière.

Pourtant, au premier regard, la communauté des Petits frères de la Croix regroupant en 2014 une dizaine d'hommes et dont le monastère est situé sur une haute montagne dans le rang Miscoutine de La Malbaie – secteur Sainte-Agnès en Charlevoix, habité dès le XIX^e^ siècle et abandonné au XX^e^ par une population frappée par la misère – peut paraître modeste. Toutefois, pour l'auteur, cette petite communauté monastique s'inscrit bien dans un nouvel héritage québécois original et marquant. Cela peut surprendre au départ, mais cette affirmation possède le mérite de camper clairement la réflexion souhaitée avec cette parution.

S'il n'est pas certain que ce livre réponde à ce vaste projet, il convient de dire qu'il s'agit d'un ouvrage qui se lit bien et s'articule avec précision. Le ton est résolument celui de la vulgarisation et cela permet notamment de comprendre certains concepts religieux catholiques parfois bien nébuleux pour le commun des mortels. Par ailleurs, ce livre ne prétend à aucune objectivité réelle face à l'Église catholique et à son administration qui se trouve ici dégagée de toute critique extérieure. En acceptant ce fait, il faut lire cet ouvrage comme un témoignage historique et même sociologique sans doute un peu complaisant, mais toutefois utile en l'absence de toute autre source sur ce sujet quand même peu fréquenté.

Le chapitre un du livre est consacré au passé des Petits Frères de la Croix. S'y retrouve une courte mais intéressante biographie du Père Michel Verret, fondateur des Petits frères de la Croix. Ce dernier, né à Québec dans une famille modeste, devient prêtre et se sent rejoint par la spiritualité du désert issue du Français Charles de Foucauld et aussi par la tradition byzantine. Il fera de cet intérêt personnel la base de sa communauté qui verra le jour près de Québec en 1980 pour s'installer finalement en 1991 dans Charlevoix. Le Père Verret aura eu le temps, avant la fondation de sa communauté, d'être vicaire en paroisse à Québec, de vivre quelques années sa spiritualité en tant qu'ermite tout en s'impliquant dans le mouvement charismatique et de mener ainsi une grande activité pastorale. Sa santé précaire devient une entrave importante et, suite à un accident vasculaire cérébral (AVC) survenu en 1993, il devra progressivement abandonner sa communauté et se retirer à Québec où il mourra en 1997. Il faut constater que les informations relatives à la vie de l'abbé Verret proviennent surtout d'un livre plutôt hagiographique produit par un membre de sa famille (son frère). Il faudrait mieux dégager le parcours de ce fondateur d'un spiritualisme admiratif pour recevoir son œuvre dans un contexte historique plus large, ce qui dans l'état actuel des recherches serait sans doute un peu difficile. Toutefois, on s'étonne du cheminement d'un Québécois actif durant la Révolution tranquille québécoise et semblant s'extraire le plus possible de ce contexte en recherchant une certaine forme de retrait du monde et de la culture alors effervescente de son peuple. Il faudra bien, un jour ou l'autre, qu'un historien revienne sur ce personnage étrange et quelque peu surprenant.

Les chapitres 2 et 3 décrivent l'histoire de la communauté jusqu'à nos jours. Le projet du Père Verret est rapidement mis à l'épreuve et le fondateur devra rapidement s'en détacher sans que l'œuvre soit encore vraiment très solide. S'ensuivent des périodes difficiles où, malgré les splendeurs d'un site unique au cœur des montagnes de Charlevoix, la communauté des Petits frères de la Croix sera secouée par plusieurs crises. Le problème récurrent du recrutement revient souvent comme une question angoissante. De fait, la communauté n'atteint jamais qu'un bien petit nombre de membres, la laissant à certains moments dans une profonde inquiétude quant à sa survie. Rien n'est réglé à ce chapitre et l'on peut se demander même si l'intuition du Père Verret correspond bien à quelque chose d'attirant dans la société québécoise actuelle. L'avenir va sans doute le dire. Il y a toutefois des laïcs qui s'associent à l'œuvre et plusieurs résidents temporaires qui fréquentent assidument le lieu. Il semble donc y avoir de l'espoir.

Les chapitres 4, 5, 6 présentent la communauté d'abord par un portrait général de ce qu'elle était au printemps 2013, avec une description de son charisme ou de ses orientations religieuses et même de la vie quotidienne de la communauté. Tout cela est offert très simplement par l'auteur, sans grande envolée théologique ou littéraire, avec pour objectif de convier le lecteur à découvrir un groupe d'hommes vivant une spiritualité et un quotidien peu banal au sein de notre monde actuel. Cet effort est réussi. Ces chapitres sont intéressants et bien documentés. De même, le chapitre sept sur l'avenir des communautés monastiques au Québec ne manque pas d'intérêt, mais il est trop rapidement traité pour faire vraiment le tour de la question. En conclusion, l'auteur parle de la suite de l'épopée des Petits frères de la Croix, ce qui illustre bien son enthousiasme face à cette communauté qu'il semble affectionner grandement. En annexe, sa description biographique des divers membres actuels de la communauté montre encore sa sympathie pour ce groupe, jusqu'à dévoiler la vie personnelle de chacun, ce que l'on pourrait trouver surprenant dans un univers monastique où le silence et le secret ont longtemps perduré comme faisant partie de la vocation même du moine.

Que retenir finalement de cet ouvrage ? Son caractère passionné sans doute pour un univers religieux qui le mérite étant trop souvent oublié de nos jours. Aussi, l'engagement de ces hommes envers une vocation difficile, mais toujours signifiante. La volonté de l'auteur paraît donc de faire connaître et de faire aimer cette communauté. Le ton aurait pu être plus objectif peut-être, mais peu importe, car le lecteur intéressé y recevra des informations rares et presque uniques sur un univers fermé pourtant encore présent dans notre monde. Ainsi, il demeure intéressant d'observer de plus près cette réalité dans ce livre nullement rebutant qui est une invitation à des découvertes parfois même fascinantes.

Serge Gauthier
Chercheur au Centre de recherche sur l'histoire et le patrimoine de Charlevoix

UN CERTAIN TYPE DE CITOYENNETÉ RELIGIEUSE

Catherine Larochelle
Doctorante, Université de Montréal

MARIA DE KONINCK
SŒUR SIMONE VOISINE. LA FORCE TRANQUILLE DE L'ENGAGEMENT
Montréal, Éditions du remue-ménage, 2014, 227 pages

Née en 1927 dans le Bas-Saint-Laurent, Simone Voisine a une vie surprenante. C'est la richesse et la singularité de ce parcours que la sociologue Maria de Koninck a voulu transmettre à la postérité en écrivant le livre *Sœur Simone Voisine, la force tranquille de l'engagement*. L'engagement envers l'autre est précisément ce que l'on retient de la vie de cette religieuse hors du commun.

Aînée de sa famille, Simone grandit à Saint-Pascal-de-Kamouraska sous les soins de sa mère, Blanche Moreau, qui lui transmet une vision non normative de la religion. L'amour du prochain est plus important que la soumission aux prescriptions de l'Église. Grâce à l'intervention de l'une de ses tantes, Simone poursuit sa scolarité au juvénat des Sœurs de la Charité de Québec à Saint-André-de-Kamouraska. C'est au terme de ces deux années d'études qu'elle décide de prendre le voile et d'entrer dans cette communauté dont la mission est de s'occuper des plus démunis. Simone part faire son noviciat à Québec en 1945 et entre en profession en 1947. Elle prononcera ses vœux perpétuels cinq ans plus tard.

De Québec à l'île d'Anticosti, celle qu'on appelait alors Sœur Blanche-Marguerite enseigne dans des écoles primaires tenues par sa communauté. L'enseignement se révèle vite une passion, mais Simone trouve difficiles certaines contraintes de la vie religieuse et les reproches qu'on lui fait quant à sa proximité avec les gens qu'elle côtoie. Ce n'est qu'à partir des années 1960 qu'elle n'aura plus à changer ses façons de faire pour demeurer une Sœur de la Charité à part entière.

Le chapitre « Le Québec change et la vie religieuse aussi… » relate les études et l'enseignement de Simone Voisine durant les années 1960 et 1970. En raison des réformes dans le domaine de l'éducation, elle doit compléter sa scolarité afin d'obtenir ses brevets d'enseignement. Par la suite, tout en enseignant au collège Marguerite d'Youville, elle enrichit sa feuille de route d'une licence en lettres, ainsi que d'une maîtrise et d'une scolarité de doctorat en littérature québécoise, toutes suivies à l'Université Laval. Durant cette même période, Sœur Blanche-Marguerite reprend nom et tenue civils. Ces années la conduiront aussi sur la route des arts : ciné-club, rencontre de Pierre Jobin, organisation de concerts, etc. On sent, à la lecture de ces pages, que les années 1960 ont été déterminantes et ont permis à cette femme de vivre ses implications sociale, culturelle et religieuse avec beaucoup moins de tiraillements qu'auparavant.

En 1975, la fermeture de la section collégiale du collège Marguerite-d'Youville force Simone à se chercher un emploi. Les circonstances la mènent alors au Cégep de Gaspé où elle restera durant 18 ans. En plus de son emploi comme professeur de français, Simone fait l'expérience du syndicalisme durant ce séjour en Gaspésie. Entre 1976 et 1984, elle est successivement vice-présidente et présidente du Conseil central de la Gaspésie, ce qui la mène au Conseil confédéral de la CSN. Les premières pages du livre mentionnaient que le parcours de Simone n'était pas commun aux religieuses de son époque (p. 17), le récit de son séjour à Gaspé suffit à nous le prouver.

Avec ses encarts historiques et ses nombreuses références, l'auteure arrive à bien montrer en quoi la biographie de Simone Voisine illustre les changements sociaux survenus au Québec depuis 1960.

Alors qu'on croyait avoir atteint le moment le plus déterminant de sa vie, l'auteure nous révèle que son retour à Québec en 1993 marque le début de « ce qu'elle a accompli de plus important » (p. 146) : la soupe populaire. Rapidement, la gestion de ce service offert par les Sœurs de la Charité de Québec est placée sous la direction de Simone ; elle en modifie l'organisation et les règles. Ce nouvel emploi la met face à une misère qu'elle n'a jamais connue, et qui la marque énormément. Quoique présente durant toute sa vie, l'assistance à autrui devient alors le centre de son action sociale. La lutte à la pauvreté est son nouveau cheval de bataille. Plutôt que de nous laisser sur ce dernier épisode de la vie de Simone Voisine, Maria de Koninck termine son récit par une discussion sur les motivations, les valeurs et la foi de cette femme. « Sa conception de la religion est celle d'une façon d'être et d'agir et non un système de croyances » (p. 191).

Malgré le ton un peu hagiographique du récit (qui correspond toutefois à ce que le livre prétend être), cet ouvrage nous fait découvrir la vie d'une femme remarquable tout en nous faisant traverser l'histoire du Québec des dernières décennies. Avec ses encarts historiques et ses nombreuses références, l'auteure arrive à bien montrer en quoi la biographie de Simone Voisine illustre les changements sociaux survenus au Québec depuis 1960. On pourrait déplorer le manque de références récentes sur l'histoire des religieuses, mais l'historiographie est peut-être plus à montrer du doigt que l'auteure.

Une mention spéciale doit être faite au chapitre traitant du séjour à Gaspé. Ce passage, excellent, prouve non seulement l'originalité du parcours de Simone Voisine, mais également l'intérêt de relater sa vie. Ces pages nous permettent de rencontrer une femme présente dans sa communauté de multiples façons, à la fois enseignante, syndicaliste, bénévole, amie et religieuse. On sent qu'elle a véritablement trouvé sa voie à cette époque, et que les barrières à son action sociale étaient définitivement tombées. C'est à ce moment dans le livre que l'on comprend pourquoi Maria De Koninck a jugé pertinent d'inscrire l'histoire de cette religieuse dans le patrimoine historique québécois.

D'un point de vue plus académique, l'ouvrage est également très pertinent puisqu'il s'agit de l'une des premières explorations du thème de la citoyenneté des religieux. Ce récit devrait motiver les chercheurs à creuser ce sillon et à élaborer une recherche qui irait au-delà du portrait biographique, aussi valable que soit cet exercice. Ainsi, on peut se demander si Simone Voisine a été une véritable exception dans le corps religieux. En pensant à plusieurs autres sœurs, prêtres, frères dont la vie fut remarquable, on peut se demander si elle n'incarne pas un certain modèle type de citoyenneté religieuse. Autant de questions auxquelles, je l'espère, la recherche cherchera des réponses dans les prochaines années. ❖

COMPRENDRE L'OPPOSITION JUIVE À ISRAËL

Daniel Gomez
Chef de pupitre, essais politiques

YAKOV RABKIN
COMPRENDRE L'ÉTAT D'ISRAËL. IDÉOLOGIE, RELIGION ET SOCIÉTÉ
Montréal, Écosociété, 2014,
265 pages

> Israël, tout en ayant les traits d'un État mûr et moderne, reste en fait prisonnier de l'idéologie sioniste qui l'empêche, malgré son âge respectable, d'aspirer à la normalisation et d'atteindre sa majorité (p. 264).

Yakov Rabkin est professeur d'histoire à l'Université de Montréal. Son cheval de bataille, c'est le sionisme, ou plus précisément la critique du sionisme. Inutile de préciser qu'il n'est pas en odeur de sainteté parmi une grande partie de la communauté juive de Montréal et du monde en général puisque, comme il le reconnaît lui-même, l'idéologie sioniste est partagée par une écrasante majorité de cette communauté. Les critiques envers ses thèses sont parfois vitrioliques, ainsi, celles de Richard Marceau, un avocat-conseil pour le Centre des relations juives et israéliennes, qui l'accuse sur son site le 26 février 2014 de ne désirer rien de moins que la disparition de l'État d'Israël. Il faut reconnaître que si on pousse la logique de Rabkin jusqu'au bout, cela pourrait effectivement aboutir à la disparition politique de l'État d'Israël; il n'y aurait même tout simplement pas eu d'État d'Israël.

Le projet du professeur d'histoire est ambitieux: il se livre en 269 pages à une critique impitoyable de l'idéologie sioniste sur laquelle est basée la société israélienne. Il tente de nous familiariser avec différents aspects des origines et de la nature de l'État d'Israël et de sa place dans l'histoire juive et européenne. C'est très dense, fortement documenté et truffé de références rabbiniques. Rabkin ratisse large; il essaie notamment d'expliquer aux lecteurs la grande connivence qui existe entre le sionisme et le christianisme. Cela permet de comprendre l'appui massif dont Israël jouit de la part des États-Unis, particulièrement parmi de nombreuses communautés protestantes, comme celle, peut-être, de Stéphan Harper...

Nous apprenons ainsi que le projet sioniste avait place dans les cercles protestants des siècles passés et qu'il était aussi porté par des athées et des agnostiques d'origine juive. J'ai ainsi découvert avec surprise que c'est un visionnaire protestant, William Hechler (1845-1931), qui encouragea son ami Herzl, un des pères du sionisme, à rassembler les juifs en Terre promise. L'auteur veut donc nous aider à saisir la nature du sionisme politique et l'histoire de l'État d'Israël. C'est un iconoclaste qui n'hésite pas à nuancer la notion de «peuple juif». Selon lui, ce «peuple» regroupe en fait une foule de communautés diversifiées à travers le monde et qui n'ont pas toujours des intérêts semblables à ceux d'Israël. Il nous entretient de différents thèmes: la place de la terre d'Israël dans la tradition juive, les Juifs en Europe, leur assimilation et leur presque extermination; aussi du retour vers la terre promise et de ce qu'il qualifie de sa «réinsertion dans l'Histoire». Il s'attarde assez longuement sur ce qu'il qualifie d'«entreprise sioniste». Il traite évidemment du génocide nazi, de la formation et du maintien de l'État sioniste ainsi que de l'opposition juive au sionisme. Il termine enfin sur la société israélienne, les communautés juives en mutation et sur les dimensions internationales de l'État d'Israël. Dense, disais-je plus haut...

C'est très dense, fortement documenté et truffé de références rabbiniques. Rabkin ratisse large; il essaie notamment d'expliquer aux lecteurs la grande connivence qui existe entre le sionisme et le christianisme.

Yakov Rankin n'est pas un sioniste, c'est plus qu'évident; il qualifie cette doctrine de «national-judaïsme», terme qui en fera frémir plus d'un, qu'il oppose au «judaïsme messianique» traditionnel. Ces deux tendances du monde judaïque se trouvent à des années-lumière l'une de l'autre. Pour certaines autorités rabbiniques messianiques, la terre d'Israël n'est qu'une plate-forme pour le patrimoine spirituel de la Thora; celle-ci constitue le principe fondamental du judaïsme. De ce point de vue, il faut donc attendre l'arrivée du messie pour que finisse l'exil des Juifs.

> [...] un retour à la terre d'Israël réalisé par des moyens politiques ne correspond point au projet du salut propre à la tradition juive. [...] «Dieu nous a exilés à cause de nos péchés, et l'exil sert d'hôpital au peuple juif. Il n'est pas convenable que nous prenions le contrôle de notre terre avant d'être complètement guéris.», Joseph Haim S., *Mishkenoth ha'yim New York*, p. 441, cité p. 26

C'est en opposition à cette philosophie, pour le moins statique et «victimisante», que va se développer à partir des XVIII[e] et XIX[e] siècles la pensée sioniste. Cette pensée et les pratiques qui vont suivre vont transformer l'identité transnationale juive centrée sur la Thora en une identité nationale juive basée sur la terre d'Israël. Elle va développer également une nouvelle langue nationale vernaculaire: l'hébreu moderne. Le sionisme va déplacer les Juifs de leurs pays d'origine vers la Palestine et établir un contrôle politique et économique sur cette région (p. 62). Rabkin est assez dur envers cette idéologie, qu'il va même jusqu'à assimiler au colonialisme. À la page 62, il nous dit que les sionistes projetaient une modernisation forcée des territoires occupés et que: «En ce sens, l'État d'Israël représente un cas de modernisation forcée propre au colonialisme occidental». On devine aisément l'accueil que ses écrits peuvent recevoir dans les milieux juifs pro-sionistes, c'est-à-dire dans la vaste majorité des milieux juifs. Mais les critiques du sionisme ne s'arrêtent pas là; le professeur de l'Université de Montréal accuse en effet les sionistes d'être antilibéraux: ils mettent par exemple sur pieds des colonies interdites aux Arabes israéliens, pratiquant ainsi une discrimination ouverte. Et malgré cela, ils réussissent le tour de force de profiter de bénéfices et de la sympathie de gouvernements libéraux, tel celui du Canada. De plus, cette idéologie sioniste est extrêmement exclusive puisqu'elle aspire à encadrer les Juifs du monde entier et que selon elle il faut être juif, d'abord et avant tout.

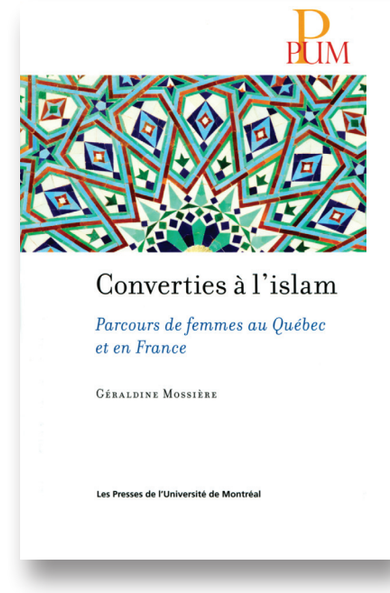
> En affirmant que les Juifs lui «appartiennent» d'office, Israël n'hésite pas à exercer des pressions sur d'autres pays afin qu'ils refusent l'accès aux Juifs qui quittent leur pays d'origine, cela afin de les canaliser vers l'État sioniste (p. 260).

L'auteur en rajoute en affirmant que la société israélienne est très plurielle et que c'est l'idéologie sioniste qui sert à la souder. Cette idéologie élargit également les frontières de l'État juif faisant en sorte que tous les juifs du monde s'en sentent membres

suite à la page 38

COMPRENDRE LA CONVERSION À L'ISLAM

Priscyll Anctil Avoine
Étudiante à la maîtrise en Études internationales, Université Jaume I de Castellón, Espagne



Géraldine Mossière
Converties à l'islam. Parcours de femmes au Québec et en France
Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2013, 268 pages

La relation entre les femmes et les hommes dans les sociétés islamiques est sujette à beaucoup de discours et fantaisies dans les sociétés occidentales[1]

Géraldine Mossière, anthropologue et professeure à la Faculté de théologie et de sciences des religions de l'Université de Montréal, adopte une démarche ethnographique dans son ouvrage, affirmant que c'est avec un « examen des trajectoires personnelles des femmes qui entrent dans l'islam » qu'elle « propose de comprendre le processus de construction d'une nouvelle subjectivité musulmane, et d'identifier les forces sociales et politiques qui le modèlent » (p. 18). Ce livre présente des Québécoises et des Françaises qui, à travers une quête de sens au monde contemporain, ont choisi en pleine connaissance de cause d'adopter l'islam comme chemin de vie, reconfigurant leurs propres répertoires identitaires. Son ouvrage s'inscrit donc dans une volonté de dresser un portrait des femmes converties à l'islam qui rende compte à la fois des processus de construction du soi et des relations avec les autres à travers les différents contextes sociaux qui forment ces identités hybrides. Pour ce faire, elle s'est entretenue avec 78 femmes au Québec et en France pour retracer leurs parcours de conversion, mais aussi dans le but de comprendre les différentes dynamiques sociales à propos de l'islam dans ces deux sociétés.

Le livre de Mossière, divisé en sept chapitres et un avant-propos, a comme principal défaut de ne pas présenter de conclusion ou synthèse des propos récoltés à travers des entrevues. L'avant-propos vise à nous familiariser avec la thématique ainsi qu'à préciser la position ethnographique, mais il a aussi pour objectif de rendre compte des constants mouvements de construction identitaire entre l'islam et les sociétés européennes et nord-américaines (p. 16). Le chapitre premier répond aux questions communes en rapport à la conversion et cherche à confronter les lecteurs à leurs propres stéréotypes en regard de la conversion. Principalement, Mossière tente de montrer que, contrairement à ce que l'on pense, l'entrée dans l'islam est un choix qui découle de plusieurs facteurs et qu'il n'existe pas un « profil » de la femme convertie. D'ailleurs, les résultats de ses entrevues démontrent bien que le mariage avec un musulman vient souvent a *posteriori* : en conséquence, le livre remet en question de nombreux stéréotypes qui traversent les imaginaires collectifs québécois et français notamment en ce qui a trait à la domination masculine comme cause de la conversion.

Il semble en fait que les converties représentées dans l'ouvrage de Mossière tentent de s'engager vers une nouvelle forme de féminisme qui prône le retour des valeurs communautaires et familiales, notamment à partir de la discipline du corps à partir des textes coraniques et de leur pratique de la foi

Le chapitre deux centralise la discussion sur le soi et les rapports de pouvoir qui articulent les décisions individuelles et sociales des converties à l'islam. La conversion est donc présentée comme une possibilité d'actualiser le soi et de comprendre les rapports de pouvoir sociaux, notamment les relations de genre (p. 69). Ainsi, les récits de conversion relatés par Mossière ne doivent en aucun cas être considérés comme statiques : ils suivent également les dynamiques contemporaines de questionnement du soi et du contexte social dans lequel nous évoluons, montrant aussi que l'islam possède un facteur d'attraction important pour ces femmes qui y voient une redéfinition des valeurs occidentales autour de la piété, de la pudeur, de la communauté, voire de la distribution des rôles de genre (p. 78).

En ce sens, les chapitres trois à cinq tentent de présenter ces rapports de genre, surtout en délimitant un féminisme musulman innovateur chez les converties, en réponse au rejet du féminisme issu des années 1970. Il semble en fait que les converties représentées dans l'ouvrage de Mossière tentent de s'engager vers une nouvelle forme de féminisme qui prône le retour des valeurs communautaires et familiales, notamment à partir de la discipline du corps à partir des textes coraniques et de leur pratique de la foi (p. 103). À travers le soin extérieur et intérieur du corps, les nouvelles musulmanes affirment leur adoption de l'islam (p. 113), le voile étant le plus apparent et controversé comme nous avons pu le constater avec les récents débats sur les signes religieux dans la société québécoise. Notamment, le chapitre quatre démontre bien la division des relations de genre prônée par les nouvelles musulmanes et la justification de l'utilisation du voile (p. 133) comme paramètre de la sexualité évitant le « chaos social » en opposition à l'hypersexualisation du corps de la femme dans les sociétés occidentales.

Selon moi, l'interprétation que l'auteur fait du corps demeure l'élément central de son ouvrage et Mossière réussit avec brio à rendre compte des relations corporelles des nouvelles converties avec leur communauté d'accueil, mais aussi avec leur société d'origine. Elle nous amène donc vers une féminité alternative (p. 148) qui se base sur les préceptes de l'islam pour critiquer la réalité contemporaine.

Les deux derniers chapitres mettent l'accent sur les différences entre le Québec et la France en matière de conversion à l'islam. Ces chapitres tentent de dresser un portrait des positions politiques des répondantes, notamment en ce qui concerne la prise de position pour des minorités et des populations marginalisées comme c'est le cas dans les cités parisiennes. Il est intéressant de constater que les répondantes semblent plus se tourner vers le modèle québécois interculturaliste que vers le modèle républicain laïc français qu'elles jugent trop axé sur la modélisation du Français typique à partir de l'assimilation. Ces deux chapitres forment une réflexion importante pour les nouveaux débats ouverts par la proposition de Charte des valeurs au Québec. Surtout, ils nous offrent un espace pour « repenser le rôle du religieux dans l'identité et dans le paysage social québécois » (p. 213).

Il aurait peut-être été intéressant d'expliquer davantage les sources théoriques que l'auteure utilise tout au long de son ouvrage.

suite à la page 38

1 Sjoberg, Laura & Caron E. Gentry (2008) : "Reduced to Bad Sex : Narratives of Violent Women from the Bible to the War on Terror," *International Relations*, 22(1), p. 5. (traduction personnelle)

suite de la page 36

et ressentent des devoirs envers lui. On demande même aux Juifs d'autres citoyennetés de défendre les intérêts d'Israël, même si ceux-ci sont en contradiction avec ceux de leur pays de citoyenneté, maintenant ainsi l'état de ghetto pour les Juifs du monde entier (p. 262). Décidément, le vocabulaire de Rabkin est « limite »...

Mais ce n'est pas tout, et ce qu'il soulève est encore plus troublant ; Yakov Rabkin s'aventure encore plus loin dans sa critique du sionisme, vers des zones où peu osent s'aventurer. Il traite en effet de la délicate et « hyperémotive » question du génocide nazi. Il soutient, références à l'appui, que les dirigeants sionistes des années 1930-1940 se sont davantage préoccupés de la création d'un futur État juif que du sort que subissaient les Juifs d'Europe. Dans les pages 120 et suivantes, l'auteur rapporte plusieurs citations de certains de ces dirigeants qui donnent froid dans le dos :

> Une vache en Palestine est plus importante que tous les Juifs de Pologne [...] Si nous n'avons pas assez de victimes, nous n'aurons aucun droit d'exiger un État. [...] C'est donc une ignominie insolente de lever des fonds pour l'ennemi afin d'épargner notre sang, car c'est uniquement par le sang que nous obtiendrons un État (J.M. Rabinowitch, « Political Zionisme and the state of Israel », p. 11).

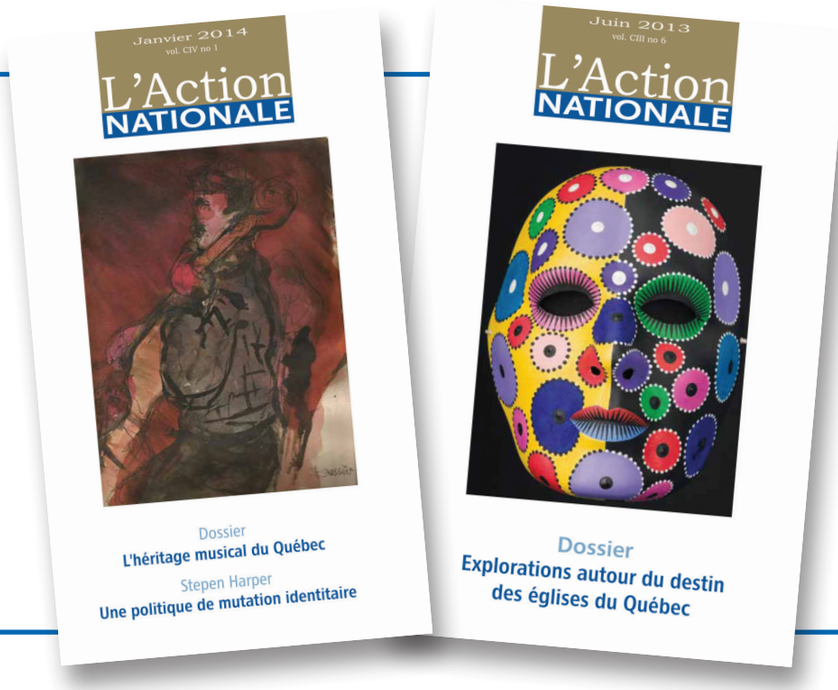
David Ben Gourion lui-même, fondateur de l'État sioniste et premier ministre de cet État pendant treize ans, ne disait-il pas en 1938, après la nuit de cristal qui a déclenché une vague de violences physiques contre les Juifs d'Allemagne, que s'il avait le choix entre sauver tous les enfants juifs en les faisant passer en Angleterre, mais en sauver seulement la moitié en les transférant en Palestine, il choisirait la deuxième option parce que, disait-il, « ce qui est en cause, c'est le destin du peuple juif » (tiré de Georges Bensoussan, *Un nom impérissable. Israël, le sionisme et la destruction des Juifs d'Europe* (1933-2007), Paris, Seuil, 2008, p. 71, cité p. 121). Le livre de Georges Bensoussan dont se sert Rabkine semble assez convaincant sur l'opposition de certains leaders sionistes au sauvetage des Juifs en Europe, ou du moins sur leurs priorités : « [...] le sionisme était une opération visant à sauver la nation et non pas une opération de sauvetage de Juifs comme individus » (Bensoussan, op. cit., p. 51, cité p. 122).

On comprend aisément que le livre de Yakov Rabkin puisse soulever des vives controverses. On peut ne pas être d'accord avec ses thèses ; je crois quant à moi que cet essai est éclairant pour ceux et celles qui veulent avoir une meilleure connaissance du sionisme et de la société israélienne. La lecture de l'ouvrage soulèvera chez certains beaucoup d'émotions, mais si l'on s'intéresse un tant soit peu à la question israélo-palestinienne, et qui ne s'y intéresse pas en ce moment, ce livre est incontournable. ❖

suite de la page 37

En effet, bien qu'elle fasse référence à des auteurs comme Judith Butler et Michel Foucault, les prémisses théoriques auraient mérité un chapitre à part entière, surtout afin d'alléger la lecture : certains passages peuvent en effet paraître un peu difficiles à comprendre pour le public général qui n'a pas une connaissance aiguisée de ces auteurs. Par contre, l'utilisation des récits et narrations des diverses répondantes rend la lecture très agréable et rapprochée de la réalité quotidienne. Selon moi, il s'agit donc d'un livre nécessaire pour une lecture plus vraie et profonde des dynamiques qui entourent la conversion à l'islam, mais aussi afin de nous repositionner en tant que société en regard de la crise identitaire amenée par la modernité (p. 23) et de la possibilité d'ouvrir de nouveaux espaces de dialogue pour les théories féministes. ❖

L'Action nationale au coeur des débats nationaux du Québec depuis 1917



Les dossiers culturels nécessaires sont publiés dans *L'Action nationale*.

Abonnez-vous ou achetez au numéro (format PDF ou papier)

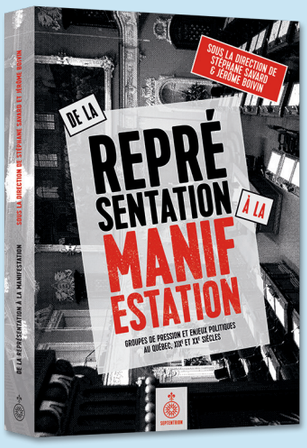
- **à boutique internet action-nationale.qc.ca**
- **au téléphone 514 845-8533 ou 866 845-8533**
- **par la poste 82, rue Sherbrooke Ouest Montréal (Québec) H2X 1X3**

Visitez action-nationale.qc.ca pour en savoir plus

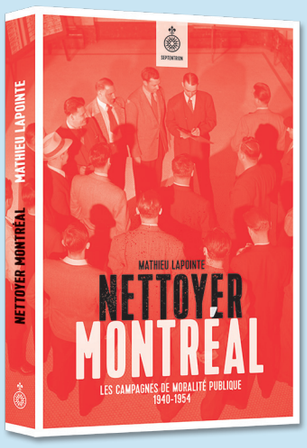
SOUS LA DIRECTION DE
STÉPHANE SAVARD
ET **JÉRÔME BOIVIN**

De la représentation à la manifestation

Groupes de pression et enjeux politiques au Québec, XIXe et XXe siècles



Les auteurs de ce collectif proposent une quinzaine d'études de cas qui mettent en lumière aussi bien la diversité des groupes de pression que l'évolution de leur influence dans notre société.



MATHIEU LAPOINTE

Nettoyer Montréal

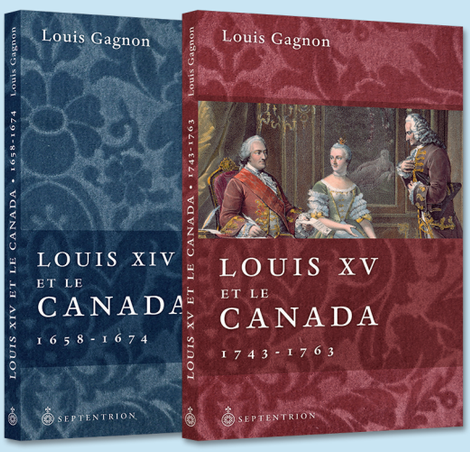
Les campagnes de moralité publique, 1940-1954

« Il faut s'incliner bien bas devant ce livre, un travail minutieux que l'historien Mathieu Lapointe a consacré à cette période troublée et troublante. »

Jean-François Nadeau,
Le Devoir

WWW.SEPTENTRION.QC.CA

TOUJOURS LA RÉFÉRENCE EN HISTOIRE AU QUÉBEC



LOUIS GAGNON

Louis XV et le Canada

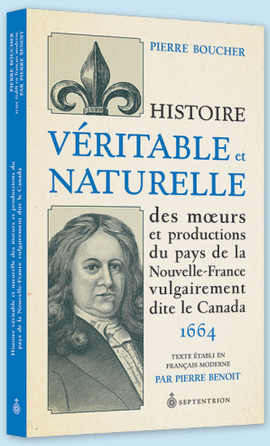
1743-1763

Après son premier essai, *Louis XIV et le Canada*, Louis Gagnon tente de comprendre pourquoi le roi Louis XV en arrive à se départir du Canada. Était-il sous l'influence des Choiseul, de Voltaire et de la Pompadour ?

PIERRE BOUCHER
TEXTE ÉTABLI EN FRANÇAIS MODERNE PAR **PIERRE BENOIT**

Histoire véritable et naturelle des mœurs et productions du pays de la Nouvelle-France vulgairement dite le Canada

1664



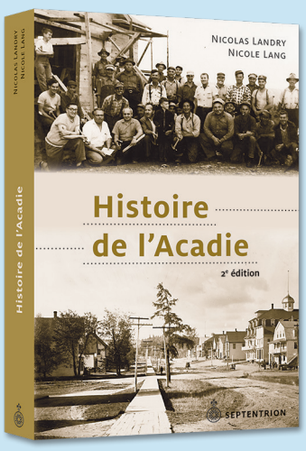
Trois cent cinquante ans après la première parution de ce texte fondateur, Pierre Benoit en livre une transcription modernisée, dans une mise en pages respectant l'édition originale.

NICOLAS LANDRY ET **NICOLE LANG**

Histoire de l'Acadie

2e édition

Cette nouvelle édition de l'*Histoire de l'Acadie* confirme son statut de synthèse incontournable sur le sujet. Nicolas Landry et Nicole Lang jettent un nouveau regard sur l'histoire de l'Acadie des Maritimes, de la première tentative de colonisation à aujourd'hui.



SOUS LA DIRECTION DE
SIMON JOLIVET, ISABELLE MATTE ET **LINDA CARDINAL**

Le Québec et l'Irlande

Culture, histoire, identité

Les Irlandais font partie du paysage démographique du Québec depuis deux cents ans. Ils nous ont profondément influencé. Ce livre est donc une occasion unique de redécouvrir l'empreinte que l'Irlande et les Irlandais ont laissée au Québec ainsi que les liens qui unissent les deux nations.

- Évaluation d'entreprises → faisabilité.
- Transfert familial.
- Rachat par cadres.
- Ventes - Achats - Fusions.
- Services conseils en financement.

Une équipe multidisciplinaire
offrant tous les services requis
pour une transaction réussie.

819-397-4920
gfb@tlb.sympatico.ca